

الاحتلال الإسرائيلي

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12652 - 4,50 F - Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : André Fontaine - JEUDI 3 OCTOBRE 1985

LE RAID CONTRE LE QG DE L'OLP EN TUNISIE

Israël a porté un coup sévère aux efforts de paix au Proche-Orient

La vraie cible

Une fois de plus Israël a frappé. Une fois de plus ses militaires suscitent l'admiration teintée de jalousie de leurs collègues : on commentera sans doute longtemps dans les popotes d'aviateurs un raid de chasseurs-bombardiers à 2400 kilomètres de leurs bases qui se solda par la destruction totale de l'objectif, sans que l'assailant subisse la moindre perte. Magistral coup au but. Mais quel but ? C'est aujourd'hui toute la question.

Sur le plan des principes, les choses sont simples. Jérusalem, qui avait riposté naguère à un attentat contre l'un de ses diplomates par l'aviation du Liban, ne recule pas devant des représailles disproportionnées dès lors qu'il s'agit de « casser les reins » à l'OLP. Le message particulièrement odieux de trois de ses citoyens à Larnaca et Pâfagos soulevés par la multiplication des actions terroristes dans les territoires occupés, appelait à ses yeux une éclatante vengeance.

Pour frapper si loin, si haut, si fort, le gouvernement israélien de M. Pèrès est redevenu unanime. M. Ezer Weizman ayant seul fait exception. L'équipe au pouvoir a suscité une fois de plus sa réflexion de fier patriote. L'opération, dit-il, est une erreur. Les travailleurs se sont vus imposer une punition pour des raisons politiques. Mais aller détruire en Tunisie son quartier général, c'était avant tout proclamer à la face du monde que les efforts actuels de règlement de l'OLP est associée au roi Hussein et au président Moubarak n'avaient pas la moindre chance de succès. Bref, que ces Palestiniens qui M. Thatcher vient d'accepter de recevoir à Londres et dont le président Reagan commençait à inscrire, sous la pression de ses alliés modérés, les noms dans son agenda ne sont que des « terroristes » et ne seront jamais admis à une négociation.

La première réaction américaine au raid israélien est venue justifier cette attitude. Les Etats-Unis, pourtant au mieux avec la Tunisie modérée, parlent de représailles « légitimes » et semblent accepter d'un coup léger cette violation de la souveraineté territoriale d'un pays ami que la France, pour sa part, « ne peut que condamner ». Même si cette position, qui n'est sans doute pas celle de M. Shultz, se fait un peu plus nuancée au Conseil de sécurité, on voit mal désormais comment une OLP justement « châtée » pourrait, aux yeux des Américains, être enfin conviée à des discussions sur l'avenir de la région.

Deuxième réaction aux « durs » des deux camps, l'opération israélienne a été vivement frappée en Tunisie, en dépit de la déclaration de M. Rabin assurant qu'elle « n'était pas notre cible ». C'est un coup catastrophique et humiliant pour un pays qui, le premier, a prêté le dialogue, parle un langage de raison et qui est en lutte avec des dangers menés du colonel Kadhafi. Comment protester désormais contre les violations de sa souveraineté si l'on s'accommode de celle qui vient de se produire ? Et comment appeler les Arabes modérés à se faire entendre quand leur voix est couverte par tant d'explosions ?

Puis que l'OLP, déjà aux prises avec le redoutable président Assad et ses alliés au Liban, a été la véritable cible des chasseurs-bombardiers israéliens. Comptes d'autres intérêts, les Etats-Unis peuvent-ils accepter qu'elle soit totalement et irrémédiablement ruinée ?

La Tunisie a demandé, mardi soir 1^{er} octobre, la réunion du Conseil de sécurité après le raid de l'aviation israélienne contre le quartier général de l'OLP, près de Tunis. Le bilan provisoire de cette opération est d'une soixantaine de morts.

Les chances de la négociation à laquelle le roi Hussein et le président Moubarak entendaient associer l'OLP sont gravement compromises.

De notre correspondant

Jérusalem. — « L'heure est venue de frapper l'OLP à la tête. Pas seulement les exécutants, les intermédiaires ou les inspirateurs des opérations terroristes, mais aussi ceux qui, à l'échelon supérieur, décident de les entreprendre. » En deux phrases, mardi 1^{er} octobre, M. Rabin, ministre israélien de la défense, a résumé ce qu'il ne peut plus clairement les raisons qui l'avaient poussé à ordonner, quelques heures plus tôt, le bombardement meurtrier du quartier général de l'OLP.

Que le récent assassinat de trois touristes israéliens à Larnaca ait incité l'Etat hébreu à frapper fort — très fort — n'est pas douteux. Mais il semble bien que ce crime de sang-froid commis le jour du Kippour — et qui a révolté le pays — a servi de prétexte à Jérusalem pour se livrer à une spectaculaire démonstration de force contre l'OLP, son ennemi principal, en exécutant un projet longtemps mûri.

Une opération de représailles a ainsi, aux yeux d'Israël, pris valeur d'avertissement exemplaire.

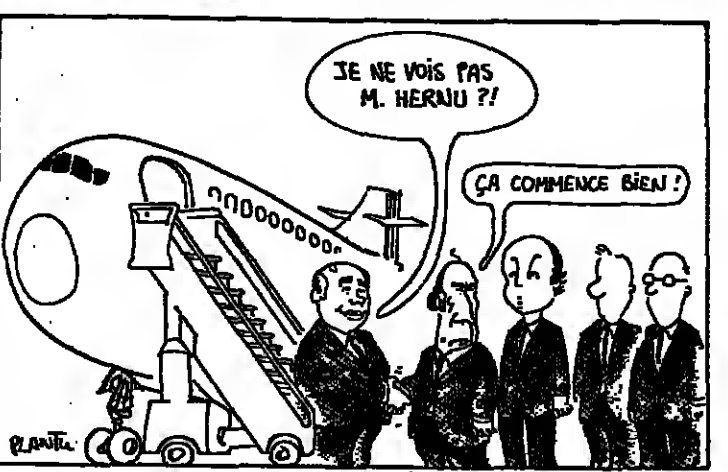
JEAN-PIERRE LANGELLIER.
(Lire la suite page 6.)

LA VISITE DE M. GORBATCHEV A PARIS

La « guerre des étoiles » domine le sommet franco-soviétique

Le président de la République et M^{me} Mitterrand devaient accueillir ce mercredi 2 octobre, à 16 heures, à l'aéroport d'Orly, le secrétaire général du PC soviétique et M^{me} Gorbatchev.

Un premier entretien politique était prévu en fin d'après-midi à l'Elysée, avant le dîner offert à son hôte par M. Mitterrand, au cours duquel des allocutions sont traditionnellement échangées.



Le programme de M. Gorbatchev prévoit deux autres entretiens politiques, jeudi et vendredi, avec le président de la République, ainsi qu'une entrevue, à l'Hôtel Matignon avec M. Laurent Fabius. Le chef du PC soviétique aura d'autre part l'occasion de rencontrer diverses personnalités de l'opposition lors de ses visites à la Mairie de Paris et à l'Assemblée nationale.

Dans un entretien diffusé mardi soir par TFI, M. Gorbatchev a insisté sur les dangers que faisaient courir au monde l'apparition d'armes nouvelles et, en particulier, « la militarisation de l'espace », allusion au projet de « guerre des étoiles » du président Reagan. Chaque gouvernement, a-t-il insisté, doit prendre position à ce sujet.

Mardi également, le porte-parole de l'Elysée, M. Vauzelles, a indiqué que les problèmes de sécurité et de l'équilibre des forces seraient au centre des conversations franco-soviétiques, laissant entendre toutefois que la partie française ne souhaitait pas la publication d'un communiqué commun. L'Elysée a d'autre part annoncé que le président ne comptait pas se rendre au sommet proposé pour le 24 octobre par M. Reagan, mais qu'il est disposé à rencontrer celui-ci prochainement.

(Lire nos informations pages 2 à 5.)

DANS L'ATTENTE DU « GREENPEACE » A MURUROA

500 hommes... sur le qui-vive

De notre envoyé spécial

Papeete. — Le vice-amiral René Hugues, qui commande les forces armées de la Polynésie française et la zone maritime du Pacifique, s'apprête à quitter, à la fin de cette semaine, son PC de Papeete à Tahiti, pour se rendre à la où [sa] présence sera jugée « la plus utile », explique-t-il, c'est-à-dire dans les parages de Mururoa, probablement à bord de l'avisos-escorteur Enseigne de vaisseau Henry. Il y attendra l'arrivée du bateau Greenpeace, qui se trouve, à ce jour, du côté des Marquises et dont les déplacements sont désormais suivis à la trace par un autre avisos-escorteur de la Marine nationale, le Balise. « On ne fait pas la guerre à Greenpeace, dit le vice-amiral Hugues, mais je suis chargé, dans le respect des consignes du président de la République et dans la légalité du droit de la mer, de mener à bien une opération de maintien de l'ordre s'il devait y avoir une intrusion étrangère dans les eaux territoriales. »

A 1200 kilomètres de Papeete, l'atoll de Mururoa a été déclaré « zone rouge », c'est-à-dire que les ingénieurs et les techniciens du Commissariat à l'énergie atomique s'affairent à la préparation des prochaines expériences nucléaires. « Sur l'atoll, affirme le vice-amiral Hugues aux journalistes qui y sont interdits de séjour, la contestation de Greenpeace est le cadet des soucis de ceux qui y travaillent. On attend dans le calme, et, de ma part, il n'y a aucune nervosité particulière. »

Depuis le 23 mai 1985, le haut commissaire de la République en Polynésie française, M. Bernard Gérard, a décidé de suspendre le droit de passage dans les eaux territoriales françaises (soit 12 miles nautiques, environ 22 kilomètres) qui bordent les atolls de Mururoa et de Fangataufa. La navigation dans ces eaux est interdite jusqu'à la fin des expérimentations nucléaires. Les peines encourues par les contrevenants peuvent aller jusqu'à six mois de prison et même à deux ans si le bateau

intrus contraint par ses manœuvres la marine de guerre à faire usage de la force.

Un premier voilier de Greenpeace, le Vega, avec cinq personnes à son bord, se trouve actuellement dans les eaux internationales, devant l'atoll de Mururoa. Un deuxième voilier, l'Alliance, est en escale à Rurutu, dans les îles australes françaises, à un millier de kilomètres de Mururoa. Un troisième voilier, le Breeze, est encore à six ou sept jours de mer de l'atoll, et le renouveau Greenpeace, qui bat pavillon américain et qui est suivi par le Balise, ne devrait pas arriver avant le 6 octobre devant Mururoa.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 10.)

Lire « Filature en haute mer »
Article de notre envoyé spécial
ROGER CANS
à bord du « Greenpeace »
page 10

« EN TOUTE LIBERTÉ », d'Alain Savary

L'intolérance des extrêmes

par RENÉ RÉMOND

Un peu plus d'un an après le point culminant de la querelle scolaire, Alain Savary livre son témoignage : contribution capitale à l'antipatie d'un projet dont le retrait fut un moment décisif du septennat. Connaissant la discrétion de l'homme, on présume qu'il ne s'est pas résolu à parler sans réfléchir : comment dire la vérité sans manquer au devoir de réserve qui lie durablement un ministre ?

Il a trouvé le moyen de dire beaucoup sans trahir de secrets d'Etat, ce mélange assez rare de retenue et de sincérité est à l'image de l'homme, dont on sait le peu de goût pour les déclarations fracassantes. On y trouve peu de révélations véritables, mais, outre une analyse détaillée des données et des positions, des précisions, des confirmations, une réflexion surtout, et des convictions fondées sur une démarche empirique : quant aux silences, ils sont aussi intéressants.

L'essentiel du livre est consacré aux rapports entre les deux enseignements, pas la totalité. Parce qu'Alain Savary ne croit pas qu'ils puissent recevoir une solution satisfaisante en dehors d'une rénovation de tout le système éducatif. Les deux opérations sont liées. Aussi évoque-t-il ses efforts en ce sens, et on ne lira pas sans intérêt ce qu'il dit de la nécessaire innovation pédagogique. Il définit la démarche qu'il a suivie pour préparer la solution de la querelle : écouter, rapprocher peu à peu les points de vue, désamorcer les passions contraires ; il a choisi de prendre son temps et pas seulement pour des motifs d'opportunité. Pour le reste, s'en remettre à l'application de mesures prudentes mises en œuvre avec progressivité.

Il s'est vite convaincu de l'impossibilité de satisfaire les revendications des organisations laïques : abrogation des lois dites antilaïques ou intégration des établissements sous contrat. Au reste, les textes comportaient des contradictions.

Trois sortes de changements survenus depuis 1959 rendaient irréalistes les exigences laïques. Vingt et quelques années d'application de la législation avaient créé des liens difficiles à rompre soudain. Du côté catholique, les esprits avaient évolué : l'Eglise avait proclamé la nécessité de la liberté religieuse, reconnu la légitimité de la laïcité, admis la distinction entre l'ordre du savoir et celui de la foi ; l'épiscopat — et Alain Savary s'en portait garant auprès du chef de l'Etat — souhaitait une solution définitive de conciliation et n'était pas opposé à des concessions.

Enfin l'opinion aussi avait évolué, y compris à gauche et dans les rangs socialistes, et ne voyait plus dans sa majorité d'objection à une aide de l'Etat à des établissements privés : la vieille formule à laquelle se raccrochaient les laïques : « A école publique fonds publics, à école privée fonds privés », était totalement archaïque.

(Lire la suite page 22.)

Un otage soviétique « exécuté » à Beyrouth

PAGE 32

SNCF : vers la fin de la grève

Les cheminots votent sur la reprise du travail

PAGE 32

Session parlementaire

Des questions sur l'affaire Greenpeace

PAGE B

Préparation du synode

Les évêques français veulent défendre les acquis de Vatican II

PAGE 12

Télévisions privées

Sur la ligne de départ

PAGE 20

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Maeterlinck blues
 - Les frères Lumière
 - Robert Capa
 - Music à Venise
- (Pages 13 à 19)

Etranger (2 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (11-12) • Culture (13 à 16) • Communication (20) • Economie (25 à 31)

Programmes des spectacles (16 à 19) • Radio-télévision (20) • Carnet (12) • Informations Services (23) • Echos (23) • Annonces classées (24)

débats

L'URSS ET LA FRANCE

A l'occasion de la visite à Paris de M. Mikhaïl Gorbatchev, Vadim Zagladine estime que les médias ont un grand rôle à jouer pour informer les Français sur les réalités soviétiques et Fiodor Bourlatski insiste sur les dangers de la militarisation de l'espace. De son côté, Henri Froment-Meurice examine quelles sont les conditions nécessaires pour surmonter peu à peu la division de l'Europe entre l'Est et l'Ouest.

Tisser des liens entre le Marché commun et le COMECON

Le projet « Eurêka » est intéressant s'il sert la cause de la paix

J'aimerais que la rencontre soviéto-française serve la cause de la coopération européenne, surtout dans le domaine de la coopération économique, scientifique, technique et d'informations. Puisse le Marché commun et le Conseil d'assistance économique mutuelle (1) échanger une poignée de mains amicales qui ouvrira le chemin de leurs relations mutuellement avantageuses, puissent les acquis culturels de ces deux parties de notre continent devenir l'apanage de tous les Européens.

Bien sûr, une atténuation de la confrontation des deux blocs militaires, l'OTAN et le pacte de Varsovie, et la cessation de la course aux armements doivent aller de pair avec ce processus.

Je dois dire que le projet « Eurêka » avancé par le gouvernement français m'a intéressé, bien que je n'y voie pas tout à fait clair pour l'instant. Il m'a semblé intéressant parce que, à première vue, il présentait l'alternative à une utilisation militaire de nouvelles technologies dans l'espace en faveur de la promotion des branches économiques civiles. Mais je tiens à relever certains points inquiétants. Par exemple, on pourrait essayer de jeter une « passerelle » entre « Eurêka » et des projets militaires. Je voudrais espérer qu'« Eurêka » ne servira que la cause de la paix.

La rencontre Gorbatchev-Reagan à Genève se tiendra environ un mois après le sommet de Paris. Les Français savent certainement que, en réponse à notre proposition sur le moratoire concernant toutes les explosions nucléaires, les Américains ont procédé à des essais du système antisatellite ASAT sur une cible réelle située dans l'espace. Mais, en dépit de ces actions et d'autres visant à aggraver la situation, nous espérons toujours que, dans le temps qui reste, le bon sens et la compréhension de son propre intérêt pourront amener Washington à se rendre compte de la nécessité des concessions et des compromis mutuels pour assurer

par FIODOR BOURLATSKI (*) la sécurité universelle et limiter la course aux armements. Les Européens ont leur mot à dire concernant le danger de violation du traité sur la défense antimissile, du refus de SALT-2 et des autres accords conclus dans les années 70.

La militarisation de l'espace est le danger le plus grave qui risque de détruire la base fragile sur laquelle repose depuis vingt-cinq ans la sécurité européenne et mondiale. Le concept de la dissuasion a été et reste cette base. A présent, d'aucuns cherchent à opposer à ce concept la doctrine de la « défense » contre les missiles, à invoquer de prétendues « possibilités » de créer un bouclier infranchissable en utilisant le laser, l'énergie des quantas et d'autres moyens déployés également dans l'espace.

J'ai assisté à de nombreuses conférences consacrées à ce problème, auxquelles ont pris part aussi des représentants de l'Amérique du Nord et de l'Europe occi-

dentale. J'en ai tiré la ferme conclusion que la nouvelle doctrine n'est qu'une illusion ou une tromperie. De nouvelles centaines de milliards de dollars seraient dépensés, de nouveaux types d'armes, sans précédent par leur force destructrice, seraient mis en œuvre, les vecteurs de sécurité seraient réduits à zéro, l'équilibre militaire se déstabiliserait, la peur et la suspicion mutuelle grandiraient. Alors, peut-être, qui sait ? un fou décidera-t-il de mettre en jeu la vie de l'humanité ?

Je ne suis pas le seul à aimer la culture française classique et contemporaine. Des millions de Soviétiques partagent mes goûts. Je voudrais croire que les Français éprouvent les mêmes sentiments à l'égard de notre culture. C'est peut-être, dans ce domaine, dans les sentiments d'une profonde sympathie réciproque de nos peuples, dans la compréhension des liens indissolubles entre nos cultures, que réside l'espoir de nouvelles perspectives du rapprochement des deux pays au nom de la paix et de la prospérité.

(*) Commentateur de la *Literaturnaja Gazeta* à Moscou.

(1) COMECON (NDLR).

Quelle Europe, monsieur le secrétaire général ?

Au-delà d'un style nouveau y aura-t-il des réponses nouvelles ?

« **M**AIS moi aussi, madame, je suis catholique. » Telle fut, raconte-t-on, la courtoise réplique du Saint Père à Mrs. Luce, alors ambassadeur des Etats-Unis en Italie, qui apparemment tentait de lui co remonter sur ce chapitre.

« Mais moi aussi, monsieur Gorbatchev, je suis européen. » C'est peut-être ce que le président de la République devra répondre à son visiteur lorsqu'il le recevra à l'Élysée.

A Moscou, en effet, l'Europe semble être à l'ordre du jour, et M. Gorbatchev pourrait bien à Paris chercher à faire vibrer la corde « européenne ». Peut-être ira-t-il jusqu'à reprendre à son compte le thème de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », peut-être fera-t-il des propositions précises : conclusion d'accords entre les Communautés européennes et le COMECON, conférences « paneuropéennes » sur des thèmes concrets, reprise de la conférence sur le désarmement en Europe, et, pourquoi pas, un Eurêka à l'échelle du continent.

par HENRI FROMENT-MEURICE (*)

Prise en elle-même, telle ou telle proposition pourrait séduire. Pourquoi en effet se refuser, par principe, à rechercher les voies pratiques d'une « détente » entre Européens ? Pourquoi les deux Europe, celle de l'Ouest et celle de l'Est, ne tenteraient-elles pas de mieux asseoir la paix sur le continent ? Pourquoi la France ne reprendrait-elle pas le chemin tracé par le général de Gaulle : détente, entente, coopération ? Pourquoi pareille orientation ne recueillerait-elle pas un large « consensus » ?

Pourquoi ? Parce que l'Europe est, comme la langue d'Esopo, la meilleure et la pire des choses. Pour que celle de M. Gorbatchev ne soit pas la pire, il faudrait qu'elle satisfasse à trois conditions fondamentales : la première, ne pas couper l'Europe occidentale de son alliance avec les Etats-Unis ; la deuxième, ne pas empêcher la marche de l'Europe occidentale vers son unité non

seulement économique, mais politique ; la troisième, ne pas avaliser la division de l'Europe et en particulier celle de l'Allemagne. Ces conditions sont-elles remplies ?

L'URSS, malgré son échec contre les Pershing, reprend son offensive de découplage en cherchant à mobiliser les Européens contre la « guerre des étoiles » de M. Reagan. Va-t-elle y renoncer ? L'URSS dit accepter le Marché commun. Soit. Mais quid du rapprochement franco-allemand, quid d'une Europe occidentale de plus en plus unie politiquement, véritable môle de puissance ?

L'URSS prétend plus que jamais que les « résultats » de la deuxième guerre mondiale sont intangibles et que la question allemande est réglée. Va-t-elle réviser son point de vue ?

Jusqu'à présent, les positions affirmées par Moscou donnaient plutôt à penser que l'Europe qu'elle souhaite demeure toujours la même : à l'Ouest, une Europe sans Américains, dérivant vers un neutralisme de fait et donc en position permanente de faiblesse vis-à-vis de l'URSS ; à l'Est, un empire soviétique soumis à la loi de l'irréversibilité.

Avec cette Europe-là, accorder des convergences serait artificiel, voire dangereux. Tel serait le cas par exemple si, du côté français, l'on se prêtait à un semblant d'accord portant condamnation de la « guerre des étoiles ». S'efforcer en revanche de faire comprendre à M. Gorbatchev qu'une telle vision persistante de l'Europe ne peut conduire au mieux qu'à des impasses, au pire qu'à des confrontations et même à des explosions, justifierait le dialogue.

Nous allons donc voir si le secrétaire général, au-delà d'un style nouveau, apporte des réponses nouvelles. Comme l'on souhaiterait, à dire vrai, qu'enfin un dirigeant soviétique se rende aux vraies réalités, comprenant que son pays fait fausse route en Europe, et peu à peu procède aux débloquages qui permettraient d'assumer aux Européens, à commencer par l'URSS elle-même, la sécurité dont ils ont en effet tous le même besoin ! C'est alors que le développement des échanges, des contacts, des coopérations pourraient vraiment contribuer à surmonter peu à peu la division de l'Europe.

Aller vers une détente plus mûre

Mais il faut que cesse la course aux armements

par VADIM ZAGLADINE (*)

LES actions communes de l'URSS et de la France peuvent avoir aujourd'hui plus de poids que jamais. Leur renforcement est susceptible de jouer un grand rôle pour l'assainissement de la situation internationale et, de ce fait, de créer des meilleures conditions pour le développement de chacun de nos deux pays. Qu'entend-on par là ?

Le monde, l'humanité, sont lassés de la confrontation, de l'exténuation course aux armements. Aussi évoque-t-on toujours plus souvent l'époque de la détente et fait-on état de la volonté d'y revenir. L'Union soviétique est évidemment pour la détente. Seulement, le mot « revenir » ne semble pas tout à fait exact, car nous sommes déterminés à aller de l'avant et non pas

à revenir sur nos pas. Aller de l'avant, c'est-à-dire aller vers une détente nouvelle, plus profonde et, pour reprendre l'expression du secrétaire général du comité central du PCUS, plus mûre. Nous savons également que les dirigeants français se sont prononcés à maintes reprises contre la confrontation et pour la normalisation des relations Est-Ouest. C'est donc un domaine sur lequel nos deux gouvernements, nos deux diplomates, peuvent faire porter ensemble leurs efforts.

Cela concerne plus particulièrement le processus d'Helsinki, processus européen dont nos deux pays ont été parmi les initiateurs. Il semble que la conférence de Stockholm ait ébauché un mouvement en avant. Nul doute que ce mouvement pourrait être accéléré par les efforts communs de nos deux pays (qui, bien entendu, ne seraient pas dans ce cas les seuls à le faire).

La cessation de la course aux armements et la réduction maximum des plafonds de l'armement constituent la condition sine qua non et la prémisses de cette détente nouvelle. C'est également un terrain qui semble très propice aux actions communes de nos deux pays. Je ne vous cacherai pas cependant que je trouve que les efforts déployés par la France dans le domaine militaire ne visent pas obligatoirement cet objectif. Cela signifie-t-il que l'interaction est impossible ? A mon avis, nullement. Un dialogue franc et empreint de confiance, une recherche active de points où l'entente est possible, est capable de nous faire progresser sur ce plan également.

Ce qui vient d'être dit s'applique notamment à la non-militarisation de l'espace. A plusieurs reprises, Paris s'est prononcé en faveur d'une telle solution. C'est également un champ d'action où nos deux pays pourraient agir, séparément ou ensemble. Les conditions sont réunies pour cela.

Le monde est en proie aux conflits régionaux. Or, il arrive que la France et l'URSS interprètent leurs origines de manière différente. Mais malgré ces différences initiales, il est possible — et l'expérience nous le confirme — de déployer des efforts conjoints ou parallèles en vue de dénouer ces crises qui présentent un danger pour la paix. Cela serait profit-

able à nos deux pays et au monde entier.

D'autres sphères existent où une coopération plus active ne pourrait que profiter à nos deux pays. Il s'agit notamment de la culture et de la science, de technique et des technologies, du domaine humanitaire et, finalement, de l'économie.

La dernière question mérite que je m'y étende un peu plus. En fait, nos structures économiques sont complémentaires. Cela veut-il dire que toutes les conclusions en ont déjà été tirées ? Je suis sûr que non. L'ampleur de notre coopération — aussi bien en ce qui concerne les exportations françaises vers l'URSS et les exportations soviétiques vers la France qu'en ce qui concerne la coopération dans l'industrie, la science et la technique — reste très en deçà des possibilités dont nous disposons. Pourquoi en est-il ainsi ? Il s'agit en l'occurrence d'un ensemble de facteurs dont certains, tels que divers interdits et restrictions, ne dépendent pas de nos pays, dès lors qu'aucun d'entre eux n'en est l'auteur. D'autres facteurs cependant sont, en quelque sorte, d'origine nationale.

Respecter les opinions

Nous autres, Soviétiques, sommes persuadés qu'aujourd'hui faire preuve de sagesse signifie respecter les usages et les opinions de l'un et de l'autre et de ne pas étendre les différends idéologiques à la sphère des relations entre les Etats. En d'autres termes, cela veut dire qu'il est nécessaire de respecter la souveraineté et l'originalité de chaque pays, de n'utiliser jamais ces différends pour attiser la tension idéologique, pour semer la méfiance, quelles que soient nos attitudes envers la politique que nous appliquons et les appréciations politiques que nous portons sur nos actions réciproques. Il ne doit y avoir ni « fidèles », ni « hérétiques ». C'est par les actes que l'on prouve qu'on a raison et non en accusant ni en invectivant son adversaire.

J'ai l'impression que les médias français ont un grand rôle à jouer dans ce sens, surtout un journal aussi sérieux et influent que le

(*) Premier adjoint au chef du département international du comité central du Parti communiste d'Union soviétique.



INCONSCIENT ET RÉALITÉ

Par Maurice Dayan

Entre la réalité psychique et le réel réputé commun, quelle composition singulière trace, en silence, pour chaque être humain, la figure de son destin ?

Collection « Bibliothèque de psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche. 480 pages - 185 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Faivet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sala.

Imprimerie de « Le Monde »

7, rue du Louvre

PARIS 1^{er}

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

364 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 095 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les adresses propres en capitales

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark,

1,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis,

G.-B., 60 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 20 s. ;

Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ;

Israël, 100 N. ; Japon, 800 y. ;

Pays-Bas, 2,40 f. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie,

328 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,60 S. ;

Yugoslavie, 110 din.

هذه ايام العمل

étranger

LA VISITE EN FRANCE DE M. GORBATCHEV

Un « Méridional » pressé

De notre correspondant

Moscou. - Le visiteur qui arrive ce mercredi à Paris est le plus jeune numéro un que l'Union soviétique ait connu depuis Staline. Sauf accident de parcours, il sera encore en place au tournant du deuxième millénaire. Autant dire qu'il a le temps pour lui et qu'il peut imposer en profondeur sa marque à son pays. L'homme, pourtant, donne une impression de fébrilité. Il fait l'effet curieux, dans un pays qui ignore ses pratiques, d'être perpétuellement en campagne électorale. A cinquante-quatre ans, M. Gorbatchev a presque l'air d'un jeune homme pressé.

Ses origines « méridionales » expliquent en partie cette attitude. Le secrétaire général est né non loin du Caucase, dans la région de Stavropol, à la limite sud de la Russie d'Europe. La mobilité de ses traits, la vivacité de ses gestes et de son regard sont inhabituelles pour un Russe. M. Gorbatchev souligne volontiers de la main un effet oratoire. Il interpelle son auditoire. Il aime l'enthousiasme et marque parfois pour se faire un temps d'attente.

Autre nouveauté : le secrétaire général improvise à l'occasion, pas toujours d'ailleurs avec facilité. Il plaisante en public, ce qui ne s'était pas vu depuis Khrouchtchev, dont il a partiellement la spontanéité, mais non la vulgarité. M. Gorbatchev a enfin le sens de la répartie. A l'occasion d'une tournée en province, lors d'un de ces bains de foule qu'il affectionne, une femme d'âge mûr lui lance : « Les dirigeants doivent être plus près du peuple ! ». « On ne saurait dire plus près », rétorque-t-il, déclenchant les rires de l'assistance.

Trappe, le visage plein, M. Gorbatchev a pourtant bien l'air d'un Russe, surtout quand il enfonce menton et foule gris. Sa façon de lever les yeux au ciel, lorsqu'il se lève à l'adresse un groupe qui fait cercle autour de lui trahit l'appartenance.

« Il sait sourire, mais il a des dents d'acier », disait de lui M. Gromyko le 11 novembre dernier, lors de la réunion du comité central qui l'a élu secrétaire général. « C'est un homme de principes et de fortes convictions qui n'hésite pas à parler directement, ce qui plait à son interlocuteur ou non », ajoutait-il.

RAISSA : UN CERTAIN NATUREL

On ne sait pas grand-chose en réalité de l'épouse du secrétaire général, même si on la voit souvent en public à ses côtés, ce qui constitue une petite révolution en URSS. Il avait fallu en effet attendre la mort d'Andropov pour découvrir les traits de celle qui n'était plus alors que sa veuve.

Même l'âge exact de M^{me} Raissa Gorbatchev n'est pas connu et ne figure d'ailleurs pas sur le passeport avec lequel



elle a obtenu un visa pour accompagner son mari à Paris. L'épouse du secrétaire général doit friser la cinquantaine. Elle est mère d'une fille de vingt-sept ou vingt-huit ans, trine, qui est médecin, et déjà grand-mère d'une petite fille de cinq ans, Oksana, qu'on a vue une fois avec son grand-père dans un bureau de vote. L'existence d'un gendre n'est pas attestée.

M^{me} Raissa Gorbatchev a été sous les feux des projecteurs lors du voyage qu'elle a accompli avec son mari, alors numéro deux du parti, en Grande-Bretagne, en décembre dernier. Son élégance, un certain naturel, sa connaissance de la littérature anglaise, avaient fait très bonne impression. M^{me} Gorbatchev continue peut-être à enseigner la philosophie à l'université de Moscou où elle a fait ses études et rencontré son mari.

D. Dh.

Les sourires et l'allure générale plus « moderne » du numéro un ne doivent pas en effet faire oublier qu'il a commencé sa carrière grâce à la protection du grand idéologue du régime, Soudoulov. Ce dernier, mort en

son ancien camarade de chambre. « Cela peut paraître à controverse », a-t-il récemment remarqué. La « modernité » de M. Gorbatchev n'empêche pas qu'il accepte le passé de l'URSS...



janvier 1982, était pendant la guerre le responsable politico-militaire de la région natale de M. Gorbatchev, Stavropol, et y séjournait fréquemment.

Le souvenir de Staline

Le patronage de Soudoulov, gardien du dogme marxiste-léniniste et le fait que le jeune Gorbatchev adhère au parti un an avant la mort de Staline méritent d'être rappelés. Le secrétaire général a d'ailleurs fait applaudir le nom de Staline - on tant que chef militaire, il est vrai - en mai dernier, lors des cérémonies du quarantième anniversaire de la victoire de 1945. Il s'a pas été content d'être présent, mais le président du conseil italien, M. Ciriaco De Gaulle, lui a fait part, à la fin du même mois, d'un de ses condisciples de l'université de Moscou qui se souvenait de propos hostiles à Staline tenus par

Les obscurs débuts du futur secrétaire général

Bien que Mikhaïl Gorbatchev ait eu une carrière beaucoup plus « normale » que ses prédécesseurs, et peut-être d'ailleurs à cause de ce fait, son personnage reste aussi mystérieux que celui d'un Andropov, tout enveloppé des secrets du KGB pendant quinze ans, mais qui avait tout de même été « exposé » au public comme ambassadeur en Hongrie dans des conditions tumultueuses. Dans le cas présent, très peu de témoignages sont disponibles sur le nouveau secrétaire général aux premières étapes de sa vie.

Les premiers voyages à l'Ouest

C'est possible et même probable si l'on se souvient que l'année 1952 fut celle d'une nouvelle chasse aux sorcières, mais Zdenek Mlynsky, futur secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque sous Dubcek en 1968 et qui faisait alors ses études dans le même cours que Mikhaïl Gorbatchev et vivait dans le même foyer d'étudiants, offre une version plus modérée. Selon lui, Mikhaïl Gorbatchev se distinguait visiblement à une carrière politique (« On voyait bien qu'il ne se préparait pas à travailler à la procureure ou dans d'autres organes judiciaires, comme la plupart de ses camarades », nous a-t-il dit), mais il ne signale rien d'autre à son sujet qu'une grande curiosité intellectuelle et une certaine ouverture d'esprit. Lorsque les deux hommes se sont revus en 1967 à Stavropol, celui qui était déjà premier secrétaire de la ville se serait exprimé avec modération tant sur Khrouchtchev (qu'il aurait critiqué surtout pour le propos de son engagement excessif pour le mal) que sur les réformes alors en gestation en Tchécoslovaquie.

C'est également à ces années-là, en 1966, que remonte le premier voyage à l'Ouest du futur numéro un soviétique, grâce à un séjour dans le sud-ouest de la France qu'il fit à l'invitation de Jean-Baptiste Doumeng. Selon ce qu'en rapporte ce dernier (voir ci-contre l'article de Jacques Grail), cette visite n'a apparemment pas pris la forme de « longues vacances en voiture avec

sa femme en France et en Italie » décrites parfois (notamment par l'Observateur du 23 décembre 1984). Mais il est certain que ces premiers voyages (ainsi que ceux qu'il fit en Allemagne fédérale, en Italie, au Portugal et à nouveau en France au milieu des années 70 à l'invitation de partis communistes locaux) ont dû contribuer à sa formation beaucoup plus que les visites très officielles qui suivirent, encombrées de tapis rouges et d'honneurs : en 1966, Gorbatchev s'était en effet vu le chef du service de l'organisation du parti du territoire de Stavropol, un poste d'« apparatchik » mais pas de vedette.

Un dernier épisode est à signaler sur ce qui fut sa première grande manifestation politique. En octobre 1961, et bien que s'étant encore que chef des jeunes communistes de son territoire, Mikhaïl Gorbatchev eut le privilège de faire partie de la délégation de Stavropol au vingt-deuxième congrès du parti à Moscou. Ce dernier congrès khrouchtchevien fut une vaste orgie antistalinienne culminant avec le démantèlement de la momie du dictateur lors de son mausolée et de virulentes attaques contre le groupe « anti-parti » de ses fidèles héritiers (Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc.). Tout le monde était invité par Khrouchtchev à prendre la parole pour se joindre au concert, et il y eut près de cent cinquante orateurs.

Mais une région se distingue par son silence d'un bout à l'autre : celle de Stavropol. Le numéro un du parti dans le territoire, Fedor Koukalov, qui allait rester jusqu'à sa mort, en 1978, le grand protecteur de Mikhaïl Gorbatchev, avait préféré s'abstenir, lui et ses troupes, jugeant sans doute que le vent de la déstalinisation ne serait pas éternel. Il en fut récompensé en obtenant une promotion au secrétariat à Moscou, puis au Politburo, une fois Khrouchtchev renversé, et l'exemple n'allait pas être perdu pour ses « potes ».

Le komssomol Gorbatchev, qui avait déjà vécu des son adhésion au parti les transmissions successives de l'affaire des médecins (1), de la mort de Staline, de la chute de Brejnev, de la déstalinisation puis de la « dékhrouchtchevisation », a pu prendre ainsi la mesure des choses et acquiescer les réflexes de prudence qui allaient le conduire au sommet.

MICHEL TATU.

(1) Des médecins juifs furent accusés durant l'hiver 1952-1953 d'avoir voulu assassiner des dirigeants soviétiques. Ils furent réhabilités peu après la mort de Staline.

comité central. A Moscou, la protection de dignitaires du bureau politique tels que Soudoulov ou Koukalov (ce dernier fut lui aussi premier secrétaire à Stavropol et pouvait espérer succéder à Brejnev lorsqu'il mourut brutalement en 1978) doit ouvrir quelques portes...

L'occasion se présente précisément avec la succession de Koukalov, qui s'occupait des questions agricoles au secrétariat du comité central. On peut penser que Soudoulov pousse la candidature du jeune expert de Stavropol. Sa carrière est dès lors fulgurante. Il ne fait aucun doute qu'un an au bureau politique et, dès octobre 1980, appartenant à la fois à cette institution et au secrétariat du parti, il est un des rares papables.

Modernisme

Sous Andropov, il devient responsable de toute l'économie soviétique. Il est en effet un des « jeunes » que ce dernier utilise pour tourner l'opposition des « vieux brejnéviens » encore majoritaires au bureau politique. Il a la prudence cependant de ne pas trop se mettre en avant et de s'effacer avec discrétion devant Constantin Tchernienko dont il parvient à l'élection comme secrétaire général. Son rival, M. Grigory Romanov, un autre « jeune » protégé d'Andropov, a été moins subtil, ce qui lui valut apparemment la méfiance définitive de Tchernienko. M. Gorbatchev recueille les fruits de ce coup de poker lorsqu'il accède enfin au pouvoir suprême, le 11 mars dernier.

C'est un dirigeant au pouvoir apparemment incontesté et qui ne cesse de consolider ses positions qui est accueilli en France. Il reste à savoir si son objectif inlassablement répété de « moderniser » l'économie soviétique est conciliable avec sa volonté également affirmée de maintenir pour l'essentiel le système de planification centralisée existant.

Le « modernisme » du secrétaire général ne s'est pas, en tout cas, étendu, jusqu'à présent, à la politique des droits de l'homme. Les conditions dans les camps se sont encore détériorées, et plusieurs prisonniers sont morts ces derniers mois.

DOMINIQUE DHOMBRES.

« SOS Droits de l'homme » : manifestation au Trocadéro

A l'appel de « SOS Droits de l'homme », environ trois mille personnes se sont réunies au Trocadéro, mardi 1^{er} octobre, pour protester, à l'occasion de la visite en France de M. Gorbatchev, contre les violations des droits de l'homme dans les pays communistes. Le comité organisateur était présidé par M. Philippe Malaud, ancien ministre, président du CNIP (Centre national des indépendants et paysans).

« Les larmes du ciel »

Cars de CRS. Protection civile en blouse blanche. Service d'ordre rasé et musclé de l'UNL. L'estrade bien ciel tourne le dos au parvis des droits de l'homme. Roger Lanzaud ouvre le bal : « C'est Georges Rabol au piano qui ouvre cette soirée ». Qui est là ? Une star : Gérard Lenorman ; un comédien : Claude Piéplu, un peu embêté du petit parfum d'immobilité politique qui se dégage de ce rassemblement : « Je suis là parce que je suis un homme libre ».

Cinq rangées d'invités : des représentants d'associations d'exilés de l'Est, quelques échantillons tricolores, une sonnette. Une bannière « Elus villageois de Saint-Maur-des-Fossés 94 ». « Je suis là pour commémorer la venue de Gorbatchev » : l'employé de banque est déçu et étouffé du peu de monde qu'il y a. Ça commence par un « défilé des drapeaux des nations opprimées », au son de la Marche funèbre de Chopin, celle-là même qui a servi à enterrer tant de secrétaires généraux du PCUS. La sonne enchaîne sur le choral Jésus, que ma joie demeure.

Discours de M. Malaud. Des noms sont lus : Mitterrand, Jack Lang. Gorbatchev aussi. « La

● Le cinéaste russe Andréi Tarkovski est venu de Suède, où il tourne un film, à l'occasion de la venue de M. Mikhaïl Gorbatchev, afin d'attirer l'attention sur le sort de son fils de quatorze ans, retenu en Union soviétique depuis trois ans. « J'espère que le moment est bien choisi pour parler de mes problèmes. J'attends depuis des mois une réponse des autorités soviétiques, une réponse qui ne vient pas », a-t-il déclaré mardi 1^{er} octobre au cours d'une conférence de presse, rappelant que plusieurs dirigeants occidentaux, en particulier M. Olaf Palme et M. François Mitterrand, avaient promis de l'aider.

détente a été une escroquerie, les accords d'Helsinki une duperie. « Je ne pensais pas que la France pût ressembler à la Pologne. » A l'applaudimètre, Jean-Pierre Stirbois distance Marie-Madeleine Fourcade.

L'orage menace. M. Lanzaud : « Ce sont les larmes du ciel pour les prisonniers du Goulag ». Michel de Rostolan, organisateur de la manifestation, s'empare du micro : « Je vous demande de prier pour que la pluie cesse ». Trois minutes, et le ciel redevient serein.

G. C.

UN « PETIT » CAS HUMANITAIRE

Elizabeth Gladiline, qui vient de fêter ses six ans à Moscou, n'a toujours pas fait la connaissance de son père, l'écrivain Anatoli Gladiline, réfugié en France depuis 1976 et naturalisé français.

La prochaine venue en France de M. Gorbatchev semblait pourtant l'occasion idéale de régler ce cas humanitaire d'autant plus simple qu'il concerne une petite enfant, d'ailleurs titulaire d'une carte d'identité française. (Elizabeth est née - à Moscou - peu après un séjour de sa mère, Irina Sourenkova, à Paris.) Or c'est précisément à quelques jours de la visite officielle en France du secrétaire général du PC soviétique que l'office des passeports de Moscou a de nouveau refusé, cette fois « catégoriquement », à la mère et à l'enfant, une autorisation de sortie temporaire du territoire.

Anatoli Gladiline n'a plus qu'à espérer que les autorités soviétiques, après avoir suffisamment montré leur « fermeté », trouveront l'occasion de faire un petit geste, lors de conversations sur les cas « humanitaires », qui ne manqueraient pas de se tenir, à l'initiative de la partie française, en marge du séjour de M. Gorbatchev à Paris.

LA RECHERCHE

Numéro SPECIAL

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

OCTOBRE 85

- L'ORDINATEUR ET LES JEUX DE L'ESPRIT
- LA RECONNAISSANCE DE L'ÉCRITURE
- LA NAISSANCE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
- LA CONCEPTION DES SYSTÈMES EXPERTS
- LA SIMULATION DU RAISONNEMENT MÉDICAL
- LA RECONNAISSANCE DE LA PAROLE
- LA VISION DES ROBOTS
- LES ARMES INTELLIGENTES
- LES ROBOTS MOBILES AUTONOMES
- LES MACHINES DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE... ETC.

13 GRANDS ARTICLES INÉDITS

N° 170 - 32 F - En vente partout

LA VISITE EN FRANCE

L'entretien du secrétaire général avec TF 1

- Une « militarisation de la conscience politique » entrave le dialogue
- Chaque gouvernement doit prendre une position nette et claire sur la militarisation de l'espace

TF 1 a diffusé mardi soir 1^{er} octobre un long entretien avec M. Mikhaïl Gorbatchev, qui avait été recueilli lundi à Moscou par Yves Mourouzi, Alain Devers et Dominique Bromberger.

Avant de répondre aux questions des journalistes, le secrétaire général du PC soviétique a souhaité adresser au peuple français un « message », dans lequel il a notamment évoqué la « fraternité d'armes » de la France et de l'URSS dans la lutte contre le fascisme et l'expérience historique de la coopération entre les deux pays. Parlaient de la situation internationale, il a déclaré que « l'Europe est truffée de bases militaires et d'armes de mort; c'est une poudrière qui peut sauter ». Il a affirmé que l'Union soviétique était pour sa part « résolument contre la course aux armements » et rappela les initiatives prises par Moscou dans ce domaine. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, à d'autres décisions radicales ».

Répondant ensuite aux questions des journalistes, le secrétaire général du PC soviétique a notamment déclaré :

« Nous allons en France parce que nous pensons que cela correspond aux intérêts fondamentaux de nos deux pays et aussi aux intérêts des autres peuples. Aujourd'hui plus que jamais, il faut un dialogue politique actif pour diminuer la tension de ces dernières années. Nous avons des systèmes politiques différents, nous avons des vues différentes sur les valeurs humaines, mais nous avons aussi beaucoup de choses en commun. Ce qui nous préoccupe tous, c'est de vivre dans ce monde réel et de trouver des voies qui permettent de travailler ensemble dans différents domaines, compte tenu du fait que nous sommes tous inquiets, vu le développement des armements, de la menace nucléaire. Je crois qu'il est indispensable de procéder à ces échanges, à ces discussions de tous les problèmes qui se posent ».

« N'est-il pas paradoxal, alors que M. Marchais critique et que les communistes français sont sortis du gouvernement, que vous réserviez votre première visite officielle à l'étranger à M. Mitterrand ? »

« Ce qui se passe en France, c'est l'affaire des Français. C'est leur affaire intérieure. Je sais que ce groupe de partis qui actuellement est à la tête du gouvernement, de l'Etat, le pense au Parti socialiste et à ses alliés, et ceux qui sont dans l'opposition, à des nuances près, sont tous d'accord pour le développement des rapports franco-soviétiques, sur la base des traditions, de l'expérience historique. Je crois que cela est une attitude responsable. Et c'est dans ce sens que nous agissons. Tout rapprochement avec la France, a dit Lénine, est souhaitable ».

Répondant, monsieur le secrétaire général, vous avez

semblé marquer un intérêt particulier pour l'Europe. Est-ce que cette impression est exacte et à quoi correspond-elle ?

« Nous vivons sur le même continent. Nous avons des traditions, nous avons une histoire dont nous tirons des leçons. En tout cas, il y a la sagesse de l'Europe; cette sagesse concerne toutes les activités humaines de notre civilisation. Nous vivons dans la même maison, nous devons travailler ensemble, nous devons améliorer les communications intérieures de cette même maison. Par exemple, les uns entrent dans cette maison par une porte, les autres par une autre porte. Malgré cela, donc, c'est tout naturel que l'Union soviétique attribue une signification importante à cette coopération, c'est une approche gauloise ».

Eurêka et IDS

« A priori, vous préférez Eurêka à la « guerre des étoiles », est-ce à IDS ? »

« A priori, nous préférons la non-militarisation du cosmos à la militarisation de l'espace, c'est l'essentiel. Si le projet Eurêka poursuit des buts pacifiques, et justement c'est ce que nous voulons élargir au cours de notre visite, en parlant avec le président et d'autres représentants français, eh bien nous y réfléchirons, nous déterminerons alors notre attitude à l'égard de ce projet ».

« Vous venez d'écrire à M. Reagan. Est-ce que vous lui faites des propositions nouvelles ? Est-ce que vous pouvez nous en donner la primeur ? »

« Non; je crois que les Américains en ont déjà dit l'essentiel. Ils

nous demandent toujours de faire les choses d'une façon confidentielle, mais ils n'ont pas assez de patience. Dès qu'il y a des contacts, dix minutes plus tard, le monde apprend ce qui s'est dit confidentiellement lors de cette réunion, en tout cas l'essentiel. Donc vous avez une idée de ce que nous avons proposé ».

« Pensez-vous que votre rencontre avec M. Reagan, dans trois semaines à Genève, puisse être autre chose et plus qu'une prise de contact ? »

« En tout état de cause, cela est notre point de départ. J'ai déjà dit que cela serait un grand luxe pour les dirigeants de l'Union soviétique et pour les dirigeants américains, dans la situation actuelle de tension. C'est vraiment une situation tendue ».

« Nous sommes à une croisée des chemins au-delà de laquelle les événements peuvent échapper à notre contrôle »

sans dramatiser, où tous les peuples du monde attendent des mesures constructives et concertées prises par les grands pays ».

« Nous irons à Genève pour nous serrer la main, nous regarder, faire des sourires devant la télévision ? (...) Non, vraiment, nous invitons nos partenaires - j'ai présenté à l'esprit le président des Etats-Unis, je pense à ses collègues - nous les invitons à préparer à fond notre rencontre de Genève, de manière que la réunion proprement dite, on puisse jeter une base solide à la construction que nous voulons réaliser ».

« Il faut construire la paix, mais une autre paix, d'autres rapports qui soient basés sur la réalité. Nous avons des intérêts, la France a un intérêt, les Etats-Unis ont intérêt à cela. Mais qui dira que les autres 150, 160, 170 autres Etats du monde ne sont pas intéressés à cela ? Qui ose le dire ? »

« De votre point de vue, pourquoi y aurait-il, en dehors des facteurs que nous connaissons bien, mais qui ont permis une certaine stabilité jusqu'à présent, pourquoi y aurait-il aujourd'hui plus particulièrement un danger ? »

« Bonne question ! Bonne question en ce sens que c'est la question essentielle qui engage une réponse maintenant. Quand nous parlons de cette façon, c'est à dire que nous sommes à une croisée des chemins, au-delà de laquelle peuvent commencer des événements qui peuvent échapper à notre contrôle, eh bien, ce n'est pas faire preuve de pessimisme, c'est faire preuve de responsabilité (...) »

« A la suite de l'évolution de la science, de la technique, nous avons atteint un stade où la course aux armements peut être transférée dans le cosmos. Nous avons atteint un stade où l'on peut inventer des armes non nucléaires, mais des armes qui ont la possibilité d'agir comme s'il s'agissait d'armes nucléaires avec une tête, la même profondeur, la même efficacité, si on peut parler d'efficacité ».

« Franchement, il nous est très difficile de commencer la discussion. Vous avez noté, sans doute, qu'il y a une certaine militarisation de la conscience politique. Quelqu'un a dit que, autrefois, les guerres survenaient à la suite de conflits politiques, et maintenant, en raison de cette militarisation, ce processus très vaste ne permet pas de commencer un dialogue politique. Il est difficile de démarrer les négociations, nous le ressentons. Qu'est-ce qu'il se passera si demain commence un processus de militarisation de l'espace ? Si l'on commence à créer des armes cosmiques ? »

« Des processus peuvent se produire qui rendront plus difficile la recherche d'un règlement pacifique. Si quelqu'un entre dans l'espace, alors là tomberont les limitations que l'on peut envisager, limitations des armements stratégiques, etc. Je crois que nous abordons le problème d'une façon responsable; ce n'est pas une position théorique; nous évaluons ainsi la situation réelle; c'est ce qui dicte la nécessité de transporter les rapports entre nations sur un autre plan, d'arrêter la course aux armements, de liquider les armements nucléaires. Il ne s'agit pas seulement d'une position qui engage l'Union soviétique et les Etats-Unis; la responsabilité de tout cet effort appartient aussi aux autres nations; on ne peut pas rester

sur la touche, à l'écart; il faut prendre position. Chaque gouvernement responsable, chaque dirigeant politique responsable, doit prendre une position nette et claire sur ces questions. C'est justement une des plus graves raisons pour lesquelles nous nous rendons en France ».

« Puisque vous êtes un homme de changement, monsieur le secrétaire général, pour quel projet auriez-vous le plus de sympathie dans votre pays sur un sujet qui affaiblit l'image à l'étranger ? Il s'agit des droits de l'homme ? C'est dans une telle proche que M. Mitterrand avait lancé pour la première fois dans les murs de la Kremlin, en juin 1984, le nom des Sakharov; alors, si l'on y ajoute celui de Tchitcharsky, si l'on y ajoute la campagne qui est faite en France en ce moment pour la possibilité pour les juifs soviétiques d'émigrer, est-ce que tout cela ne peut pas être une marque du changement Gorbatchev ? »

« Je ne veux pas me limiter à répondre de façon purement formelle, bien que je pourrais le faire et dire : « Nous, en Union soviétique, nous réglons nos problèmes; vous, en France, vous réglez les vôtres » (...) La question des droits de l'homme, pour nous, ne présente aucune difficulté. Nous sommes prêts à en discuter où l'on veut, devant n'importe qui. Cette question est en train d'être gonflée artificiellement et d'être utilisée pour empoisonner les rapports entre les peuples et les Etats (...) Chez nous, le peuple est très sensible à cette question ».

« En ce qui concerne les droits économiques et les droits sociaux, nous pourrions démontrer où en sont les problèmes dans les pays développés de l'Occident, y compris en France, et comment se présentent les choses chez nous. Pour ce qui est des droits politiques, je pourrais démontrer que, dans le Soviet suprême, il y a davantage d'ouvriers et de paysans que dans les Parlements des pays développés (...) Vous ne permettez pas aux ouvriers d'entrer dans vos Parlements. Chez nous, les ouvriers sont partout en majorité ».

« La question des droits de l'homme, pour nous, ne présente aucune difficulté. Nous sommes prêts à en discuter où l'on veut, devant n'importe qui. Cette question est en train d'être gonflée artificiellement et d'être utilisée pour empoisonner les rapports entre les peuples et les Etats (...) Chez nous, le peuple est très sensible à cette question ».

« En ce qui concerne les droits économiques et les droits sociaux, nous pourrions démontrer où en sont les problèmes dans les pays développés de l'Occident, y compris en France, et comment se présentent les choses chez nous. Pour ce qui est des droits politiques, je pourrais démontrer que, dans le Soviet suprême, il y a davantage d'ouvriers et de paysans que dans les Parlements des pays développés (...) Vous ne permettez pas aux ouvriers d'entrer dans vos Parlements. Chez nous, les ouvriers sont partout en majorité ».

La question juive

« On semble penser que le plus grand des droits politiques, c'est de manifester (...) Mais les manifestations se poursuivent, et la situation reste la même. Parfois, il faut des siècles, ou au moins des dizaines d'années pour que, par ce moyen-là, on arrive à la solution des problèmes. Non, chez nous les gens ne vont pas manifester, car ce qui ne fait en Union soviétique se fait dans l'intérêt du peuple (...) Dans un pays aussi grand que l'Union soviétique, il y a sans doute des gens qui, au vu de telle ou telle logique, ne sont pas d'accord avec le pouvoir soviétique, ne sont pas d'accord avec le socialisme. C'est leur affaire. Il y a des problèmes lorsque apparaissent des faits qui sont ultérieurement présentés d'une façon à nuire à l'Union soviétique et à réduire son autorité aux yeux des travailleurs, lorsque telle ou telle personnalité est en contradiction avec la loi. Et dans le cas précis de Tchitcharsky, c'est à cela que nous pensons (...) Vous savez ce qui s'est passé avec Tchitcharsky ? Nous ne voulons pas, par des voies détournées, donner des informations au public. Non, il enfreint nos lois. Et vous savez quelles lois ? »

« Vous parlez maintenant de la question juive. S'il y a un pays quelconque où des droits politiques et des libertés sont bafoués, c'est en Israël (...) Mais les manifestations se poursuivent, et la situation reste la même. Parfois, il faut des siècles, ou au moins des dizaines d'années pour que, par ce moyen-là, on arrive à la solution des problèmes. Non, chez nous les gens ne vont pas manifester, car ce qui ne fait en Union soviétique se fait dans l'intérêt du peuple (...) Dans un pays aussi grand que l'Union soviétique, il y a sans doute des gens qui, au vu de telle ou telle logique, ne sont pas d'accord avec le pouvoir soviétique, ne sont pas d'accord avec le socialisme. C'est leur affaire. Il y a des problèmes lorsque apparaissent des faits qui sont ultérieurement présentés d'une façon à nuire à l'Union soviétique et à réduire son autorité aux yeux des travailleurs, lorsque telle ou telle personnalité est en contradiction avec la loi. Et dans le cas précis de Tchitcharsky, c'est à cela que nous pensons (...) Vous savez ce qui s'est passé avec Tchitcharsky ? Nous ne voulons pas, par des voies détournées, donner des informations au public. Non, il enfreint nos lois. Et vous savez quelles lois ? »

« Vous parlez maintenant de la question juive. S'il y a un pays quelconque où des droits politiques et des libertés sont bafoués, c'est en Israël (...) Mais les manifestations se poursuivent, et la situation reste la même. Parfois, il faut des siècles, ou au moins des dizaines d'années pour que, par ce moyen-là, on arrive à la solution des problèmes. Non, chez nous les gens ne vont pas manifester, car ce qui ne fait en Union soviétique se fait dans l'intérêt du peuple (...) Dans un pays aussi grand que l'Union soviétique, il y a sans doute des gens qui, au vu de telle ou telle logique, ne sont pas d'accord avec le pouvoir soviétique, ne sont pas d'accord avec le socialisme. C'est leur affaire. Il y a des problèmes lorsque apparaissent des faits qui sont ultérieurement présentés d'une façon à nuire à l'Union soviétique et à réduire son autorité aux yeux des travailleurs, lorsque telle ou telle personnalité est en contradiction avec la loi. Et dans le cas précis de Tchitcharsky, c'est à cela que nous pensons (...) Vous savez ce qui s'est passé avec Tchitcharsky ? Nous ne voulons pas, par des voies détournées, donner des informations au public. Non, il enfreint nos lois. Et vous savez quelles lois ? »

autres sont dévolus aux Juifs comme chez nous, eh bien je serais extrêmement heureux d'en entendre parler. Nulle part ils n'ont autant de droits que chez nous. La population juive qui représente 0,69 % de notre population, représente 10 à 20 % dans le domaine de la participation au processus politique et culturel. S'il se pose des problèmes de réunions, eh bien, nous acceptons cela. Nous résolvons les problèmes en ce sens. Quand est-ce que nous empêchons une solution ? Lorsqu'il y a un problème de secret d'Etat, alors nous leur donnons la possibilité d'attendre et ceux qui, pendant cinq ans, dix ans, n'ont pas reçu d'autorisation de partir, s'il faut qu'ils sortent pour réunir les familles, eh bien, on leur accorde le droit de sortir et les gens partent (...) Nous poursuivons tranquillement cette approche humaine. Nous continuerons à résoudre ces problèmes, le problème des mariages mixtes, le problème de la réunification des familles ».

« Y a-t-il ou non 4 millions de personnes politiques en Union soviétique ? »

« C'est absurde. Ça rappelle la propagande de Gorbachev. Mais je m'excuse, monsieur Mourouzi, vous êtes un homme éduqué, que vous puissiez même poser cette question. C'est absurde ».

« Vous semblez avoir une méthode de gouvernement différente, une méthode de communication différente. L'Occident a pu découvrir votre époque. Est-ce qu'il y a un style Gorbatchev, et comment pourriez-vous le définir ? »

« Il n'y a pas de style Gorbatchev. Si vous parlez de nos méthodes de travail, en particulier de ma façon d'aborder les problèmes, de mon style de travail, ce n'est pas quelque chose qui date d'hier ou d'il y a deux ou trois mois. Toute ma vie, j'ai travaillé comme ça. Beaucoup de mes collègues travaillent de la même façon. C'est ce que nous cultivons dans notre parti, ce que nous appelons le style léniniste de travail. Ce sont là nos méthodes, qui sont basées sur le consensus, sur les contacts avec les travailleurs, sur l'étude des processus réels; tout cela a été soigneusement défini par Lénine ».

(I) Principes établis lors de la rencontre Brejnev-Pompidou au mois d'octobre 1971, à Paris.

Sans forcer son talent

Une longue prestation à la télévision française, quelques semaines après une interview au magazine américain *Time* : M. Gorbatchev mélangé dans les deux cas le sérieux et l'humour, une relative décontraction et la dignité encore un peu raide qui sied à un dirigeant soviétique, à confort, à la veille de son arrivée à Paris, l'image qu'il veut donner de lui au monde occidental.

Le secrétaire général a compris que, pour se faire entendre des dirigeants de l'Ouest, l'un des meilleurs moyens est de s'adresser à une opinion publique dont eux-mêmes dépendent, qu'il se soit pitié aux lois du genre. Encore faut-il, pour réussir ce type d'entreprise, un savoir-faire qui n'est pas donné à tous, et qui, surtout, ne s'acquiert pas en un jour.

A cet égard, la prestation de mardi soir laisse une impression mitigée. Certes, si l'on compare la performance de M. Gorbatchev à celle de Leonid Brejnev, qui en 1977, en présence déjà d'Yves Mourouzi, se contentait, en guise d'interview, de lire un texte, le progrès est considérable. M. Gorbatchev semble bien dans sa peau et dans son costume, et de dépenses de porter les décorations dont raffolait Brejnev. L'imposant bureau style Lénine et les porte-avions en forme de Spoutnik ont laissé place à une table basse et des fauteuils dorés. Pour qui se souvient du spectacle gênant offert par le Brejnev des dernières années et par ses éphémères successeurs, la vision de cet homme qui parle distinctement, respire normalement et semble en parfaite possession de ses capacités physiques et intellectuelles apporte un contraste saisissant. Mais c'est, à vrai dire, le moindre des choses, s'agissant du responsable de l'une des deux super-puissances.

Pour le reste, ce qui paraît extraordinaire, parce que cela se passe au Kremlin, semblerait sans doute plutôt banal et pas forcément très réussi ailleurs. Ainsi M. Gorbatchev a-t-il cru nécessaire de faire précéder l'interview proprement dite de la lecture d'un long message à un peuple français qui a dû décrocher plus d'un télespectateur. Un texte sans surprise aucune, vantant les mérites de l'amitié franco-soviétique et du régime de l'Union soviétique, en résumant, comme d'habitude, par Normandie-Niemen et la lutte contre le fascisme - mais sans, une sourde, sans une inflexion, qui permette de fixer l'attention. Et avec, par contre, quelques arrêts un peu longs pour tourner les pages. Sur ce plan-là, au moins, M. Gorbatchev a encore beaucoup à apprendre d'un certain Ronald Reagan...

Des réponses un peu grises

L'interview elle-même permet en revanche à M. Gorbatchev de se montrer plus à son avantage, d'autant qu'il s'agit d'une réelle nouveauté, le secrétaire général se présentant avec bonne volonté aux yeux des questions.

Mais les réponses, elles, restent plutôt grises, de caractère très général et sans grand relief, sauf à propos des dangers de l'IDS (la guerre des étoiles), qu'il offre à la diplomatie soviétique son meilleur terrain de manœuvre. Le secrétaire général a pu aussi proclamer son attachement à la paix sans que personne, parmi ceux qui le questionnent, songe à même mentionner la guerre d'Afghanistan.

Par contre, M. Gorbatchev a fait preuve d'une « indulgence » et d'une patience inhabituelles à l'égard de ceux qui l'interrogent, avec une certaine insistance, sur les droits de l'homme. Dommage seulement qu'Yves Mourouzi, confondant apparemment le nombre des prisonniers politiques avec le nombre total

des détenus en URSS, ait offert à M. Gorbatchev une occasion rêvée de se retrancher derrière un impératif : « C'est absurde... ».

Pour le reste, M. Gorbatchev n'a guère laissé apparaître l'autre face de sa personnalité, celle qu'il destine en priorité au public soviétique, et où l'accent est mis sur l'ordre, l'autorité et la discipline. Il s'est aussi abstenu de laisser deviner la froide résolution, la menace même, qui pointe souvent dans son attitude à l'égard de la Grande-Bretagne, ou des Etats-Unis. A la veille de son arrivée à Paris, il a visiblement préféré jouer à fond la carte de l'amabilité : c'était prévisible.

Tous, naturellement, ne seront pas séduits, et encore moins convaincus. Les efforts remarquables déployés par cet homme pour soigner son image et celle du système qu'il représente peuvent même, paradoxalement, renforcer la méfiance de ceux qui ne sont pas la vocation de « Petit Chaperon rouge ».

Mais il se trouve que M. Gorbatchev, au-delà de ses mérites propres, est servi par les circonstances. Il est arrivé - en trombe - sur le devant de la scène internationale non seulement pour succéder à des dirigeants importants, mais aussi parce que l'image de tous les autres grands de ce monde, celle de M. Reagan au premier lieu, avait vieilli ou jauni. Il tient donc la vedette, sans avoir besoin de trop forcer son talent, devant un public occidental sans doute plus avide de changement qu'il ne l'est lui-même.

Pour tous ceux qui ne demandent qu'à croire, après tant d'années d'antibolséisme triomphant, qu'il y a enfin quelque chose de nouveau à l'Est, que le piège n'est pas toujours sûr, M. Gorbatchev est pain béni. Le sixième successeur de Lénine (il ne cite d'ailleurs aucun de ses autres prédécesseurs) a bien choisi son moment.

JAN KRAUZE.

ECOLE DE GESTION DE PARIS

ADMISSIONS ANNÉE 85-86

INFORMATIONS - INSCRIPTIONS ET CENTRE DE CONCOURS

Mme BEN BAH E.G.P.
3, impasse Royer Collard
Paris 75005 (métro Luxembourg)

Tél. (1) 325.63.91

Association d'éducation à but non lucratif
Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur

(Publicité)

MOURJENKO, libéré le temps d'un enfant mort, retourne au Goulag

Né en 1942.
Marié, deux enfants.

1962-1968 : 6 ANS de camp pour avoir distribué des tracts.

1968 : Libéré six mois avant l'expiration de sa peine, il est interdit de séjour dans les grandes villes.

1969 : Désespéré, ne trouvant aucun débouché, il décide de quitter l'URSS. S'associe au groupe de juifs qui veulent tenter de s'emparer d'un avion. Ils sont tous (douze citoyens soviétiques) arrêtés à Leningrad le 15 juin 1970. Ce sera le procès de Leningrad (décembre 1970).

1970 : Condamné à quatorze ans de camp. Dix de ses compagnons d'infortune ont été relâchés avant l'expiration de leur peine.

A. Mourjenko purge intégralement sa peine.

Juin 1984 : Rentre à Kiev, dans sa famille. Il est soumis à un contrôle judiciaire quotidien. Il est interdit de sortir après 20 heures.

Juin 1985 : Le 4 juin, il est arrêté de nouveau pour « infraction à la législation sur le contrôle judiciaire visant les ex-détenus », au moment où sa femme accouche d'un enfant qui mourra quelques jours plus tard.

Sept. 1985 : Alexei Mourjenko condamné à DEUX ANS DE CAMP.

COMITÉ INTERNATIONAL D'ÉCRIVAINS ET D'ARTISTES POUR LA LIBÉRATION D'ALEXEI MOURJENKO

Soutenez notre action en nous envoyant des fonds

Secrétaires : M^{me} Wolfram Keller, 44, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE à JUIN
PRÉPARATIONS INTENSIVES AOÛT-SEPT.
• Droit
SC ECO
• Et 3^e Année de licence
• Tous centres et options
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 1983
AUTEUIL 6, Av. Léon Huotier
75016 Paris Tél. 224.10.72

الاحد 3 اكتوبر 1985

الاحد ١٠

DE M. GORBATCHEV

Le programme

Voici les principaux points du programme du séjour en France du secrétaire général du PC soviétique :

MERCREDI 2 OCTOBRE
16 h : le président de la République et M. Mitterrand accueillent à l'Élysée M. Gorbatchev.
17 h 30 : entretien au palais de l'Élysée.

JEUDI 3 OCTOBRE
9 h : cérémonie à l'Arc de triomphe.
9 h 45 : réception à la mairie de Paris : échange d'allocutions ; un entretien est prévu avec M. Jacques Chirac.

11 h : entretiens à l'hôtel Matignon avec M. Laurent Fabius.
11 h 55 : entretiens à l'hôtel de La Haye avec M. Louis Mermant, président de l'Assemblée nationale.

13 h 20 : déjeuner offert au Quai d'Orsay par le premier ministre et M. Laurent Fabius.
15 h 30 : entretiens élargis à l'Élysée.

20 h 15 : au château de Versailles, divertissement musical au Théâtre Louis XV ; dîner offert au Grand Trianon par le président de la République.

VENDREDI 4 OCTOBRE
10 h : entretiens à l'Élysée.
11 h : conférence de presse conjointe de MM. Mitterrand et Gorbatchev à l'Élysée.

13 h 40 : visite de l'usine Peugeot-Talbot à Poissy.
15 h : visite du musée Lénine.
20 h 30 : dîner offert par M. Gorbatchev à l'ambassade d'URSS.

SAMEDI 5 OCTOBRE
9 h : audiences privées à l'ambassade d'URSS ; M. Gorbatchev doit notamment recevoir M. Georges Marchais.
12 h 45 : cérémonie de départ à l'aéroport d'Orly.

Le programme particulier de M. Gorbatchev prévoit notamment le jeudi 3 octobre une visite du musée du Jeu de Paume et la visite de la maison Yves Saint-Laurent ; le samedi 5 octobre, la visite du nouveau musée Picasso, à l'hôtel Salé.

Réchauffement politique et ambiguïtés stratégiques

De notre correspondant

Moscou. — « Notre secrétaire général n'a pas de chance pour sa première visite dans un pays occidental » : un haut fonctionnaire du MID (ministère soviétique des affaires étrangères) soupire ainsi, il y a quelques jours, devant un diplomate français, en faisant allusion à l'affaire Greenpeace. Cette préoccupation — qui explique la discrétion observée ici sur l'attentat d'Auckland — est significative. Il ne s'agit évidemment pas de compassion envers les débris éparpillés ces derniers temps par le gouvernement français. Les Soviétiques craignent surtout que le scandale et les retombées politiques n'aient un peu la vedette à leur secrétaire général.

Cette confidentialité montre à quel point le voyage à Paris de M. Gorbatchev est perçu par les Soviétiques en termes de relations publiques. Il faut surtout que rien ne dérange le bel ordonnance d'une offensive de charme qui vise, bien au-delà des Français, le reste du monde. L'Élysée de Paris est considéré comme un terrain en grand danger, avant le sommet de Genève les 19 et 20 novembre avec M. Reagan. M. Gorbatchev veut titiller le terrain et parfaire sa maîtrise des médias occidentaux — déjà considérable, comme l'a montré son interview au magazine *Time* il y a un mois — avant d'affronter l'épreuve décisive qui est son voyage à la rencontre avec M. Reagan. Celle-ci sera la première d'un « numéro » soviétique avec un président américain depuis six ans. Après tout, la dernière entrevue de M. Gorbatchev avec M. Mitterrand remonte seulement à sept mois.

A la tribune de l'ONU, M. Chervinskiz a affirmé que la visite en France de M. Gorbatchev « revêtait une grande importance ». Mais il n'est pas allé au-delà de cette petite phrase, qui paraissait un peu proche au milieu d'un long tour d'horizon international dans lequel les rapports avec les États-Unis et la question du contrôle des armements se taillaient la part du lion.

La diplomatie soviétique, qu'elle soit formulée par M. Gromyko ou M. Chervinskiz, est fondée sur la longue durée. Les rapports avec Paris obéissent donc à quelques principes immuables. La France, puissance moyenne, n'a d'intérêt que dans la mesure où elle prend ses distances à l'égard des États-Unis et affaiblit ainsi « objectivement » le camp occidental. Dans ce contexte, M. Mitterrand, jugé plus « atlantique » que son prédécesseur, a toujours suscité ici une grande méfiance.

Les relations franco-soviétiques varient donc en fonction inverse des relations franco-américaines. Or, la « guerre des étoiles » divise incontestablement Paris et Washington et ce fait intéresse naturellement Moscou au plus haut point. « Les déclarations françaises sur la militarisation de l'espace, dans lesquelles il est dit que le programme américain peut constituer un facteur de déséquilibre de l'ensemble de la scène stratégique », suscitent la compréhension des Soviétiques », écrit ainsi Vitali Korioukov dans la *Pravda* du 22 septembre.

L'époque des « rapports privilégiés »
Les Soviétiques voudraient cependant que Paris aille un peu plus loin et censurent explicitement Washington. « Les hommes d'État français se prononcent contre l'extension de la course aux armements à l'espace : sur ce problème, il est à condition bien sûr qu'existe la volonté politique, il est possible de travailler ensemble à l'avenir », écrit Vitali Korioukov dans le dernier numéro de *Temps nouveaux*. Bref, les Français pourraient manifester plus de « volonté politique », c'est-à-dire en clair un peu plus d'anti-américanisme dans cette affaire, estiment les Soviétiques.

L'appréciation des relations purement bilatérales offre aux deux hommes d'État l'occasion de développements plus sérieux, voire plus courtois. Après une période glaciale, qui a coïncidé avec les trois premières années du mandat de M. Mitterrand — et la présence de ministres communistes dans le gouvernement français — Paris et Moscou sont engagés depuis plus d'un an dans un processus de réchauffement. « Les rapports sont assez bons actuellement, en tout cas meilleurs qu'ils ne l'étaient », remarque un diplomate français de

haut rang, qui cite un propos de M. Mitterrand — peut-être restrictif, comment savoir ? — selon lequel ceux-ci doivent être « constructifs ».

Les consultations politiques au niveau des hauts fonctionnaires ont en tout cas repris leur train-train. Français et Soviétiques se sont ainsi expliqués récemment sur des questions aussi diverses que la sécurité européenne (les 27 et 28 août à Paris), l'espace (les 19 et 20 septembre à Moscou) et l'Asie (les 24 et 25 septembre également dans la capitale soviétique).

Le leitmotiv est à Moscou, comme semble-t-il, à Paris, que tout va mieux et que cela ne fera que s'amplifier. La presse soviétique ne cesse de rappeler l'époque faste « des rapports privilégiés franco-soviétiques » inaugurés par le général de Gaulle et poursuivis par Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing. Elle préfère glisser sur la « cure de désinfection » imposée au début de sa présidence par M. Mitterrand et par son ministre des relations extérieures d'alors, M. Cheysson.

Dans un grand article intitulé « L'URSS est un partenaire sûr », la *Pravda* du 30 septembre insiste sur l'accroissement des relations économiques et regrette les restrictions imposées par le COCOM. L'organe officiel de l'URSS ne contrôle l'exportation de produits de haute technologie vers l'URSS. Le sujet sera sans doute abordé à Paris. Le quotidien du parti affirme, d'autre part, péremptoirement que « les milieux d'affaires français souhaitent une réévaluation des liens politiques entre les deux pays ».

M. Barre et Giscard d'Estaing à l'honneur

M. Gorbatchev devrait rencontrer, à l'occasion d'une visite à l'Assemblée nationale, MM. Barre et Giscard d'Estaing, ainsi que M. Chirac à l'hôtel de Ville. Il est intéressant de constater que, parmi les dirigeants de l'opposition, M. Barre est presque toujours cité en premier dans la presse soviétique ; on chercherait en vain d'ailleurs une critique à son endroit, privilège que le député du Rhône partage avec M. Giscard d'Estaing mais non avec le maire de Paris.

Le secrétaire général aura en définitive la tâche plus facile à Paris pour son opération de relations publiques que M. Mitterrand. Les Soviétiques, fort bien renseignés sur la politique française, seront courtois mais n'hésiteront pas à exploiter toutes les possibilités offertes.

Le partage des rôles entre M. Gorbatchev, son ministre des affaires étrangères, M. Chervinskiz, et le chef adjoint du département international du comité central, M. Zagladine — qui parle fort bien français — peut se révéler très efficace. Les uns et les autres essaieront en tout cas d'utiliser à leur profit les ambiguïtés stratégiques françaises à propos de la militarisation de l'espace.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Des échanges en déséquilibre depuis quatre ans

Du fait de la livraison des produits énergétiques, la France enregistre, depuis 1980, un solde négatif de ses échanges avec l'URSS équivalant à 10 % de son déficit commercial total. Aussi ne tiendra-t-elle pas, à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev, d'autre langage que celui qu'elle tient depuis quatre ans : elle réclamera une nouvelle fois, et avec la même insistance, une augmentation de ses exportations.

Toutefois, si le discours reste le même, l'argumentation a changé, parce que la structure des échanges

s'est brusquement redressé, atteignant quelque 5 milliards de francs, grâce notamment aux deux importants contrats concernant les gisements pétroliers d'Astrakhan et de Tengiz. Mais les effets de ces contrats ne se feront sentir qu'au cours des trois prochaines années, et Paris ne peut attendre aussi longtemps pour voir se rétablir l'équilibre des échanges. Il demande donc à Moscou de passer des commandes à exécution rapide (céréales, produits semi-finis, etc.) et de consolider la structure des échanges en s'enga-

L'ÉVOLUTION DU COMMERCE

(en millions de francs)

	Total échanges	Contrats d'équipement passés à la France	Balances import-export
1979	16 151	2 600	+ 913
1980	25 485	5 200	-4 649
1981	28 387	8 300	-8 425
1982	28 837	5 400	-8 499
1983	38 192	1 300	-4 292
1984	39 167	880	-5 211
1985 (huit premiers mois)	26 900	5 000	-1 447

s'est, elle aussi, modifiée. Si, du côté soviétique, les produits énergétiques représentent toujours la presque totalité des exportations vers la France (86 % en 1984), du côté français la part des exportations de produits agro-alimentaires est passée de 37,5 % en 1983 à 47,2 % pour les sept premiers mois de cette année. Celle des biens d'équipement, en revanche, est tombée dans le même temps de 34 % à 16,4 %.

Il faut voir là l'effet de la chute des grands contrats. Les prises de commandes en biens d'équipement professionnel, qui représentaient encore 4,9 milliards de francs en 1982, étaient tombées à 1,3 milliard en 1983 et à 9 millions en 1984.

Pour les huit premiers mois de 1985, le montant des commandes

geant à signer des contrats d'équipement.

Réduire les importations n'est évidemment pas impossible, et les effets s'en feraient sentir aussitôt. On vient d'en avoir la confirmation. Il se trouve — bref intermède — que la France a enregistré un excédent de 1,5 milliard de francs au cours du premier semestre 1985, avant de connaître un déficit du même ordre dès le mois d'août.

Cette brusque rupture n'a été due qu'à la suspension temporaire des exportations soviétiques de pétrole vers les pays occidentaux. La France a acheté à l'Union soviétique pour 5,5 milliards de francs de gaz en 1984 et pour 13 milliards de francs de pétrole. Or, sur ce second poste, elle n'est pas tenue par des contrats aussi rigoureux que ceux qui concernent le gaz et peut faire jouer la concurrence.

Telle n'est pas l'intention des pouvoirs publics, alors que l'Union soviétique reste le deuxième client de la France et son dixième fournisseur. En outre, l'Union soviétique prépare son nouveau plan quinquennal (1986-1990). Quel parti pourra tirer Paris de cette nouvelle programmation ? Il est évidemment difficile de répondre avec précision à cette question tant que les détails du plan ne sont pas annoncés. Des discussions sont en cours, qui donnent quelques espoirs du côté français.

Comme il serait hasardeux de vendre la peau de l'ours avant que les contrats ne soient signés, on s'en tiendra aux deux projets les plus sérieux : le complexe sidérurgique d'Orel et le champ pétrolier de Karachaganak, dans le sud de l'Oural. Dans l'un et l'autre cas, les fournisseurs français pourraient prétendre à des commandes de l'ordre de 5 milliards de francs. De quoi se montrer intéressés.

FRANÇOIS SIMON.

LA GUERRE DANS L'ESPACE

MARCEAU FELDEN
UN OUVRAGE FONDAMENTAL
18 x 21,5 cm - 327 p. - 120 F

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

PIANOS DAUDE

LOCATION 250 f/mois
VENTE 252 f/mois
Ouvert le dimanche
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE DIX ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17/227-88-54

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

John Rapal
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

UNE SEULE ADRESSE :
40, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. : 355.66.00
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier
Parking gratuit

Pour la 500^e émission "d'Apostrophes", invité de Bernard Pivot

ROBERT DARNTON

LE GRAND MASSACRE DES CHATS
Attitudes et croyances dans l'ancienne France

"L'histoire qu'il suggère fera rêver plus d'un historien désireux de mieux comprendre une culture dans son contexte. L'exercice est brillant."

Ron Halevi LE MONDE

Collection "Les Hommes et l'Histoire"

ROBERT LAFFONT

Selon le « New York Times »

LA PROPOSITION SOVIÉTIQUE SUR LE DÉSARMEMENT CONCERNERAIT L'ENSEMBLE DES FORCES AMÉRICAINES STRATÉGIQUES ET INTERMÉDIAIRES

Les nouvelles propositions soviétiques pour la réduction des armements nucléaires (*le Monde* du 2 octobre) ont été évoquées par la première fois par l'agence Tass, sans autres précisions, mais le *New York Times*, se référant à des responsables américains, en a communiqué certains éléments, mardi 1^{er} octobre.

Selon le quotidien, la réduction de 50 % proposée par Moscou porte sur l'ensemble des armements américains jugés « stratégiques » du côté soviétique, c'est-à-dire non seulement les vecteurs à portée intercontinentale, mais aussi les armes à portée intermédiaire tels que les Pershing-2 et les missiles de croisière actuellement déployés en Europe, ainsi que les bombardiers basés en Europe ou sur porte-avions.

Le total des forces dont le Kremlin crédite les États-Unis est ainsi porté à trois mille trois cents vecteurs, et douze mille têtes nucléaires, comparés à deux mille cinq cents vecteurs soviétiques, tous de portée intercontinentale. Les Américains acceptent ce dernier chiffre, mais évaluent pour leur part à deux mille leur propre arsenal de vecteurs stratégiques.

On rappelle également du côté américain que M. Reagan a proposé antérieurement un plafond de cinq mille têtes nucléaires installées sur vecteurs intercontinentaux (ce qui correspond également à une réduction de 50 % des dix mille charges nucléaires) avec un sous-total de deux mille cinq cents ogives au maximum autorisées pour les engins intercontinentaux (basés à terre).

LA PROPOSITION AMÉRICAINE DE SOMMET A SEPT

M. Mitterrand n'ira pas à New-York mais est prêt à rencontrer M. Reagan prochainement

Le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle, a indiqué, mardi soir 1^{er} octobre, que M. Mitterrand allait décliner l'invitation qui lui avait été faite par la Maison Blanche de participer à un sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, le 24 octobre à New-York (*le Monde* du 2 octobre). Le président français, a-t-il déclaré, « ne se rendra pas aux États-Unis le 24 octobre », mais « sera heureux de rencontrer M. Reagan à une date prochaine, convenue d'un commun accord ».

Dans l'après-midi, M. Vauzelle avait déjà laissé deviner quelle serait la réponse officielle de Paris, en estimant que la rencontre suggérée par le président américain ne semblait « pas absolument indispensable » à l'Élysée. Le nom de la personnalité qui représentera la France lors des cérémonies organisées aux États-Unis, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation, toutefois, n'est pas encore connu.

Un porte-parole de la Maison Blanche a répondu peu après, à Washington, que M. Reagan souhaiterait, dans ces conditions, pouvoir s'entretenir avec M. Mitterrand « à une date mutuellement acceptable », en particulier « pour connaître les impressions que le président français aura retirées de ses entretiens avec M. Gorbatchev », avant de rencontrer lui-même le numéro un soviétique, les 19 et 20 novembre, à Genève.

A Londres, en revanche, on a appris, mardi, que M. Thatcher avait « examiné favorablement » l'invitation du président américain. Le calendrier des activités du chef du gouvernement britannique était toutefois très serré pour cette période, certains engagements vont devoir

lui être apportés pour lui permettre d'être présent à New-York le 24 octobre. M. Thatcher, qui doit assister au sommet du Commonwealth à Nassau, du 16 au 22 octobre, pourrait se rendre directement des Bahamas aux Nations unies.

Le partage des rôles entre M. Gorbatchev, son ministre des affaires étrangères, M. Chervinskiz, et le chef adjoint du département international du comité central, M. Zagladine — qui parle fort bien français — peut se révéler très efficace. Les uns et les autres essaieront en tout cas d'utiliser à leur profit les ambiguïtés stratégiques françaises à propos de la militarisation de l'espace.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Monsieur G... et les chars russes en Tchécoslovaquie ?

Comité de coordination Entr'aide et Action, BP 422, 75025 Paris 1

PROCHE-ORIENT

Le raid israélien contre le quartier général de l'OLP

Le raid israélien de mardi contre le quartier général de l'OLP à Tunis a suscité de vigoureuses réactions à l'étranger. Seuls les Etats-Unis approuvent implicitement l'opération, qui a été condamnée « énergiquement » par les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis le 1^{er} octobre à Luxembourg.

La déclaration des Dix, à laquelle se sont associés les ministres espagnol et portugais, dénonce « le bombardement (...) qui viole la souveraineté d'un pays ami, pacifique et modéré et qui constitue un nouvel élément de l'escaladement de la violence et de la contre-violence au Proche-Orient ». Le texte communautaire estime, en outre, que « les actes de terrorisme commis contre des citoyens israéliens (...) ne justifient pas une telle action ».

A Londres, Sir Geoffrey Howe, le secrétaire britannique au Foreign Office, a affirmé qu'il comprenait « les sentiments profonds de répulsion et de colère en Israël à l'égard des récents attentats terro-

ristes », mais qu'il ne pouvait pardonner « cet acte de représailles commis par le gouvernement israélien contre l'Etat souverain de Tunisie ».

L'Egypte a immédiatement dénoncé l'opération et suspendu les pourparlers avec Israël sur Tabà. Le président Mubarak a exprimé sa déception à la suite du raid israélien, qui, a-t-il souligné, « prouve qu'Israël ne veut pas la paix » et « vide de toute substance les déclarations réitérées au sujet de la paix ».

La Libye a accusé, mardi, les Etats-Unis de complicité dans le raid israélien contre le siège de l'OLP à Tunis, en affirmant que les appareils israéliens avaient décollé d'un des ports-aéromarins américains en Méditerranée « en application de l'accord stratégique conclu entre l'Amérique et l'ennemi sioniste ».

Dans une interview à la chaîne de télévision italienne RAI, M. Yasser Arafat a abondé dans le même sens. « Il est clair, a-t-il dit,

que les avions israéliens ont été aidés par les stations-radars américaines, les bases américaines, la 17^e flotte, par les Américains présents en Méditerranée. » Il a ajouté : « La violence d'aujourd'hui apparaît comme un refus de l'initiative de paix jordanienne-palestinienne. Dois-je comprendre que c'est la réponse d'Israël pour la paix dans la région ? »

M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France et au Sénégal, a dénoncé, pour sa part, dans une déclaration au Monde, « les réactions de l'opinion occidentale face à la sanglante opération terroriste israélienne contre l'OLP à Tunis », qui, a-t-il souligné, « ont quelque chose de choquant ; l'admiration à peine déguisée de la force brute. (...) Terroriste, l'opération israélienne contre l'OLP et contre la Tunisie l'est (...) Parce qu'elle frappe la Tunisie, cependant, cette opération représente une dangereuse escalade et manifeste l'élasticité de ce que les dirigeants d'Israël appellent « la sphère de leurs intérêts straté-

Plus de cinquante morts palestiniens et tunisiens une centaine de blessés

Tunis saisit le Conseil de sécurité

De notre correspondant

Tunis. — La Tunisie a demandé mardi 1^{er} octobre la réunion d'urgence du Conseil de sécurité à la suite de l'attaque par l'aviation israélienne du quartier général de l'OLP qui, selon les autorités, a fait plus de cinquante morts palestiniens et tunisiens et près d'une centaine de blessés (1).

Les Palestiniens ont annoncé qu'Israël allait « payer très cher » cette « lâche et criminelle agression ». Les Tunisiens, eux, n'ont d'autres recours que de se tourner vers l'opinion internationale pour lui demander de condamner ce « terrorisme d'Etat » contre « l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de leur pays ». Le gouvernement tunisien a d'ores et déjà mis en garde « tous les pays amis d'Israël », les avisant par un communiqué qu'il « ne saurait tolérer aucune complaisance » à l'égard de l'Etat hébreu. Après la condamnation quasi générale exprimée dans des messages de sympathie qui ont afflué durant toute la journée à Tunis, émanant entre autres de la plupart des pays occidentaux, cet avertissement paraît essentiellement destiné à Washington.

Déjà, dès les premières heures qui ont suivi le raid, les Tunisiens s'interrogeaient : est-il possible que l'armée de la 6^e flotte en Méditerranée n'ait pas détecté à temps l'escadrille israélienne ? Le doute est devenu certitude lorsque ont été connues les déclarations du président Reagan affirmant qu'Israël a le droit de mener des représailles contre des attaques terroristes et qu'il avait frappé « la bonne cible » en attaquant le quartier général de l'OLP.

A un moment où les Etats-Unis ont beaucoup investi en Tunisie, s'efforçant à l'occasion de la crise avec la Libye d'apparaître comme l'allié le plus sûr, les relations tuniso-

américaines risquent de connaître une grave détérioration.

Si rien ne vient la corriger, la « défection » de « l'ami américain » va en effet être durement ressentie par les dirigeants tunisiens. Au-delà de leur déception, devant ce que certains qualifient de « lâchage », ils se trouveront dans une position délicate à l'égard de nombre de leurs partenaires dans le monde arabe et, plus encore, face à l'opinion, qui n'a jamais complètement approuvé cette alliance. D'ailleurs, une partie de l'opposition a déjà réagi. C'est ainsi que le mouvement des démocrates socialistes s'est empressé d'affirmer dans un communiqué que « cette agression n'aurait pu être possible sans la complicité et la sou-

verne victime parmi les dirigeants de l'Organisation. Rentré lundi soir de Rabat, il se trouvait dans la banlieue nord lors de l'attaque.

Une extrême précision

A ce moment, l'activité venait de commencer au centre palestinien de Borj-Cedria sur les rives de la baie de Tunis, à quelque 25 kilomètres au sud de la capitale. Là, se trouvaient aménagés, tout à proximité des demeures tunisiennes, un petit immeuble et trois villas à étages abritant le bureau du président de l'OLP — où il passait souvent la nuit —, divers services administratifs, un centre de



transmissions, les éléments de la Force 17, unité d'élite et garde pré-torienne de M. Arafat et les bureaux du Fath du Front de libération de la Palestine et de la Saïka, dissidente du mouvement proscrit du même nom. Quelque deux cents personnes se trouvaient dans les locaux, parmi lesquelles, assure-t-on, des employés tunisiens, dont certains étaient accompagnés de leurs enfants. A l'entrée de ce quartier délimité par des grilles, un groupe de policiers tunisiens, parmi lesquels il y aurait des victimes, assurait comme à l'ordinaire le service de sécurité.

« L'attaque du QG de l'OLP fut décidée en conseil de cabinet restreint, le 26 septembre, au lendemain du triple meurtre de Larana et quelques heures avant le mini-raid sur la Bekaa, lequel apparaît aujourd'hui comme une opération de diversion. Le vote du gouvernement fut acquis à l'unanimité moins une voix, celle du ministre sans portefeuille, M. Ezzar Weizman. Celui-ci craignait qu'une telle initiative fasse avorter les timides tentatives de relance du processus de paix.

Les généraux Lévy et Lapidot ont présenté mardi la « fiche technique » de l'opération, sans pour autant livrer le moindre secret militaire. Ainsi ignore-t-on officiellement le nombre et le type des appareils engagés, les modalités de leur ravitaillement en vol et la composition des équipes au sol. On indique officiellement que les appareils étaient des F-16 américains ravitaillés par des Boeing-707 reconvertis à cet effet. Le raid a constitué la plus longue mission — environ 4 800 kilomètres, aller-retour — menée à ce jour par la chasse israélienne. Il s'agit aussi d'une des plus audacieuses. Le 7 juin 1981, l'aviation avait accompli environ 2 000 kilomètres par un itinéraire détourné à l'occasion de l'attaque du réacteur nucléaire irakien Osirak, près de Tammouz. Dans le cas du raid de 1976 pour libérer les passagers d'un avion détourné

transmissions, les éléments de la Force 17, unité d'élite et garde pré-torienne de M. Arafat et les bureaux du Fath du Front de libération de la Palestine et de la Saïka, dissidente du mouvement proscrit du même nom. Quelque deux cents personnes se trouvaient dans les locaux, parmi lesquelles, assure-t-on, des employés tunisiens, dont certains étaient accompagnés de leurs enfants. A l'entrée de ce quartier délimité par des grilles, un groupe de policiers tunisiens, parmi lesquels il y aurait des victimes, assurait comme à l'ordinaire le service de sécurité.

A 10 h 10, les F-16 surgissaient, effectuaient un premier passage au-dessus des lieux, prenaient de la hauteur pour mieux piquer et larguaient leurs engins. Le tir fut d'une extrême précision : tandis que les habitations tunisiennes avoisinantes étaient épargnées, toutes les grilles, les quatre bâtiments palestiniens étaient pratiquement rasés. « Nous n'avons pas eu le temps de comprendre et moins encore de tenter une quelconque riposte, tant l'opération a été rapide. Cela s'est passé en un éclair », raconte-t-il après un rescapé palestinien encore bébété. Il a fallu de longues heures aux sauveteurs, soldats et pompiers arrivés en toute hâte de Tunis dans leurs ambulances toutes sirènes hurlantes pour dégager les morts et les blessés des décombres, amas de pierres et de ferraille auxquels se mêlaient des arbres et des poteaux électriques arrachés, éparpillés dans un rayon de plus de 100 mètres.

MICHEL DEURÉ.

(1) D'après des informations de source médicale, soixante-deux morts avaient été dénombrés mardi en fin de soirée. L'agence d'information palestinienne parle de cent cinquante-six Palestiniens et Tunisiens tués ou blessés.

Un coup sévère aux efforts de paix

(Suite de la première page.)

Dans une conférence de presse tenue à Tel-Aviv en compagnie du général Moshe Lévy, chef d'état-major, et du général Amos Lapidot, commandant de l'armée de l'air, M. Rabin a expliqué l'objectif du raid sur Tunis : « Il s'agissait de montrer qu'aucun élément de l'OLP ne peut prétendre à l'immunité où que ce soit dans le monde, que le long bras de l'armée israélienne est en mesure de l'atteindre, de le frapper, de le punir. L'objectif de l'opération, menée à la perfection, a été entièrement atteint. » Le bombardement du QG de l'OLP était sans doute depuis pas mal de temps — parmi d'autres opérations — « dans les cartons » de l'état-major. Il y a quelques semaines, une petite phrase de M. Rabin, lors d'une interview télévisée, n'était pas passée inaperçue. « Israël, avait-il dit, peut frapper n'importe où en Méditerranée. » Aux journalistes qui lui demandaient de préciser sa pensée (« Même en Algérie, en Tunisie ? »), le ministre avait répondu, laconique : « C'est vous qui le dites. »

L'hostilité de M. Weizman

Chacun s'attendait à une riposte aux menaces de Larana. Le bombardement près de Baalbek, le 26 septembre, d'un camp abritant des dissidents du Fath partisans d'Abou Moussa avait paru trop « routinier » pour faire figure de représailles. Quelque chose d'autre était dans l'air. Le ministre de l'énergie représentant du gouvernement aux négociations de paix de Tignes, avait déclaré à deux reprises, devant les députés, qu'Israël ne sera pas tranquille aussi longtemps que les meurtriers n'auront pas été punis. « Mardi, au moment même où les chasseurs israéliens volaient vers Tunis, M. Pérès déclarait à un groupe de vétérans du Parti travailliste : « Nous n'oublierons pas ni ne pardonnerons Larana. »

L'attaque du QG de l'OLP fut décidée en conseil de cabinet restreint, le 26 septembre, au lendemain du triple meurtre de Larana et quelques heures avant le mini-raid sur la Bekaa, lequel apparaît aujourd'hui comme une opération de diversion. Le vote du gouvernement fut acquis à l'unanimité moins une voix, celle du ministre sans portefeuille, M. Ezzar Weizman. Celui-ci craignait qu'une telle initiative fasse avorter les timides tentatives de relance du processus de paix.

Les généraux Lévy et Lapidot ont présenté mardi la « fiche technique » de l'opération, sans pour autant livrer le moindre secret militaire. Ainsi ignore-t-on officiellement le nombre et le type des appareils engagés, les modalités de leur ravitaillement en vol et la composition des équipes au sol. On indique officiellement que les appareils étaient des F-16 américains ravitaillés par des Boeing-707 reconvertis à cet effet. Le raid a constitué la plus longue mission — environ 4 800 kilomètres, aller-retour — menée à ce jour par la chasse israélienne. Il s'agit aussi d'une des plus audacieuses. Le 7 juin 1981, l'aviation avait accompli environ 2 000 kilomètres par un itinéraire détourné à l'occasion de l'attaque du réacteur nucléaire irakien Osirak, près de Tammouz. Dans le cas du raid de 1976 pour libérer les passagers d'un avion détourné

par des Palestiniens sur Entebbe, en Ouganda, ville distante de 3 800 kilomètres d'Israël, il s'agissait d'une opération aéroportée. C'est la première fois que des avions israéliens bombardent un objectif palestinien aussi éloigné de leurs bases.

« La Tunisie n'était pas notre cible »

Selon le général Lévy, deux problèmes se posaient aux pilotes israéliens : la longue distance à couvrir, la nécessaire précision des bombardements. « Le QG de l'OLP, a-t-il indiqué, était un camp plus ou moins autonome d'environ 700 mètres carrés situé au bord de la mer. Il fallait éviter de tuer des civils et épargner notamment une école proche du poste de commandement. Les immeubles vides et détruits abritaient les bureaux de Yasser Arafat, le quartier général de la Force 17 et le système de communications de l'OLP. Deux autres bâtiments ont aussi été atteints. La lutte contre le terrorisme doit être permanente, systématique et diversifiée. » Le QG de M. Arafat était la cible principale du raid, mais non la personne du chef de l'OLP lui-même, dit-on à Jérusalem. On ne veut pas, ajoutent-ils, en faire un martyr.

Les dirigeants israéliens ont répété mardi que la direction de l'OLP, et notamment les services de la Force 17, n'ont d'existence officielle placés sous le contrôle direct de M. Arafat, était responsable des actions terroristes anti-Israéliennes commises ou tentées cette année : tentative de débauchage en vue d'attaquer le QG de l'armée israélienne à Tel-Aviv (avril 1985), explosion d'une voiture piégée à Jérusalem, tentative de débauchage en vue d'attaquer la Force 17. Son commandant en second, Fayal Abouchar, aurait été fait prisonnier par la marine israélienne, le 31 août, avec plusieurs autres officiers (cette capture n'a pas été officiellement confirmée à Jérusalem). Son chef, Mohammed Nattour (alias Abou Tayeb) a été, selon la télévision jordanienne, tué mardi dans le bombardement.

La volonté affichée par Jérusalem de frapper l'OLP au qu'elle soit signifie-t-elle que les quartiers de la centrale palestinienne à Amman sont des cibles potentielles ? Répond de M. Rabin : « Je répète qu'aucun objectif terroriste n'est invulnérable, je n'en dirai pas plus. »

M. Pérès, quant à lui, a tenu à dissiper cette menace en opérant un distinguo entre la Tunisie et la Jordanie. La première accorde à l'OLP un véritable statut « exterritorialité », a souligné M. Pérès, un représentant une expression nagueuse utilisée à l'égard du Liban, tandis que la seconde s'efforce d'interdire toute attaque à partir de son territoire. « Nous n'avons aucun désir d'affronter la Tunisie, elle n'était pas notre cible », a néanmoins ajouté M. Rabin.

Quelles seront pour Israël les retombées politiques et diplomatiques du bombardement de mardi ? D'abord une évidence : le gouvernement de M. Pérès rejettera encore plus vivement que par le passé la perspective de noter des

contacts avec l'OLP, du moins aussi longtemps que celle-ci n'aura pas renoncé sans équivoque à la violence. Depuis des semaines, le premier ministre dénonce le « double langage » de M. Arafat. Il est revenu mardi sur ce thème : « On ne peut dire : je représente un peuple, asseyez-vous près de moi et négocions. On ne peut dire cela et en même temps tuer à l'oubli trois innocents pour le seul plaisir de tuer. Israël repoussera les conseils de ses amis qui lui demandent d'ignorer le terrorisme et d'écouter les vagues discours de l'OLP. »

Le raid du mardi ne va-t-il pas tuer dans l'œuf l'espoir d'une relance du processus de paix, porter un coup fatal aux efforts diplomatiques entrepris notamment à Amman et à Washington, et renforcer la main de ceux qui, dans le monde arabe et ailleurs, dénoncent l'intransigence de Jérusalem ? « Absurde », répond M. Rabin. Une seule chose porte préjudice à la recherche de la paix : le terrorisme de l'OLP. Il est inconcevable qu'il puisse nous frapper impunément. Il faut que nos voisins le sachent. Autrement dit, Israël reste fidèle à l'une de ses doctrines traditionnelles selon laquelle il n'existe à ses yeux aucune interdépendance entre la lutte contre le terrorisme et la volonté de règlement politique.

Les condamnations du raid, en Europe et à la tribune de l'ONU — où M. Shamir devait être sur la sellette, mercredi —, troublent d'autant moins les Israéliens qu'ils savent compter dans cette affaire sur l'appui des Etats-Unis. Ils ont tout lieu d'être satisfaits des premières réactions de la Maison Blanche, assimilant l'attaque du quartier général de l'OLP à « un acte d'autodéfense légitime ». Sans doute n'en attendaient-ils pas tant à un moment où l'administration Reagan affiche sa confiance dans le désir de paix du roi Hussein et ne peut donc qu'être contrariée a priori par tout acte d'escalade militaire. « Nous avons informé les Américains de l'opération une fois qu'elle était terminée », a précisé M. Rabin.

Le Caire : « un acte criminel »

Reste l'Egypte. Elle a qualifié l'opération d'« acte criminel ». Son chargé d'affaires à Tel-Aviv a fait savoir, mardi, que Le Caire n'accueillait pas comme prévu, cette semaine, les diplomates israéliens chargés de poursuivre les négociations sur le litige frontalier de Tabà. On ne semble pas prendre ici trop de geste au tragique. L'Egypte, estime-t-on, se devait de marquer sa mauvaise humeur en se refusant à accueillir M. Arafat. « Mais nos deux pays ont un intérêt mutuel à régler leur conflit, estime M. Rabin. Le processus continuera juste avec un peu de retard. »

Une chose est sûre : l'attaque du quartier général de l'OLP, par son audace et son exécution réussie ne peut que flatter les sentiments de l'opinion israélienne et accroître à court terme la popularité des dirigeants travaillistes. L'opération a ressoudé — pour combien de temps ? — l'union nationale. Le parti Herout de M. Shamir a félicité le gouvernement et l'armée. L'extrême droite a fait de même. Les voix critiques, notamment à l'extrême gauche, sont très minoritaires.

J.-P. LANGELLIER.

PRIX

DU 1^{er} AU 14 OCTOBRE

EXCEPTIONNELS

DANS TOUS LES RAYONS

AUX TROIS QUARTIERS

17, BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS

الاحداث

PROCHE-ORIENT

en Tunisie

« gènes » (...) En frappant aveuglément des centaines de civils, les agresseurs entendaient décourager, voire détruire l'OLP : volonté de détourner l'attention de l'intensification de la résistance populaire dans les territoires occupés ; volonté de saboter le processus de négociation, dont l'accord palestinien-jordanien constitue la première pierre ; volonté aussi - en fermant les portes à l'espoir d'une solution politique - de pousser le peuple palestinien au désespoir, à toute fin de justifier a posteriori l'agression.

A Alger, le bureau politique du FLN, réuni sous la présidence de M. Chadli Bendjedid, a « condamné énergiquement cette agression caractérisée contre la souveraineté de la République tunisienne » et a lancé un appel à la solidarité arabe. Il affirme, en outre, que « la communauté internationale se doit d'assumer ses responsabilités à l'égard de ce danger que représente Israël par ses agressions contre la souveraineté des Etats et la sécurité des peuples ». - (AFP, Reuters, AP.)

WASHINGTON : des représailles légitimes

De notre correspondant

Washington. - Cohérents avec leur position de principe mais pas forcément avec leur attitude politique, les Etats-Unis ont implicitement approuvé le bombardement israélien du quartier général tunisien de l'OLP en voyant une « réponse légitime » aux actes terroristes dirigés contre l'Etat hébreu.

Dans les conceptions des Etats-Unis, a ainsi déclaré, mardi 1^{er} octobre, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, des représailles contre des actes terroristes sont une réponse légitime et une expression d'autodéfense. Il a ajouté, d'après les premières informations dont nous disposons, qu'il s'agit de cela. La réaction du département d'Etat a été la même en termes un peu plus nuancés. Depuis plus d'un an déjà, les autorités américaines répètent avec insistance que le terrorisme appelle une riposte et que celle-ci doit, à l'occasion, être militaire.

A l'automne 1984, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, s'était même engagé dans une polémique publique à ce sujet avec le secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui prêche, lui, une prudence beaucoup plus grande en la matière. « Nos réponses devraient aller au-delà de la défense passive et prendre en considération des moyens de prévention active et les représailles », avait notamment déclaré M. Shultz le 25 octobre de l'année dernière. Il est donc, en théorie, seulement logique qu'interrogé sur le raid israélien, M. Reagan ait personnellement estimé qu'il était normal de frapper les responsables d'actes terroristes lorsque « les personnes responsables pouvaient être identifiées ». « J'ai toujours une grande confiance dans les services [américains] de renseignement », a ajouté le président américain comme pour mieux signifier qu'il ne doutait pas qu'il y ait eu

un lien direct entre le QG de M. Arafat et les meurtres de Larana.

Reste pourtant que Washington avait toujours jusqu'à présent transigé avec cette position de principe lorsque le réalisme politique l'imposait - et en particulier au Proche-Orient où les sanglants attentats anti-américains de Beyrouth, puis les enlèvements à répétition de leurs ressortissants auraient pu donner aux Etats-Unis plus d'une occasion de passer des proclamations à l'action.

Il est étonnant, dans ces conditions, que Washington n'ait pas cru pouvoir se contenter de l'occurrence de la dernière partie du commentaire de M. Speakes déplorant « le cycle de la violence » ou de « déplorer », comme l'a fait M. Shultz avec un discret balancement, « les actes de violence dans la région, y compris celui-ci ». L'implicite approbation donnée au raid de mardi vient, en effet, mettre au porte-à-faux le président Mubarak, le roi Hussein et M. Arafat, qui, directement pour les deux premiers et indirectement pour le troisième, sont engagés depuis un an dans un processus d'ouverture de négociations avec Israël dans lequel les Etats-Unis jouent le rôle-clé.

Lundi dernier encore, malgré les difficultés rencontrées dans cette tentative, M. Reagan avait estimé qu'un début de pourparlers directs était envisageable avant la fin de l'année et le moins qu'on puisse dire est que cette perspective apparaît désormais moins crédible que jamais.

Ce manque de cohérence politique est encore plus éloquent vis-à-vis de la Tunisie, dont l'avenir est pourtant une préoccupation majeure du département d'Etat en raison des menaces libyennes sur sa stabilité qui risquent de s'amplifier le jour où disparaîtra le président Bourguiba.

AMMAN : colère et stupéfaction

Correspondance

Amman. - Colère et stupéfaction, tels étaient les sentiments dominants à Amman mardi, à la suite du raid israélien contre le quartier général de l'OLP à Tunis. « Terriblement d'Etat », « acte criminel », les responsables jordaniens et la presse n'ont pas de mots assez forts pour dénoncer une opération qui intervient, relève-t-on ici avec indi-

Iran

UN QUOTIDIEN IRANIEN DÉNONCE LA VENTE DE MIRAGE FRANÇAIS A L'IRAK

Téhéran (AFP). - Le quotidien de Téhéran Ertelaat a dénoncé mardi 1^{er} octobre la vente de vingt-quatre Mirage F1 par la France à l'Irak et affirmé que cette transaction « prouve que la France met au sujet de sa bonne volonté vis-à-vis de l'Irak ».

Dans un commentaire politique, le journal proche des milieux nationalistes radicaux estime que, dorénavant, le premier ministre, M. Laurent Fabius, et le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, ne pourront plus parler de leur « désir d'améliorer les relations [de la France] avec l'Irak ».

En fait, poursuit Ertelaat, la France mène « une guerre indirecte » contre l'Irak « en soutenant les terroristes [l'opposition iranienne résidente en France], en refusant de rendre son argent à l'Irak [une dette de 1 milliard de dollars contractée par le Commissariat à l'énergie atomique à l'époque du chah] » et « en vendant des armes » à Bagdad.

Ces ventes d'armes, conclut le quotidien, n'empêcheront pas la « défaite de Saddam » (Hussein, président irakien), auquel le gouvernement français a « lié son sort ».

Grande-Bretagne

M. Kinnock a remporté la première manche dans la bataille contre l'extrême gauche du parti travailliste

De notre envoyé spécial

Bournemouth. - En dénonçant avec virulence l'extrême gauche du parti, M. Neil Kinnock a provoqué l'émotion et la tempête au congrès travailliste. « Travail », ont crié ses adversaires et l'un des vétérans de l'aile gauche a quitté la tribune. Mais les huées et les protestations ont été couvertes par l'ovation chaleureuse de la majorité des délégués.

M. Kinnock a manifesté le 1^{er} octobre une autorité qu'on ne lui connaissait pas encore. De manière tendu, un leader montrant autant de fermeté dans la critique. « Le parti espérât cela depuis vingt ans », a déclaré un député, aussi admiratif que soulagé, tandis que ceux qui ont

Nouveaux incidents dans les banlieues de Liverpool et de Londres

Après Brixton, près de Londres (voir le Monde du 1^{er} octobre), c'est Tooting, un faubourg de Liverpool majoritairement peuplé d'Antillais, qui a été le théâtre d'affrontements dans la nuit du mardi 1^{er} au mercredi 2 octobre.

Les incidents ont éclaté après des scènes violentes, l'après-midi, dans une salle du tribunal de la ville, lors du procès de quatre Noirs impliqués dans un meurtre perpétré lors du carnaval antillais de Tooting. Une heure après, environ trois cents jeunes Antillais se sont rassemblés dans les rues. Un poste de police a été incendié, et plusieurs véhicules ont été incendiés. Un scénario comparable à celui de Harewood, près de Birmingham, au début du mois de septembre, et de Brixton le week-end dernier.

Mais, à Tooting, à aucun moment les troubles ne se sont transformés en véritable émeute, grâce notamment à l'intervention de deux évêques de Liverpool, Mgr Sheppard, anglican, et Mgr Workock, catholique. Ces derniers se sont rendus sur les lieux au cours de la nuit, et ont longuement discuté avec des groupes de jeunes Noirs, réussissant partiellement à les persuader de se disperser.

Par ailleurs, un prêtre de la paroisse voisine a mis en cause la forte présence policière dans le secteur : « Si la police se retirait, je suis sûr que chacun rentrerait chez soi », a-t-il déclaré.

Des incidents ont également été signalés à Peckham, un faubourg situé au sud-est de Londres. Pour la deuxième nuit consécutive, de jeunes Noirs ont tenté de mettre le feu à des boutiques et ont brisé des fenêtres de maisons d'habitation. - (AFP, Reuters.)

RFA

NOUVELLES MANIFESTATIONS VIOLENES DANS PLUSIEURS VILLES

Quatorze personnes ont été blessées et deux cent cinquante interpellées, mardi 1^{er} octobre, lors de violentes manifestations à Francfort et à Stuttgart. Les manifestants protestaient, pour la troisième soirée consécutive, contre la mort de Günter Saxe, tué dimanche par un camion de police alors qu'il participait à un rassemblement contre une réunion à Francfort du parti d'extrême droite, le NPD.

C'est après la dispersion d'une marche pacifique rassemblant environ trois mille personnes que les troubles ont éclaté à Francfort. Comme les manifestations de la veille, les manifestants ont été attaqués avec des pavés. Le maire de la ville avait interdit les manifestations, un important dispositif policier avait été mis en place, des hélicoptères équipés de phares ont survolé la ville pendant une partie de la nuit.

Des manifestations similaires ont eu lieu à Stuttgart, ainsi qu'à Hambourg et à Berlin-Ouest, mais dans une moindre mesure. - (AFP, Reuters.)

Incident aérien américano-tchécoslovaque en RFA. - Un chasseur de l'armée de l'air tchécoslovaque a violé l'espace aérien ouest-allemand, le samedi 28 septembre, et tiré sur un hélicoptère américain sans toutefois le toucher, près de Freyung (sud-est de la RFA), a annoncé, mardi 1^{er} octobre, le Pentagone. L'hélicoptère se trouvait à un peu plus d'un kilomètre de la frontière tchécoslovaque en « mission de routine, de reconnaissance de la frontière ». Le gouvernement américain a vivement protesté, lundi 30 septembre, auprès du gouvernement de Prague, au sujet de cet incident qualifié de « sérieux ». C'est la dix-septième violation de l'espace aérien ouest-allemand par des avions de pays membres du pacte de Varsovie depuis avril 1985. - (AFP.)

Chambre de Commerce Franco-Arabe
Cours d'Arabe
Début des cours : 7/10/85
3 niveaux
80 heures : 4.000 F.
Pour tous renseignements : 553.28.12

EUROPE

AFRIQUE

Maroc

Après la reconnaissance de la RASD par New-Delhi

RABAT ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'INDE

Le gouvernement marocain a réagi immédiatement à la décision, annoncée mardi 1^{er} octobre, de l'Inde de reconnaître la République arabe sahraïenne démocratique (RASD), en rompant ses relations diplomatiques avec New-Delhi.

« La décision indienne, indique un communiqué du ministère marocain des affaires étrangères, foule aux pieds l'un des principes fondamentaux du mouvement des non-alignés qui est l'autodétermination. Elle contrevient aux règles et usages consacrés par le droit international, et ne correspond nullement aux relations cordiales profondément enracinées qui existent entre le Royaume du Maroc et la République indienne ».

De son côté, New-Delhi a justifié sa décision de reconnaître la RASD et d'établir des relations diplomatiques avec elle, en soulignant que celle-ci est membre de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), mais aussi l'un de ses vice-présidents. L'Inde devient ainsi le soixante-troisième pays à reconnaître la RASD. Celle-ci s'est déclarée, mardi, de la décision du gouvernement de M. Rajiv Gandhi et de « la volonté de solidarité du peuple indien avec une cause juste ». Le « gouvernement » de la RASD, nous signale notre correspondant à Alger, Frédéric Fritscher, a souligné, « le choix du gouvernement indien contre l'expansionnisme marocain, les reconquêtes coloniales » et, en faveur de la « légitimité internationale qui s'identifie à la RASD, incarnation du peuple sahraoui ».

Cette décision intervient aussi au moment où le Front Polisario vient de subir un échec diplomatique avec l'Espagne, qui a été traduite dans les faits mardi soir avec la reconduction à l'échec de Madrid de M. Ahmed Boukhari, responsable du Front Polisario pour l'Europe. - (AFP, Reuters.)

embarrassante pour M. Kinnock

(le Monde des 1^{er} et 2 octobre).

Prendant pour exemple des errements qu'il condamne l'attitude des dirigeants de la municipalité de Liverpool, contrôlée par l'extrême gauche travailliste, il a qualifié de « grotesque chaos » la situation dans cette ville. Pour protester contre les sanctions financières infligées par le gouvernement Thatcher aux municipalités dépendantes, les élus travaillistes de Liverpool ont décidé de risquer la faillite et ont envoyé des lettres de licenciement aux trente mille fonctionnaires de la ville. « On ne peut jouer à la politique avec le travail des gens », s'est écrié M. Kinnock qui, vraisemblablement, faisait aussi allusion au comportement de M. Scargill durant l'interminable grève des houillères. C'est alors que le leader travailliste a été censuré et que M. Eric Heffer, député de Liverpool, a « claqué la porte ». Mais la plupart des délégués se sont levés pour applaudir.

Gagner les élections

M. Kinnock n'avait cependant pas fini de lacer les ultras qu'il s'est avisé, étonnant de la part d'un homme politique, d'insister sur la nécessité de rester à l'écoute de « la voix du peuple, du vrai ». Et il a été condamné avec colère les « tacticiens de l'endurance », ceux qui se targuent d'un idéal révolutionnaire en révisant à des fins électorales les principes de vue la victoire du peuple ». Il a ajouté : « Le peuple britannique ne nous prendra pas tout au sérieux si nous donnons l'impression de croire qu'il suffit de faire beaucoup de bruit pour faire tomber les murs de la Jéricho conservatrice ».

Enfin, il a reconnu faire un choix révolutionnaire électoraliste. Si le parti souhaite rester fidèle à lui-même, il lui répète à deux reprises, « il y a une condition préalable : gagner les élections générales ».

FRANCIS CORNU.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'amiral William Crowe est nommé chef d'état-major interarmes

Washington (AFP). - Le nouveau chef d'état-major des forces armées américaines, l'amiral William James Crowe, connu pour ses talents de diplomate et son sens de l'humour, a pris, mardi 1^{er} octobre, ses fonctions en remplacement du général John Vessey.

Occupant la toute première place dans la hiérarchie militaire américaine après le secrétaire à la défense Caspar Weinberger, le chef d'état-major interarmes est le seul officier d'active à participer aux délibérations du Conseil national de sécurité (NSC) en tant que « conseiller permanent ». Au terme d'une réforme actuellement examinée par la commission des forces armées de la Chambre des représentants, ses fonctions seront encore augmentées et il pourra intervenir plus fréquemment sur des questions aussi politiques que le contrôle des armements.

Les familiers du Pentagone voient en l'amiral Crowe un officier qui n'obéit pas à la menace soviétique et le contraire d'un dogmatique. Son dernier commandement a été celui des forces américaines dans le Pacifique, où, contrairement à la plupart des analystes du Pentagone, il ne

INA

ADAPTATION OU ADAPTABILITÉ

Quels métiers, quels hommes, pour quel avenir ?

DIRECTIONS D'ENTREPRISE

LA DÉSINFORMATION MENACE !

L'audiovisuel chez vous suppose des techniques et surtout des hommes. Qui sont-ils ? A quel point ?

HOMMES DE MÉDIAS

NI FRILEUX NI UTOPIQUES !

Comment former ? Qui ? A quel point ? Pour quand ?

DÉCELEURS DE FORMATION

NI TROP TÔT NI TROP TARD !

Comment gérer l'incertitude du mouvement ?

FORMER POUR GAGNER

Experts, politiques, dirigeants d'entreprises, responsables des grands médias audiovisuels, décideurs de formation se réunissent à

L'INA, le 24 OCTOBRE 1985 à BRY-SUR-MARNE, pour débattre, faire le point, échanger.

En la présence de Monsieur G. FILLIOUX.

Pour assister et participer, s'adresser à : ANTEENNE INA.

TÉL. : 535.76.32

L'INA SORT DE SA BOITE

politique

Ouverture de la session parlementaire...et de la campagne des législatives

« Ils » en parlent ! Retrouvant ce mercredi 2 octobre le chemin du Palais-Bourbon, les députés ne manquent pas d'évoquer le sabotage du Rainbow Warrior. C'est même ce sujet qui était prévu à l'ouverture de cette session d'automne. A l'occasion de la séance de questions au gouvernement, le RPR devait ouvrir le feu et M. Michel Debré s'adresser au premier ministre.

Parler d'autres choses est pourtant l'objectif actuel du pouvoir. Il veut reprendre l'offensive. Eclatant électoral oblige, M. Laurent Fabius l'a dit la semaine passée aux députés socialistes, et, s'il tient en public les propos qu'il a tenus alors en privé, le premier ministre ne mettra pas son drapeau dans sa poche. Le combat sera clairement mené contre droite, le premier terrain de manœuvre devant se situer au Parlement.

De cette dernière session de la législature, les socialistes entendent bien faire la première étape de la campagne électorale. Pour sensibiliser ses ministres à l'importance des débats parlementaires qui commencent, le chef du gouvernement les a réunis mardi 1^{er} octobre à l'hôtel Matignon. Toutes les occasions seront bonnes pour dresser le bilan de l'œuvre accomplie depuis le 10 mai 1981, pour critiquer les programmes de l'opposition, pour mettre en lumière ses divisions.

La bataille étant engagée, le gouvernement ne semble même plus décidé à ménager le Sénat comme il s'est efforcé de le faire, avec plus ou moins de succès, depuis quatre ans et demi. Les propos tenus par M. André Labarère, le ministre chargé des relations avec le Parlement, lors des journées parlementaires socialistes, sont, à cet égard, révélateurs : « Il y a chez la majorité du Palais de Luxembourg de la haine, une arrogance extraordinaire ». M. André Labarère, le président du groupe sénatorial socialiste, a sardoniquement traité ses homologues MM. Adolphe Chavvin (centriste), Marcel Lacotte (RI) et Charles Pasqua (RPR) d'« ayatollahs ».

Le souhait du gouvernement que le Parlement débattenne très vite du projet de loi sur l'ouverture aux capitaux privés de nouvelles chaînes de télévision. Pour sa part et afin de continuer la réforme du fonctionnement de la justice, le garde des sceaux présentera son texte sur la collégialité de l'instruction. Ce projet offre l'avantage, pour le pouvoir, de souligner les divisions de l'opposition puisque, dans sa récente interview au Point, M. Jacques Chirac s'est dit favorable à cette modification du code de procédure, alors que M. Pascal Clément, député UDF de la Loire et responsable de ce dossier pour son groupe, y est franchement hostile.

Sur la limitation du cumul des mandats et des fonctions électives, l'opposition pourrait aussi éprouver quelques difficultés à réaliser son unité tant les prises de position ont été divergentes jusqu'ici. Mais c'est surtout au Sénat que la bataille risque d'être difficile. Un tel projet devant, dans l'esprit de ses promoteurs, concerner les parlementaires, il devra, d'après la Constitution, être voté en termes identiques par les deux Chambres. Le piège est très gros et très voyant. Si la majorité sénatoriale s'oppose à une limitation du nombre des mandats que peut détenir un homme politique, les socialistes pourront alors : « Regardez qui s'oppose à la moralisation de la vie politique », alors que les sondages montrent que les

socialistes, mais aussi libéraux, le même souci de clarification ex-

priment. Mais le projet n'est pas encore définitivement arrêté. Matignon a encore arbitré entre les différentes solutions possibles. Ce texte ne pourra donc venir à l'Assemblée nationale qu'après le vote du budget, donc, au mieux, dans la seconde moitié du mois de novembre. Le Sénat pourra alors se retrancher derrière le manque de temps pour étudier un dossier aussi important.

Le paradoxe est que cette session, qui a pour but de débattre de la loi de finances, aura essentiellement à son ordre du jour le vote d'un budget dont la droite a quelque mal à critiquer les grandes orientations. Cette fois, il est vrai, les communistes prendront franchement le relais de la critique. Ainsi la discussion budgétaire sera-t-elle l'occasion de dresser le bilan de la gestion socialiste.

L'affaire Greenpeace, bien entendu, aura aussi des répercussions au Parlement. Par l'intermédiaire de la commission d'enquête voulue par le gouvernement et le groupe socialiste et à laquelle, d'ores et déjà, le RPR a refusé de participer. Dans l'hémicycle aussi, puisqu'il faut un vote des députés pour créer cette commission ; celui-ci pourrait avoir lieu très vite. Ainsi l'affaire devrait être le premier sujet abordé mercredi après-midi.

THIERRY BREHIER.

LA RÉFORME DE L'INSTRUCTION

La dernière ligne droite de M. Badinter

Les députés examineront avant le 15 octobre la réforme de l'instruction annoncée par le garde des sceaux dans le Monde du 6 septembre. Mercredi 2 octobre, le conseil des ministres devait adopter ce projet qui vise à mettre fin à l'isolement des juges d'instruction en les obligeant à travailler par trois.

M. Robert Badinter défendra son « enfant » à l'Assemblée nationale avant le début de la session budgétaire. Malgré l'accueil plutôt favorable qu'il n'a d'abord rencontré, son projet est aujourd'hui l'objet de critiques acerbes de la part de certains juges d'instruction, parisiens en particulier, qui lui reprochent d'être un texte de circonstance et non un acte de pouvoir absolu qu'on leur prête généralement.

Au ministère de la justice, on redoute que cette poussée de fièvre qualifiée de « corporatiste » n'incite l'union syndicale des magistrats (modérée) à se montrer plus sévère qu'elle ne l'a d'abord été. Les juges d'instruction n'ont bien sûr que cinq cent cinquante (un magistrat sur dix), ils forment un groupe de pression qu'une organisation syndicale peut difficilement négliger. Parviendront-ils à se faire entendre du Parlement, du Sénat en particulier ? C'est la question qu'on se pose à la chancellerie où l'on est conscient de l'obligation de réaliser un parcours sans faute, tout retard ou délai au cours de cette ultime session de la législature risquant de faire capoter le projet.

« Confiant »

M. Badinter aborde néanmoins la dernière ligne droite de son parcours ministériel relativement confiant. Un sondage IPSOS paru le 13 septembre dans le Monde de Paris montre que 82 % des Français sont « très favorables » (46 %) ou « plutôt favorables » (36 %) à la réforme de l'instruction. Dans une interview au Point (23 septembre), M. Jacques Chirac interrogé sur cette réforme, déclarait : « J'ai été extrêmement critique sur la politique de M. Badinter, dont je considère qu'elle a été mauvaise. Cela me met tout à fait à l'aise pour vous dire que, sur ce point particulier, il a raison ». M. Alain Peyrache, ancien ministre de la justice et adversaire privilégié de M. Badinter, n'a pas nui qu'il y a de bon dans ce projet, même s'il en discute les modalités (Libération daté 14-15 septembre).

Bref, le garde des sceaux a rarement abordé un débat parlementaire en si bonne posture, si l'on excepte les réserves qui se sont fait jour récemment à l'UDF.

Le projet, tel que M. Badinter en a exposé les grandes lignes dans le Monde, a subi, au cours de la concertation qui a suivi, certaines retouches. La principale permettra à un juge d'instruction d'écrouler seul un inculpé lorsque l'intéressé sera d'accord pour ne pas comparaître devant la chambre d'instruction composée de trois magistrats et qu'il sera assisté d'un avocat (le Monde du 26 septembre).

L'exposé des motifs du projet que le conseil des ministres devait adopter mercredi insiste sur la nécessité de rompre la « solitude » des juges d'instruction. Cette solitude, écrit le garde des sceaux, « contraste singulièrement avec le caractère collectif de l'intervention des autres acteurs du procès pénal : le parquet et la police (...) et les avocats eux-mêmes ».

Comment admettre, demande M. Badinter, qu'un homme ait seul le pouvoir (...) de placer une personne présumée innocente en détention préventive ? Et de souligner l'intérêt pratique du tripartisme : remplacement des collègues malades ou en stage de formation, aide mutuelle dans les affaires complexes ou dangereuses.

BERTRAND LE GENDRE.

« M. Giscard d'Estaing et une délégation française au congrès de l'Internationale libérale à Madrid. — M. Valéry Giscard d'Estaing et une délégation française, conduite par M. Jacques Pelletier, président du groupe de la Gauche démocratique au Sénat, participent au congrès de l'Internationale libérale qui se tiendra à Madrid du 3 au 6 octobre. L'ancien président de la République a prévu d'assister vendredi 4 à ce congrès, dont le thème choisi est : « Droit et Liberté d'expression et d'information ». L'Internationale libérale représente trente partis et groupes de monde entier. Son objectif est « une lutte implacable pour la réalisation des idées et des valeurs libérales à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud ».

La section française de cette organisation est présidée par M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne. M. Gaston Monnerville, ancien président du Sénat en est le président d'honneur.

SITUATIONS 86

RHÔNE : Casse-tête pour les socialistes

De notre correspondant régional

Prenez huit noms et n'en gardez que quatre : les angoisses des socialistes du Rhône tiennent en ces deux chiffres. Huit noms : six députés sortants plus Charles Herminet, élu en 1981 et ministre assistant, plus un « parachuté » c'est-à-dire un ou une « tête d'affiche » toujours à la recherche d'un territoire d'accueil. Quatre restés : un chiffre d'éligibles généralement reconnu, même si l'état actuel des forces ne peut donner comme sûr que trois sièges socialistes, sur les quatorze en jeu dans le département. A cinq élus, le PS accuserait le résultat comme une divine surprise. Si l'on ajoute la lutte pour la première place entre l'ancien ministre Charles Herminet et le numéro deux national du PS, Jean Popereau, on obtient la géométrie variable du jeu de figures socialistes.

La détermination du ministre de la Défense à compléter un équilibre déjà défectueux en nommant dans une formule « Herminet-Popereau » pour les législatives, « Popereau-Herminet » pour les régionales, oblige, par parenthèse, les socialistes à espérer une dizaine de sièges. Cette solution avait été largement inspirée par le secrétaire fédéral Yves Deschamps. Les saboteurs du Rainbow Warrior

ont retardé la mise en place de ce scénario. Par une lettre, semble-t-il, franchement accueillie à la base, M. Jean Popereau a allumé une mèche à effet immédiat. Pour mettre fin aux « rumeurs », le maire de Meyzieu a confirmé sa candidature à la direction de la liste, position déjà affirmée avant le mariage que l'on sait.

Ce rappel est intervenu à un très mauvais moment, au point que de nombreux militants ont pris cette initiative pour un « coup de poing » dans le dos de M. Charles Herminet, plus affecté qu'il ne le laisse politiquement paraître. Mais, aujourd'hui, le maire de Villeurbanne réaffirme ses ambitions : « J'accepte ce que décidera la fédération », dit-il non sans saluer au passage son « ami » Jean Popereau, « ancien conseiller du président de la République ». M. Popereau est député depuis 1973. Les deux hommes n'ont pas eu le temps de se servir la main au cours du congrès fédéral de samedi dernier.

La querelle entre deux hommes au caractère entier ne pourra pas s'arrêter. Les instances nationales du parti seront sans doute amenées à se pencher sur cette cohabitation délicate. Les pronostics restent

ouverts. Même si, fort de son implantation locale — les Villeurbanais représentent un cinquième des effectifs militants du département et tous les mandats électifs de la ville sont détenus par ses proches — M. Herminet bénéficie de confort avec sa popularité intacte à la base malgré sa démission (le Monde du 26 septembre).

Hernu-Bouchardou ?

Reste la question de la sélection entre les sortants. En l'état, deux sont en position d'être éligibles potentiels : M. Marie-Jo Sublet, maire de Feyzin, et M. Gérard Collomb, le « lycéen ». M. Jean-Jack Queyranne, aujourd'hui, un « numéro 5 » théorique, le suppléant de Charles Herminet, refusant pour sa part de « jouer à sauto-mouton » dans cette affaire. M. Roland Bernard, maire d'Oullins, a choisi, la région, dont il est déjà le chef de file socialiste. Quant à M. Marie-Thérèse Fauriol, elle a, semble-t-il, peu de partisans.

Tout ce bel ordonnancement risque cependant d'être bouleversé par l'arrivée d'un ou une — responsable national, voire d'un membre du gouvernement. Une « petite » phrase du secrétaire fédéral, Yves Deschamps, a fait lever beaucoup d'hypothèses : « L'ouverture nationale de nos listes est nécessaire (...), notre fédération assumera, si besoin est, ses responsabilités en la matière ». Un appel d'offres incontestable de la part d'un responsable qui a contenu dans son discours la pensée rattachée. Un appel qui devrait être vite suivi par des candidatures prestigieuses. Parmi les noms déjà avancés : M. Hugues Bouchardou, qui a longtemps enseigné à l'université de Lyon-II ; M. Yvette Roudy, qui fut, en 1978, candidate à Lyon. La coexistence pacifique entre un ancien ministre des armées et la plus « école » des ministres serait une des plus belles surprises de l'automne. Quant à M. Roudy, elle a le handicap certain d'avoir été assez largement battue lors de sa première tentative rhodane.

Le profil le plus crébille des « parachutés » éventuels est celui de M. Jack Lang. Il est populaire, il aime la ville et il a un « profil » d'homme de culture qui correspond au « look » que l'ancienne capitale des Gaules aime se donner. Accepterait-il une place de numéro trois ? Retour à la case départ, aux lancinants problèmes de la tête de liste et de la sélection éliminatoire des suivants. Beaucoup d'élus, sans doute, doivent aujourd'hui trouver un charme exquis à ce bon vieux scrutin d'arrondissement !

CLAUDE REGENT.

M. Fiterman, « seul candidat anti-Barre »

M. Charles Fiterman joue gros. En acceptant l'amical pression de ses amis, — ou plutôt en cédant à la « sollicitation des camarades », — en choisissant un département où l'influence communiste est en chute libre, l'ancien ministre des transports se trouve en face d'une redoutable épreuve électorale. Son pari : « Faire progresser l'influence de [son] parti ». Le PCF a atteint, aux élections européennes de 1984, un niveau historiquement bas (8,5 % de voix), au-dessous duquel il paraît menacé.

Se méthode : une campagne « sur le terrain, près des travailleurs, dans la solidarité avec les luttes, dans les cités et les quartiers populaires, là où vivent et où sont confrontés à des problèmes tous ceux qui souffrent de la politique actuelle et qui souffrent de la politique précédente ». Voici pour la profession de foi ultra-classique du militant communiste en campagne. Dans le quotidien, M. Fiterman — qui est sur le point de trouver un logement dans l'agglomération lyonnaise — fait des étapes dans les entreprises où s'expriment des revendications sociales (RVI, VIDOM, l'ICI-PR), pour les itinéraires sur des lieux de vie difficile (incarcération les Minquettes à Vénissieux), tente de faire entendre sa voix sur des questions économiques complexes, comme celle des « technopoles » auquel il préférerait la notion de « réseau technologique régional ».

Bref, un emploi du temps quasi-militant pour l'ancien ministre d'Etat.

M. Fiterman, « seul candidat anti-Barre », n'épargne personne, il se consacre d'ailleurs à peine de la photographie « historique » prise sur le poron de l'Élysée, en juin 1981, à l'occa-

sion de la formation du second cabinet Mauroy. Juste à ses côtés se trouvait un certain... Charles Herminet. On ne doit pas s'attendre à une quelconque convergence entre les deux anciens « collègues ». Une analyse « objective » permet au responsable communiste de conclure : « La politique dont le PS — et donc Charles Herminet — est porteur ne peut pas se présenter comme une alternative à ce que présente M. Barre ». M. Fiterman trouve beaucoup de convergences entre ses adversaires : sur la « flexibilité », à propos de la « protection sociale », sur la « flexibilité », à propos de la « protection sociale ». Il retrouve des accents « anti-capitalistes » simples. Par exemple lorsqu'il évoque les succès de la Bourse de Lyon : « Plus la Bourse se relève, plus les licenciements pleuvent. Il n'y a pas de vagues communistes, c'est le contraire ». Quant à la bourgeoisie lyonnaise, c'est à ses yeux une réalité toujours vivante, même si, aujourd'hui, et ceux qui ont vécu ont été des succès.

Enfin, M. Fiterman répond aux rumeurs insistantes qui faisaient état d'éventuelles ambitions municipales : « D'abord, chez nous, on travaille collectivement » — voilà pour les ambitions personnelles supposées, — « ensuite, je n'envisage pas de briser un poste de maire ». Il n'empêche que le néo-lyonnais Fiterman, élu député de la Seine-Saint-Denis, futur député du Rhône, selon toute vraisemblance, ne sera pas indifférent aux successions quasiment ouvertes de trois — au moins — des maires communistes « historiques » du département, MM. Marcel Houel (Vénissieux), Jean Capieville (Vaulx-en-Velin), Camille Vallin (sénateur, maire de Givors).

C. R.

La liste de M. Barre

M. Raymond Barre a présenté officiellement, mardi 1^{er} octobre, la liste des candidats qui le suivront pour les élections législatives. Elle est constituée comme suit : MM. Raymond Barre, Alain Mayoud (d.s., PR), Jean Rigaud (d.s., UDF), Françoise Perrut (d.s., PR), Roland Fluchiron (CDS), Robert Bétailly (Rad.), Yannick Bonnet (CNI), Michel

Manclair (CDS), Jean-Luc Da Passano (PR), Jean-Claude Bensoussan (CDS), Thierry Bourgeron (« sans affiliation politique »), Michel Thibaut (UDF), Jean-Claude Massot (UDF). Cette liste de quatorze noms est complétée par deux suppléants : Mme Régine Guin (« sans affiliation politique ») et M. Xavier Deloel (PR).

Les écologistes contre la « paranôia » nucléaire

Pour les écologistes, le Rhône est un département « jonable ». Les municipales avaient été encouragées, les européennes pronostiquées, les législatives prévues. Les candidats « verts » pourraient prétendre à un siège aux législatives, à deux pour les régionales.

Les rôles avaient été distribués. M. Jean Brière, porte-parole national des Verts, devait conduire la liste nationale et M. Philippe Lebreton, la liste régionale. Plusieurs déclarations de l'ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle, M. Brière, ont été tenues par son candidat au Rhône, M. Jean-Pierre Laroche, pour mener une campagne sur le thème « morale et politique », ont provoqué des remous au sein d'un mouvement où les divergences

personnelles font partie de la tradition.

Avec ou sans M. Laroche, rival des Verts comme porte-drapeau du mouvement écologiste, les « écologistes rhodaniens tentent de dépasser la défiance illustrée des petits oiseaux. Sur le terrain, la contestation du nucléaire civil s'est totalement éteinte. L'affaire Greenpeace réveille de nouvelles ardeurs, centrées sur l'antimilitarisme. « La France est en pleine paranôia nucléaire », nous a déclaré M. Lebreton, coauteur de la difficulté de se situer dans un pays qui offre, sur le sujet du nucléaire militaire, son seul consensus. « On ne discute pas avec un paranôia », ajoute-t-il. Alors, quand il s'agit de tout un peuple !

C. R.

CORSE-DU-SUD : accord PS-MRG. — M. Nicolas Alfonsi, député sortant radical de gauche, a été désigné pour conduire la liste du PS et du MRG aux législatives et M. Pascal Pozzo di Borgo, premier secrétaire de la fédération du PS, pour conduire la liste d'union aux régionales.

PAS-DE-CALAIS : M. Guy Langagne, second sur la liste du PS. — M. Roland Huguet, député sortant et président du conseil général, conduira la liste socialiste aux prochaines législatives ; M. Guy Langagne, secrétaire d'Etat à la mer, maire de Boulogne-sur-Mer, sera second. Les socialistes du Pas-de-Calais estiment pouvoir obtenir cinq des quatorze sièges à pourvoir (ils en détiennent actuellement 11, le PC 2 et le MRG 1). Trois autres députés sortants devraient donc retrouver leur place à l'Assemblée nationale : MM. Jean-Pierre Kuchel, maire de Liévin, Jacques Mellet, maire de Béthune, et André Delehedde, adjoint au maire d'Arras.

M. Noël Joseph, président de la région Nord-Pas-de-Calais, député sortant, qui ne figure pas parmi les candidats au Palais-Bourbon, mènera la liste des régionalistes dans la Pas-de-Calais. — (Corresp.)

SEINE-MARITIME : M. Leroy sera de la liste du PC. — M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a été député de la Seine-Maritime de 1956 à 1958 et de 1967 à 1981, conduira la liste du PC aux législatives. M. André Durand, député sortant et maire du Havre, figure en seconde position sur cette liste.

La Démocratie chrétienne présentera ses propres listes. La part d'opposition de la Démocratie chrétienne que préside M. Alfred Costa-Floret, a décidé de présenter ses propres listes aux législatives et aux régionales dans une dizaine de départements, après avoir constaté l'échec de ses négociations avec le RPR et l'UDF.

الحرية والديمقراطية

Publicité) ■

POLITIQUE

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le vote canaque apparaît indépendantiste à 80 %

Il y a un vote canaque, et c'est un vote à 80 % indépendantiste. L'analyse détaillée - par commune et par bureau de vote - des résultats du scrutin du 29 septembre en Nouvelle-Calédonie confirme cet enseignement lourd de conséquences politiques pour l'avenir du territoire. Ainsi que le montrent nos propres études, schématisées dans le graphique et dans le tableau que nous publions ci-dessous, il existe une symétrie parfaite, dans les trois régions désormais contrôlées par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), entre la prédominance numérique des Mélanésiens dans les populations locales et les scores globalement réalisés par les deux listes indépendantistes (FLNKS + LKS).

Si le vote indépendantiste demeure minoritaire sur l'ensemble du territoire et ne représente que 25 139 suffrages (35,18 %), alors que la communauté mélanésienne compte 61 870 membres en Nouvelle-Calédonie (soit 42,56 % de la population totale, selon le recensement de 1983), cela tient simplement au fait que la moitié environ des Canaques n'ont pas atteint l'âge de voter : 52 % des Mélanésiens y ont moins de vingt ans, et l'évolution démographique joue en faveur de cette communauté dont la fécondité est nettement supérieure à celle de la communauté d'origine européenne. Le temps, d'une façon générale, joue en faveur d'un courant indépendantiste. Sauf nouveau mouvement d'immigration, improbable pour de simples raisons économiques, compte tenu de l'état de sous-développement du territoire, la population kanak redeviendra très vite nettement plus nombreuse que toutes les autres minorités ethniques, comme ce fut le cas dans la pre-

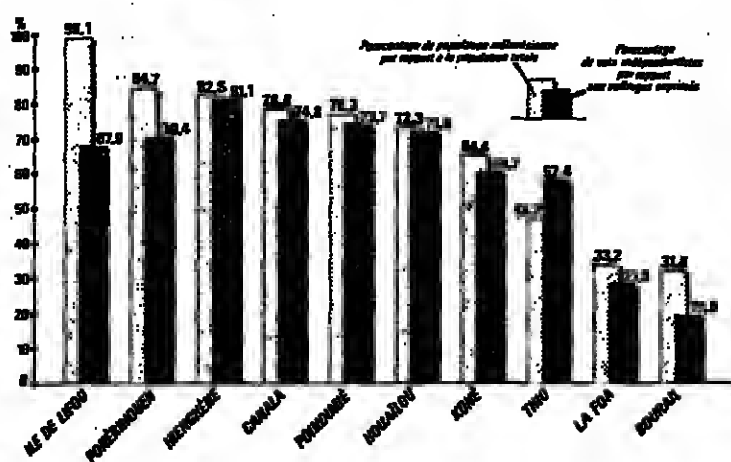
mière moitié du vingtième siècle, avant le « boom » du nickel (1).

Si les tendances politiques actuelles se prolongent, l'écart qui sépare aujourd'hui le score des « nationaux » de celui des indépendantistes est appelé à se réduire comme une peau de chagrin pour les partisans du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), d'autant plus sensiblement que dès à présent la population mélanésienne paraît sous-estimée d'environ quatre mille personnes, le recensement de 1983 ayant été partiellement boycotté à l'appel des dirigeants du FLNKS pour les élections législatives de mars 1986, en cas de changement de majorité. Voilà pourquoi également ils accordent pour l'instant la priorité à la gestion économique, sociale et culturelle des régions qu'ils vont contrôler.

En position de force, ils vont chercher à prouver qu'ils sont capables d'assumer sur le terrain une certaine indépendance avant la lettre et à obliger les caldoches à composer jusqu'au moment où leurs chances de l'emporter à un référendum d'autodétermination leur paraîtront plus fortes. Si, dans la phase intermédiaire qui s'ouvre, le sens du compromis ne prévalait pas, le gouvernement central n'aurait sans doute pas d'autre choix que de s'interposer, au besoin militairement, entre les deux camps.

ALAIN ROLLAT.

(1) Analyses de l'Institut national d'études démographiques (INED), et en particulier de M. Jean-Louis Ralla (Populations et sociétés, février 1985).



Communes	FLNKS + LKS (%)	RPCR (%)
Région du nord		
Belep	99	78,42
Hieroglyphes	82	81,11
Kaala-Gomen	69,10	66,95
Koné	64,40	59,73
Kouaoua	68,10	26,14
Ouvéa	68,10	59,11
Poné	84,70	70,44
Pouébo	76,30	73,75
Pouébo	89	54,38
Pouébo	41	38,30
Touho	63,60	66,59
Voh	77,90	64,47
Région centre		
Boulpari	41	19,04
Bourail	31,80	19,04
Canala	78	74,56
Faro	73,70	3,44
Houailon	72,30	71,61
Îles des Pins	90,30	58,87
La Foa	35,20	27,93
Maldou	58,30	33,31
Poya	44	52,10
Sarraméa	82,90	52,10
Thio	46,70	57,42
Yaté	83,80	82,29
Région des îles		
Maré	99,20	82,33
Lifou	99,10	67,99
Ouvéa	97,60	65,73

Notre graphique illustre la symétrie existant, dans dix des principales communes des trois régions désormais contrôlées par les indépendantistes, entre l'implantation de la population mélanésienne (et déclarée comme telle lors des opérations de recensement) et les scores réalisés par les listes indépendantistes du FLNKS et du LKS. Cette symétrie a même été accentuée, dans les régions Nord et Centre, par les suffrages recueillis par les listes contraires de l'OPAO, qui militait pour une indépendance multiraciale. Notre tableau établit la même comparaison pour chacune des vingt-huit communes de ces trois régions.

Même Nouméa la blanche...

De notre correspondant

Rapportés à la composition ethnique du corps électoral de chacune des régions, les résultats sont les suivants : dans la région nord, où les Mélanésiens représentent 70,40 % du corps électoral, les trois listes indépendantistes ont obtenu globalement - si l'on ajoute les voix obtenues par les centristes de l'OPAO à celles du FLNKS et du LKS - 68,12 % des suffrages exprimés tandis que la liste Rassemblement paix et coutumes (RPC) mise en place par le RPCR pour s'adresser uniquement aux canaques opposés à l'indépendance, n'a obtenu que 23,33 % des voix. Dans la région Centre où plus de 57 % des électeurs sont Mélanésiens, les trois listes indépendantistes ont obtenu 58,13 % des suffrages. Dans la région Sud englobant Nouméa, pour un corps électoral composé de moins de 10 % de canaques, les listes indépendantistes ont obtenu plus de 14 % des voix.

Dans ces trois régions, il apparaît donc qu'une fraction du corps électoral non mélanésien a aussi voté en

faveur des listes indépendantistes. Seules les îles Loyauté constituent un contre-exemple évident puisque le RPCR y a obtenu 28,05 % alors que les non-Mélanésiens ne représentent même pas 2 % de la population électorale. Il faut y voir les effets de la radicalisation du vote constatée sur l'ensemble du territoire au détriment des listes modérées et sans doute également les conséquences de la brutalité des méthodes des dirigeants locaux du FLNKS. Dans cette région des îles Loyauté, le RPCR enregistre toutefois un recul puisque le parti des anti-indépendantistes avait rallié plus de 30 % des électeurs loyalistes aux municipales de 1983.

Par rapport à ce scrutin municipal, la poussée de l'indépendantisme est aussi perceptible dans les trois autres régions : + 8,6 points dans la région Nord, + 15,8 dans la région Centre, et + 2,3 dans celle du Sud. Amer constat pour les opposants à l'indépendance.

L'examen des résultats de chaque bureau de vote permet de déceler avec précision la tendance du « vote canaque ». Il apparaît qu'en brousses les résultats varient suivant

le taux de mélanisation de la population communale, mais aussi suivant le bureau de vote de chacun des bureaux de vote. Ainsi à Koné, les listes du FLNKS et du LKS ont recueilli 59,73 % des voix sur l'ensemble de la commune, alors que dans les quatre tribus situées autour du chef-lieu le score des indépendantistes varie entre 84 et 99 %. Il a donc été pondéré par celui du bureau de vote de la tribu du village où sont inscrits tous les Européens y résidant. Le constat est identique à Kaala-Gomen où la tribu canaque a voté à plus de 97 % pour le FLNKS, tandis que dans le village, où sont rassemblés les électeurs européens, le RPCR parvenait à faire 36 % des voix. Autre exemple : à Pouébo où les deux mille onze électeurs sont à 70 % mélanésiens, les listes du FLNKS et du LKS ont obtenues 73,75 % des voix. Mais les trois tribus voisines du chef-lieu ont voté en moyenne, elles, à 95 % pour les listes indépendantistes. De même à Pouébo, où plus de la moitié des électeurs du village a voté à 51 % pour les listes opposées à l'indépendance tandis que les tribus des alentours votaient à près de 100 % pour les indépendantistes. Ainsi de suite...

Même Nouméa la blanche n'a pas échappé à cette arithmétique canaque avec plus de 11 % des votes indépendantistes pour seulement

5 % de Mélanésiens. Dure réalité pour les anti-indépendantistes qui, même s'ils sont encore majoritaires en suffrages, voient leur électorat se réduire irrémédiablement.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

● **Attaque d'une ferme en Nouvelle-Calédonie.** - Un groupe de douze Mélanésiens, du village de Moutoua, a attaqué, le lundi 30 septembre, une ferme isolée dans la chaîne montagneuse au nord-ouest de la Grande-Terre, selon le témoignage des victimes, recueilli mardi par la gendarmerie. Sous la menace des armes, les habitants de cette « station » d'élevage située près de Boyen (à plus de 300 km de Nouméa), la famille Martin, ont été contraints de remettre cinq fusils. Les agresseurs ont volé deux chevaux, puis mis le feu à deux maisons d'habitation et à un baraquement. Après s'être réfugiés dans la montagne, les victimes ont porté plainte mardi, a précisé la gendarmerie.

Une agression a été commise aussi, mardi, à Hienghène, sur la côte est (380 km de Nouméa), a-t-on appris de bonnes sources. Un coup de feu tiré par un inconnu a blessé un métis javanais habitant le village. (AFP.)

LE « GREENPEACE » VERS MURUROA

Filature en haute mer

A bord du *Greenpeace*. - Devant, à l'horizon, mollement allongées, les îles Marquises, comme des cachalots immobiles... Loins derrière, dans le sillage du remorqueur, une tête d'épingle qui grossit à vue d'œil. L'escorte de la marine française abandonne sa filature à distance et fonce droit sur le *Greenpeace*, pour identifier son poursuivant, le navire des pacifistes, comme à son habitude, fait demi-tour. Il est aussitôt imité par le bâtiment militaire. Le *Greenpeace* remet alors le cap sur l'archipel et l'escorte, oubliant toute discrétion - on peut lire son matricule F 729 - parvient à la hauteur du navire pacifiste. On dirait soudain que l'avis aux drapeaux tricolores, bardé de canons, et le remorqueur de haute mer, bannière arc-en-ciel déployée, se font la course.

En fait, la course est plutôt engagée contre la montre avec l'équipe de Gamma Télévision, qui avait rendez-vous avec le *Greenpeace* à une quinzaine de miles en large, hors des eaux territoriales. A la radio du bord, une conversation s'engage entre Gerhard Leopold, qui coordonne la campagne de Mururoa, et Philip Brooks, bloqué avec son cameraman français sur l'île principale d'Hiva-Oa : « La marine française empêche tout bateau de sortir du port, crie Philip. De tous les côtés, nous sommes pris de bateau. C'est que nous devons louer n'est plus disponible parce que le Yacht-Club, comme par hasard, aurait brûlé hier soir. Une histoire de fous ! » - « Pourquoi ne prenez-vous pas votre avion pour nous rejoindre tout de suite, enchaîne Gerd. Mettez des gilets de sauvetage et sautez. On vous repêchera dans la minute. Il ne plaisante pas, Gerd ne plaisante jamais. Philip Brooks le sait et explique que c'est impossible de sauter d'un avion comme leur Cessna, trop rapide, surtout avec des caméras !

Rendez-vous manqué

Les deux équipiers de Gamma TV décollent tout de même pour filmer la rencontre des navires. L'escorte et le remorqueur, qui jouent au chat et à la souris, se trouvent finalement presque à portée de voir. De la passerelle du *Greenpeace*, on aperçoit une brochette de marins en short, sur le pont arrière.

juste au-dessus du nom de l'unité : *Bahy*. La frégate double le *Greenpeace* et lui coupe ostensiblement la route. Jonathan Castle, le capitaine, très tendu depuis midi, actionne la corne de brume. Surtout, éviter l'éperonnage, et même l'abordage. Ce n'est pas le moment de compromettre une campagne qui n'a pas commencé. Les deux navires s'évitent mais ne se lâchent plus, cependant que le petit avion blanc tourne et retourne à basse altitude pour filmer la scène.

Le *Greenpeace* n'aura aucun contact radio avec le *Bahy*. En revanche, il reste en liaison permanente avec l'avion de Gamma TV. « C'est sûr pour cette fois », constate Philip Brooks, amer. Il va falloir trouver un autre moyen de vous rejoindre à Mururoa. Mais attendez-nous avant d'entreprendre quelque chose ! » Gerd sourit, puis se rembrunit : « Je suis obligé de constater qu'un pays dit démocratique envoie sa marine de guerre à l'avant d'un paillasse navire qui ne fait qu'emprunter les eaux internationales. Et il empêche la presse de faire son travail normal d'information, comme s'il avait quelque chose à cacher. Nous, nous n'avons rien à cacher. »

Mais il faut se quitter. Le petit Cessna doit rentrer à Tahiti avant la nuit, or il faut cinq heures de vol pour couvrir les 1 200 kilomètres. Militants de *Greenpeace*, observateurs et journalistes, tous regrettent ce rendez-vous manqué qui réduit considérablement les moyens de diffusion de l'information. Outre les caméramen, en effet, le petit bateau des Marquises devait amener un technicien sur le *Greenpeace* afin d'installer une antenne de transmission vidéo par satellite pour la diffusion d'images en direct ou presque. La marine française, puissamment relayée, semble-t-il, par les autorités locales, en a décidé autrement.

Le *Greenpeace* a donc mis le cap sur Mururoa, distant d'environ 1 200 kilomètres, soit deux jours et demi de navigation. Dans son sillage, toujours l'escorte *Bahy*. Au soleil déclinant, dans le miroir aveuglant de la mer, on l'aperçoit se détachant sur le fond sombre des montagnes. La marine française veille sur les Marquises.

ROGER CANS.

500 hommes... sur le qui-vive

(Suite de la première page.)

Une cellule de crise a été constituée au haut commandement avec pour nom de code « opération Caracaze », du nom d'un poisson de haute mer. Elle a pour mission de coordonner les différentes actions de surveillance maritime et de préparer la riposte réglementaire ou judiciaire qui pourrait être menée contre les navires contestataires. De leur côté, les militaires ont réuni, sous le nom de code « opération Mahi-Mahi », du nom d'une daurade du Pacifique, les différents moyens d'intervention susceptibles de s'opposer à l'action de *Greenpeace* dans les eaux territoriales qui bordent les atolls. « Une mission de persuasion, explique le vice-amiral, et pas de dissuasion ».

Outre les deux vaisseaux escorteurs *Ensigne de vaisseau Henry* et *Bahy*, les responsables de l'opération Mahi-Mahi disposent d'un bâtiment de transport léger, le *Dumont d'Urville* et de trois remorqueurs de haute mer dont le vieil *Hippopotame*, qua-

rante ans d'âge, qui n'en est pas à sa première campagne contre *Greenpeace*.

A Mururoa, un avion de surveillance marine *Gardien*, deux hélicoptères *Super-Puma* et trois hélicoptères *Alouette* se tiennent en alerte, tandis qu'un groupe de commando marine, deux gendarmes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), des éléments du 5^e régiment étranger et du régiment d'infanterie de marine du Pacifique pourront prêter main-forte.

A bord de chaque bâtiment de guerre, le vice-amiral Hugué a pris soin de faire embarquer des gendarmes maritimes officiers de police judiciaire qui seront habilités à constater l'infraction commise et à dresser procès-verbal aux contrevenants dans les règles de l'art. « Au total, explique le vice-amiral, environ cinq cents personnes, de quoi largement attendre une action de *Greenpeace* contraire aux ordres du président de la République. »

JACQUES ISNARD.

POUVOIRS
1985
34

L'Assemblée

L'Assemblée revisitée
ordre du jour
groupes
l'appareil
commissions législatives
commissions d'enquête
moyens d'action
les initiatives
relations majorité/opposition
lobbies
l'obstruction

dossier : sondage - statistiques

Publié avec le concours du C.N.R.S. **pu**

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

30 SEPT - NUMÉRO SPÉCIAL

LA « SÉCU » A 40 ANS !

TOUTE LA PROTECTION SOCIALE EST EN PÉRIL

UN DOSSIER PERCUTANT

Le Guide Pratique de l'Assuré Social

EN VENTE cette semaine chez de nombreux distributeurs et auprès des organisations de la C.G.T.

INSTITUT PRIVÉ
PIERRE SIMON DE LAPLACE

HAUTERIVE
89250 SEIGNELAY
Tel. (89) 47.70.57

INTERNAT
COURS DE VACANCES
Pâques - Été
Rattrapage intensif
Préparation aux examens

COURS D'ANNÉE
de la 8^{ème} à Terminales
initiation à l'informatique

Efforts réduits - Vie de Famille
Accueil au week-end
Équitation - Ski dans le Morvan

الاحداث

société

LE PROCÈS DES FAUSSES FACTURES DANS LA CONFECTION ASIATIQUE

Les banques sur la sellette

Banques en émoi. Au fil des heures, le ton est monté à la deuxième audience du procès, en correctionnelle, mardi 1^{er} octobre, de la fausse facturation dans la confection asiatique. On s'est séparé vers 19 heures, après un long débat.

Tout commence pourtant tranquillement, ce 1^{er} octobre vers 11 h 30, à la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. La cour examine sur le fond le dossier de la première filière démantelée à partir d'un contrôle effectué dans un atelier clandestin. Vingt-sept inculpés, dont cinq actuellement détenus. Parmi eux, cinq sont cadres ou employés à la SOFICAM et un Crédit commercial de France. Ces deux organismes sont déclarés « civilement responsables ».

A la barre, défient d'abord des faussaires d'origine asiatique. Avant leur inculpation, ils tenaient un atelier où ils travaillaient jour et nuit pour satisfaire les commandes de prêt-à-porter. Pour payer les heures supplémentaires à leurs ouvriers, ils recouraient aux fausses factures. C'est du moins ce que la plupart de ces inculpés reconnaissent. La fausse facture leur permettait de ne pas payer la TVA. L'économie réalisée, pour partie, restait dans leur poche et, pour partie, rémunérait les heures supplémen-

taires. La somme ainsi dissimulée au fisc atteint plus de 60 millions de francs sur deux ans.

Ces modestes faussaires, au fil de leurs dépositions, mettent en cause des « intermédiaires » de taille. Ainsi M. Chau Phat, un réfugié vietnamien âgé de quarante-trois ans, inculpé et détenu, est-il cité à maintes reprises. Il serait l'intermédiaire entre diverses sociétés mères au trafic et le « cerveau » de l'affaire. Nul ne semble douter de l'identité de ce « patron ». Il s'agit de M. Ngo Gao Men, un Cambodgien de trente-quatre ans. Le président, M. Francis Bruty, interroge les uns et les autres, dont un proche de M. Ngo, M. Nguyen Xuan, cambodgien, détenu.

Pots-de-vin

Inaisissable M. Ngo, toujours en fuite et sous le coup d'un mandat d'arrêt. On tourne autour du pot. Mais on découvre le rôle joué par M. Nhan Tong. Ce dernier, Français d'origine vietnamienne, âgé de cinquante-huit ans, est un « gradé » de banque, mais non un cadre, selon les termes de la convention collective. Il animait, jusqu'à son inculpation suivie d'une mise en détention, une antenne de la SOFICAM située aux Olympiades, en plein treizième arrondissement asiatique. Sa direc-

tion l'avait nommé là pour, comprend-on, drainer la clientèle spécifique de ce quartier.

M. Nhan Tong est accusé d'avoir abrité des « comptes taxis ». Ces comptes ont été ouverts par des sociétés émettrices de factures de complaisance. On reproche également à M. Nhan Tong d'avoir touché des pots-de-vin. Face à ces questions, M. Nhan Tong a du mal à tenir en place. Encadré de ses gardes, il presse la cour de l'entendre. Il obtient finalement gain de cause. L'audience bascule alors sur un autre terrain plus polémique : celui de la responsabilité bancaire dans le trafic.

Certes, M. Nhan Tong se présente comme un « commercial » soucieux du développement de son bureau. Les sociétés clientes qu'il tient à la SOFICAM pour d'autres établissements plus attrayants. Pour faire face à la concurrence, M. Nhan Tong n'a pas hésité à accueillir des sociétés facturières. Il a bien constaté une anomalie dans le fonctionnement de leurs « comptes taxis » : dépôts de chèques suivis de retraits d'espèces, peu de virements et de traites, des décaissements excessifs. M. Nhan Tong en a informé, en son temps, son supérieur direct, M. Jean-Charles Paté, alors directeur de l'agence mère « Matignon ».

Ainsi, M. Nhan Tong, arguant de son modeste rang de gradé sans pouvoir de décision, met-il en cause sa

hiérarchie. M^{me} Catherine DeFrance, une des employées de la SOFICAM inculpée elle aussi, confirme à la barre le rôle joué par M. Nhan Tong et l'existence de « comptes taxis ». Elle déclare aussi avoir informé M. Paté de l'existence de ces comptes « bizarres ». Ce 1^{er} octobre, M. Paté, inculpé, « ne se souvient plus ». Il a, depuis les faits, quitté la banque pour se retirer, à quarante ans, dans une communauté religieuse. Ces trois salariés de la SOFICAM ne sont pas seuls sur la sellette. Sont également inculpés, pour des faits voisins, MM. Jean-Patrice Cheval, trente-six ans, et Jacques Desgardin, cinquante-trois ans, respectivement directeur et adjoint à l'agence Temple du Crédit commercial de France. Ces cinq personnes, selon l'avis du juge d'instruction, M. David Peyron, ont requis le substitut, M. Alain Blanchot, ne pouvant pas ignorer le fonctionnement anormal des « comptes taxis ». Ils auraient dû les détecter, ce qu'ils n'ont pas fait.

Mais que comprend-on par « anormal » ? Pour préciser cette notion qu'aucune loi ne définit, le président, M. Bruty, entend l'un des experts désignés par le juge d'instruction, M. Maurice Colin, expert financier auprès de la cour d'appel de Versailles. Un compte commercial qui réalise près de 95 % de ses opérations en remises de chèques et décaissements est « anormal ». C'est un « taxi ». M. Colin dit tout cela nettement. Il précise avoir assisté des officiers de police judiciaire lors de diverses investigations bancaires liées à l'instruction — perquisitions et auditions. Pour lui, « un banquier ne peut s'opposer à un retrait en espèces ». Mais il lui semble « admis, selon la jurisprudence, qu'un banquier arrête un compte quand ce dernier fonctionne anormalement. Les « comptes taxis » sont rentables pour les sociétés impliquées et pour les banquiers ».

C'est trop pour les avocats défendant les responsables des banques et représentant les intérêts de ces organismes. Le tollé est général. « L'expert peut-il dire quel est le profit que le Crédit commercial de France a tiré de ces opérations ? », lance M^{me} Mario Stasi, défenseur d'un des inculpés du Crédit commercial de France. Non, répond en substance l'intéressé. Entre les avocats et M. Colin c'est un tir croisé de questions. A la cour de juger.

DANIELLE ROUARD.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Le droit à l'oubli de M. Susini

Pour M. Jean-Jacques Susini, les barrières d'Alger et l'époque trouble de l'OAS sont bien loin. Aussi s'est-il insurgé contre les articles parus au mois de janvier 1984 dans le Canard enchaîné et le Matin de Paris et consacrés à l'avant-dernière étape de la procédure criminelle relative à l'enlèvement du trésorier de l'OAS Raymond Gori à Malakoff, le 20 décembre 1968.

Après avoir cheminé entre quatre cabinets d'instruction, puis séjourné longtemps au parquet, le dossier venait enfin d'être déposé sur les bureaux de la chambre d'accusation de Paris : quinze ans après les faits, cette juridiction devait dire si les huit personnes inculpées d'arrestation illégale et recel de cadavre ou de complicité devaient être renvoyées devant la cour d'assises.

En attendant la décision qui se traduira par un complément d'information, les deux journaux ont décrit les méandres de l'affaire en citant les inculpés et M. Susini lui-même, qui se considère alors comme diffamé par ces rappels à la fois juridiques et historiques.

Lundi 30 septembre, devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris, les conseils de M. Susini semblaient scandalisés que les journalistes aient pu se procurer le réquisitoire définitif du parquet et s'en inspirer pour compléter les informations rassemblées en leurs archives. « Ce n'est pas la table des Dix Commandements », protesta M^{me} Francis Tissot, en s'insurgeant contre ce qu'il considère comme une violation du secret de l'instruction ayant pour origine « l'agrément de certains magistrats » ; de plus, l'avocat insistait longuement sur le principe de la présomption d'innocence.

Pour les chroniqueurs judiciaires cités comme témoins, l'obligation du secret, à ce stade ultime, est une notion désormais dépassée et le réquisitoire définitif constitue « une synthèse, un document précis, utile à voir même « indispensable », même si certains estiment que « ce n'est pas la Bible ». Mais, quelles que soient les sources, le rappel complet d'une affaire avant une audience importante est un devoir sacré pour Frédéric Pottecher. « Il ne faut pas se payer de mots », s'exclama le célèbre chroniqueur avant de lancer, sur le ton de l'évidence : « il y a une raison aux poursuites ! ».

Toutes les recherches entreprises depuis, notamment à la demande de la famille Le Roux, sont restées vaines. Les soupçons s'étaient notamment portés sur son ancien amant, alors avocat au barreau de Nice, M^{me} Jean-Maurice Agniet, quarante-six ans, qui fut inculpé d'homicide volontaire le 5 août 1983 et incarcéré le 8 août.

Condamné le 17 février 1984 pour complicité d'achat de vote, M^{me} Jean-Maurice Agniet avait alors été remis en liberté, mais restait inculpé d'homicide volontaire (le Monde daté 5-6 février 1984).

MARC PORTEY.

L'affaire du Palais de la Méditerranée

ORDONNANCE DE NON-LIEU APRÈS LA DISPARITION D'AGNÈS LE ROUX

Une ordonnance de non-lieu a été signée, lundi 30 septembre, par le juge d'instruction chargé du dossier de la disparition d'Agnes Le Roux, la fille de l'ancien président-directeur général du Palais de la Méditerranée de Nice.

Agnes Le Roux, alors âgée de vingt-neuf ans, avait disparu en novembre 1977. Quatre mois plus tôt, elle avait voté contre les intérêts de sa mère lors de l'assemblée générale des actionnaires du Palais de la Méditerranée, permettant ainsi au concurrent de l'établissement, le casino Ruhl, alors dirigé par Jean-Dominique Fratoni, d'en prendre le contrôle.

Toutes les recherches entreprises depuis, notamment à la demande de la famille Le Roux, sont restées vaines. Les soupçons s'étaient notamment portés sur son ancien amant, alors avocat au barreau de Nice, M^{me} Jean-Maurice Agniet, quarante-six ans, qui fut inculpé d'homicide volontaire le 5 août 1983 et incarcéré le 8 août.

Condamné le 17 février 1984 pour complicité d'achat de vote, M^{me} Jean-Maurice Agniet avait alors été remis en liberté, mais restait inculpé d'homicide volontaire (le Monde daté 5-6 février 1984).

EN BREF

● **Grève nationale des personnels administratifs des prisons** — Les personnels administratifs des prisons ont observé, mardi 1^{er} octobre, une grève de deux heures, à l'appel de tous les syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO et Syndicat national des personnels pénitentiaires et de justice). Selon les syndicats, ces personnels qui s'occupent de la gestion et du fonctionnement des prisons réclament une prime de sujétion analogue à la prime de risque perçue par les personnels pénitentiaires et s'estiment lésés par le budget du ministère de la justice pour 1986 qui, selon eux, ne prévoit aucune amélioration de leur situation.

● **Trafic d'hérisse dans l'Yonne** : huit personnes écrouées. Huit personnes, dont une jeune femme, âgées de dix-neuf à trente-

deux ans, viennent d'être inculpées pour « trafic, usage et détention de stupéfiants », et écrouées après le démantèlement d'un réseau d'hérisse, à Avallon (Yonne) et dans les environs.

Il s'agit du fournisseur parisien, Philippe Doure, vingt-deux ans, agent PTT à Paris, du revendeur principal, Claude Marais, vingt-deux ans, sans profession et de Thierry Hernandez, livreur, son frère José, sans profession, demeurant tous deux à Avallon. Pascal Nolot, soudé à Avallon, Philippe Pestel, cuisinier, de Marigny-l'Église (Nièvre) et de Thierry Lequerrec : tous ont été écroués à la maison d'arrêt d'Auxerre. Enfin, Christine Vilain, dix-neuf ans, sans profession, domiciliée à Avallon, a été transférée à la prison de Dijon.

● **Incendie de la rue Labat** : information contre X. — Le parquet du tribunal de Paris a ouvert une information contre X pour destruction et détérioration volontaires d'objets et biens immobiliers par le fait d'un incendie ayant entraîné la mort de plusieurs personnes et pour coups et blessures volontaires après l'incendie du 13, rue Labat (le Monde du 2 octobre).

Neuf personnes sont mortes et vingt-cinq ont été blessées dans cet incendie dont l'origine pourrait être criminelle : un bidon de « white spirit » a été retrouvé. En attendant les résultats de l'enquête, les locataires de cet immeuble vétuste — qui exigeait des travaux de réfection depuis longtemps — mettent en cause les copropriétaires de l'immeuble et le syndicat.



formelle, la met au service de vos affaires. Les micro-ordinateurs Olivetti, c'est plus de rapidité dans le traitement des données, c'est un écran à haute résolution graphique, c'est une compatibilité parfaite avec une gamme quasiment infinie de logiciels, c'est une large gamme de périphériques, c'est enfin une assistance commerciale et technique complète. Toute la presse et les téléspécialistes. Cette maîtrise technologique, Olivetti, leader européen de l'in-

MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI.

EN FORMULE 1 COMME DANS LE MONDE DES AFFAIRES, UNE MEME VOLONTÉ: ETRE PLUS EFFICACE.

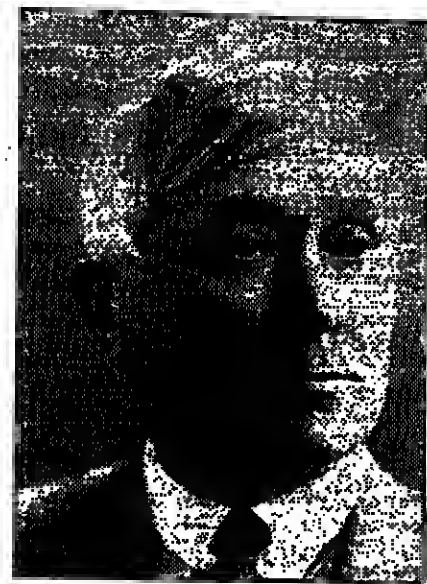
olivetti



ماهرات العمل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



Maeterlinck blues

L'UNIVERS, LES ENFANTS, LES LIVRES

Un jour, l'auteur de Pelléas et Mélisande retrouvera ses lecteurs: Un jour, on rééditera les Souvenirs de Georgette Leblanc. La pièce Intérieur, mise en scène par Claude Régy au Festival d'automne, invite à se pencher sur un oubli.

UNE pièce de Maurice Maeterlinck, *Intérieur*, est jouée à présent au Théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis, mise en scène par Claude Régy.

Cela constitue un événement de première grandeur. Car, mise à part cette nouvelle manifestation de l'art de Claude Régy, dont nous rendrons compte par ailleurs, il est de fait que le théâtre de Maurice Maeterlinck, l'un des plus beaux qui soient, est résolument délaissé.

Le public français, et même belge, n'a accès qu'à *Pelléas et Mélisande* qui porte la marque de Claude Debussy, défigurée par une musique que Maeterlinck n'appréciait pas, par l'ensemble des images propres au genre de l'opéra, notamment par l'apparence physique des artistes et le style des décorations, si souvent moyenâgeux, mystérieux, nocturne, tout à fait contraire aux intentions de Maeterlinck.

Georgette Leblanc, la sœur de Maurice Leblanc (l'auteur d'*Arsène Lupin*), partagea la vie et la création de Maeterlinck de 1895 à 1918, et dirigea elle-même, le 28 août 1910, une mise en scène de *Pelléas*, la pièce originale, dans les ruines et les parcs de l'abbaye de Saint-Wandrille, qui, d'après tous les témoins, touchait au sublime. Elle nous dit, dans ses *Souvenirs*, que la seule tentative fidèle à l'éclairage que Maeterlinck avait prévu pour *Pelléas* fut réalisée à Boston, en décembre 1912, un éclairage franc, dégagé - mais c'était l'opéra de Debussy, non la pièce.

Sauf cet opéra, les chefs-d'œuvre dramatiques de Maeterlinck ne se sont jamais joués en France, pas même *l'Oiseau bleu*, qui, après sa création à Moscou le 30 septembre 1908, dans une mise en scène de Stanislavski, fut un triomphe mondial.

Mais des pièces comme *la Princesse Maleine*, les *Aveugles*, *Ariane et Barbe-Bleue*, *Monna Vanna*, le *Sel de la vie*, le

Miracle des mères restent négligées, et une œuvre extraordinaire comme *la Révolte des arbres* n'a pas même trouvé d'éditeur - pièce très curieuse et attachante, qui met en scène, comme *l'Oiseau bleu*, des enfants: après avoir tenu un conseil de guerre avec des enfants qui vivent dans une cabane, les arbres de la forêt assiègent le maître du château, qui a décidé de les abattre. Mais la révolte échoue.

Il faut reconnaître que Maeterlinck n'a pas été étranger, dès l'écriture de ses pièces, à l'abandon de son théâtre, puisque - comme le raconte Georgette Leblanc, elle-même grande cantatrice, actrice, et metteur en scène - il détestait le théâtre, son climat, ses commanditaires, ses coulisses, et l'absence de simplicité et de naturel des spectacles. Il n'a supporté que les représentations de *l'Oiseau bleu*, parce que c'était joué par des enfants, qui ne truquaient pas.

Quand Georgette Leblanc rencontra Maeterlinck, les quelques poèmes et pièces qu'il avait déjà écrits étaient, dans l'ambiance du symbolisme, défigurés. « On entourait, dit-elle, les choses d'un mystère artificiel, on avait prêté des intentions profondes à un balai mécanique. » Elle nous dit que Maeterlinck « n'aimait que les murs blancs, les chambres claires, tout ce qui est net. »

Même lorsque *Pelléas* fut joué à Saint-Wandrille, tout a fait selon ses vœux, il ne fut pas content, parce que, la nuit, les étoiles, dans ce grand décor naturel, et les sautes de vent, les cris imprévus des oiseaux de nuit, c'était trop secret, trop ténébreux pour lui, et dès la dernière réplique il se mit à tirer des coups de fusil dans les allées, sous les volutes, pour faire déguerpier acteurs et spectateurs.

Il aimait les sports, l'escrime, la natation. C'était un fanatique de la motocyclette. Il était très gourmand.

La première fois qu'il vint chez Georgette Leblanc, à Bruxelles (elle était de Rouen, mais alors elle chantait à

l'Opéra de Bruxelles), la servante, à 5 heures, apporta un plateau de thé.

« Mais je ne suis pas malade, dit Maeterlinck, consterné. Chez nous, on ne prend du thé que lorsqu'on est malade. »

La servante courut chercher du porto, en marmonnant: « Je suis sûr que Monsieur préfère converser avec Madame, qui est aussi une philosophe. »

Plus tard, quand Maeterlinck et Georgette Leblanc furent installés à Paris, dans une villa qui donnait dans la rue Pergolèse, la cuisine laissait à désirer, Georgette Leblanc ne savait pas cuire un œuf. Chaque fois que c'était vraiment trop immonde, Maeterlinck prenait son chapeau, montait en voiture ou en motocyclette, et filait illico chez sa maman, à Gand, qui lui faisait de bons petits plats.

Prix Nobel en 1910, Maurice Maeterlinck a été l'un des plus grands écrivains de son temps, et, jusqu'à la guerre de 1940, l'un des plus lus dans le monde entier.

Il n'a pourtant jamais publié un roman ou un récit, seul genre, d'habitude, à gagner une telle audience universelle (*Don Quichotte*, *la Guerre et la Paix*, etc.).

Il est un cas à part. En 1889, à vingt-sept ans, il écrivit, à quelques exemplaires, une plaquette de poèmes, *Serres chaudes*, et une pièce de théâtre, *la Princesse Maleine*, qu'il imprima à trente exemplaires avec de l'argent que sa mère distrairait des dépenses du ménage.

Maeterlinck envoya un exemplaire à Stéphane Mallarmé, qui, par l'intermédiaire du dramaturge Paul Hervieu, fit passer cet exemplaire au romancier Octave Mirbeau, journaliste au *Figaro*. Le 24 août 1890 paraît à la première page du *Figaro* un grand papier de Mirbeau: « M. Maurice Maeterlinck nous a donné l'œuvre la plus géniale de ce temps. » Maeterlinck est lancé.

Il traduit des œuvres philosophiques, les *Noces spirituelles*, de Ruysbroeck, et *Fragments*, de Novalis, il écrit des « petits drames pour marionnettes », dont cet *Intérieur* que monte aujourd'hui Claude Régy, puis c'est la rencontre avec Georgette Leblanc et la parution, en 1896, du premier des grands livres de Maeterlinck, *le Trésor des humbles*.

Ces livres, *la Sagesse et la Destinée* (1898), *la Vie des abeilles* (1901), *le Temple enseveli* (1902), *le Double Jardin* (1904), *l'Intelligence des fleurs* (1907), et tant d'autres, jusqu'à *la Grande Porte* (1939), participent tous d'une même obsession, que l'on pourrait à très gros traits définir ainsi: Maeterlinck pense, ressent intimement, que notre conscience d'être humains, que notre vie, ne sont pas circonscrites dans notre corps, dans nos pensées et notre mémoire, dans les faits que nous traversons de notre naissance à notre dernier souffle.

Maeterlinck ne s'attache qu'à explorer, et qu'à essayer de décrire en termes clairs, quelque chose qui est présent et qui respire à toutes les secondes et dans tous les atomes du temps et de l'espace. C'est ce qui le conduit à observer les phénomènes des insectes, des animaux, des plantes, des minéraux, mais aussi toutes les manifestations médiumniques et de survivance, de communication avec les absents et les morts, tout cet immense ensemble d'événements ne faisant qu'un, pour lui, avec par exemple le geste simple d'un enfant qui rompt un morceau de pain à table.

Mises à part quelques observations personnelles sur une araignée d'eau, les abeilles, et certaines fleurs sauvages, Maeterlinck n'a pas découvert par lui-même les innombrables phénomènes qu'il raconte, il s'est en termes stricts ni un savant ni un philosophe, mais l'audience universelle que ses livres ren-

contrèrent de 1900 à 1940 a tenu à ce que tous ces faits, qu'il réunit en un seul faisceau dans ses livres, soient montrés et expliqués par lui dans une langue d'une transparence, d'une simplicité, d'une beauté, et surtout, peut-être, d'une liberté et d'une « familiarité » proprement miraculeuses.

Et c'est cela qui rend inexplicable, aussi, l'abandon de Maeterlinck de nos jours (ses livres, non réédités, sont introuvables), alors qu'aujourd'hui encore, et peut-être plus que naguère, ils passionneraient le grand public, ne serait-ce que son livre *la Mort*, qui « alderait », comme il l'a fait dans son temps, les gens à passer « la grande porte », tandis que, comme l'a dit Napoléon, que Maeterlinck cite dans ce livre, « il y a longtemps que les médécins et les prêtres rendent la mort douloureuse ». Maeterlinck fut excommunié pour avoir écrit ce livre.

Tout porte à croire que l'œuvre de Maeterlinck retrouvera ses lecteurs, que ses livres seront réimprimés. Et l'on republiera aussi le merveilleux livre, *Souvenirs*, de Georgette Leblanc, qui était paru en 1931, qui fut mal compris à l'époque parce que des esprits mesquins voulurent y voir les rancunes d'une compagne abandonnée, alors que jamais peut-être les pensées et les actes d'un écrivain de génie n'ont été transmis de si près, et avec tant d'amour, par une femme. Et ce livre en même temps est d'une actualité évidente, car il prouve, sans la moindre prétention, à quel point, au jour le jour, la femme « écrit » l'œuvre de son mari, tout autant que lui. Il est surprenant qu'une maison comme les éditions Des Femmes n'ait pas encore réimprimé ce livre admirable.

Espérons pour l'instant que la mise en scène d'*Intérieur* par Claude Régy va relancer l'attention d'un public un peu étendu pour la personne et l'œuvre de Maurice Maeterlinck.

MICHEL CURNOT.

Les Lumière

CULTE ET CONTESTATION

À tout seigneur tout honneur, c'est à Lyon que l'on célèbre le quatre-vingt-dixième anniversaire du septième art, en souvenir d'Antoine et de Louis Lumière. Mais ce dernier a-t-il vraiment inventé le cinéma ? Léo Sauvage joue les iconoclastes.

P ARMI ses hommes illustres, Lyon compte Antoine Lumière et ses fils, Auguste et Louis, ce dernier ayant conçu l'engin technique permettant la prise de vues et la projection de photographies animées. Lyon n'a pas de cinémathèque, mais on y sent une demande importante de films de répertoire. D'où les programmes divers de l'Institut Lumière - directeur Bernard Chardère, président Bertrand Tavernier, - dont par ailleurs la vocation est de devenir un centre de recherches et de documentation à l'usage des étudiants. Au lycée Louis-Lumière, une option cinéma existe pour le baccalauréat. L'enseignement du cinéma se fait à l'université.

L'Institut développe donc ses possibilités: médiathèque (cassettes pour visionnage de films), bibliothèque et dossiers mis en ordre par Raymond Châret, sonothèque. A partir du mois d'octobre, des projections ont lieu du mardi au vendredi, à 17 h. Un cycle d'une quarantaine de films, « De Lumière à Duvivier », est

organisé. Logée à l'Institut - l'ancienne villa d'Antoine, dans le quartier Monplaisir, - la Fondation nationale de la photographie poursuit ses activités sous la responsabilité de Sonia Bove. On montre des expositions, on les fait tourner. Chez Lumière, photographie et cinéma se sont donnés le main, ce qui, après tout, est bien normal.

Et si l'on y bouge beaucoup, ces temps-ci, c'est qu'il faut célébrer le quatre-vingt-dixième anniversaire du « cinématographe Lumière ». Célébration qui aurait été plus fastueuse sans les restrictions budgétaires de 1985. Pourtant, malgré des moyens modestes, l'exposition est une fois le cinématographe, déjà montrée au Festival de Cannes et à Lyon, s'en va, en octobre, au Festival du cinéma muet de Portofino, près de Venise, puis à Rio-de-Janeiro, avant de monter, en décembre, à Paris, à l'Hôtel Scène, là où, le 28 décembre 1895, les images s'animaient au

sous-sol de ce qui était le Grand Café. Autre aspect de la fête: du 8 au 11 novembre, un hommage à Marcel Carné est prévu, en sa présence.

Et puis il y a les livres.

A tout seigneur, tout honneur, voici les *Lumière*, de Bernard Chardère, avec le concours de Guy et Marjorie Borgé, deux photographes lyonnais, collectionneurs de documents anciens (1). Bernard Chardère raconte le « roman bourgeois » de la famille Lumière, dont le berceau fut en Haute-Saône. Les ancêtres, les origines sociales, l'ascension d'Antoine, enrichi grâce à la fabrication de plaques photographiques, les dons d'Auguste et de Louis, frères très unis, bricoleurs et chercheurs. Louis devait être crédité de la naissance du cinématographe, qui engendra le cinéma, mais Chardère indique au passage, les travaux d'autres inventeurs à travers le monde sur ce qui était dans l'air du temps. On suit avec plaisir tous les épisodes de cette saga familiale. A Lyon, Lyonnais et demi. Et enfin des documentations pesantes, l'album passionné par sa vivacité, sa clarté, par la jubilation de l'auteur devant une telle réussite qui n'appartient pas seulement à l'art. Les reproductions photographiques - avec certains

autochromes dont les couleurs enchantent - sont superbées.

Le journaliste Léo Sauvage, qui, depuis longtemps, s'est fait, sur l'invention lyonnaise du cinéma, une réputation d'anticonformiste, lance, en même temps, sa bombe. Il écrit un livre, *l'Affaire Lumière* (2), dans lequel il démolit, avec une féroce à peine tempérée par les nécessités de l'érudition, la mythe de cette invention et ramène à Louis Lumière en France et à Thomas Edison aux Etats-Unis. En fait, Léo Sauvage s'en prend surtout à Louis Lumière, auquel il conteste tout ce qu'on lui a attribué ou qu'il s'était attribué lui-même.

Chardère retracait le cheminement d'une affaire familiale et l'éclosion d'une découverte. Sauvage jette à bas les statues, massacre un homme et sa réputation selon lui abusive. Lui ne se dit pas historien mais enquêteur. Fort de ses dossiers, tellement garnis que la tête vous en tourne, il veut faire rendre justice à tous les vrais inventeurs que Louis Lumière aurait écartés: Joseph Plateau, Emile Reynaud, Edward Muybridge, Étienne-Jules Marey, Léon Bouly, Jean Aimé Le Roy, Friese-Graana, Augustin Le Prince, d'autres encore. La seconde bête noire, Thomas Alva Edison se faisant ériger avec tout de même quelque ménagement.

CINÉMATOGRAPHE
de M. Lumière
CARTE D'ENTRÉE

Les séances ont lieu tous les jours et les dimanches et fêtes de 2 heures à 6 h 1/2 et de 8 h 1/2 à 10 h 1/2.

C'est toujours à Louis Lumière et aux « luméristes » que s'attache Léo Sauvage. L'homme et qui n'a pas inventé le cinéma est pris en flagrant délit de contre-vérité, d'impudeur dans la gloire nationale. Tout en reconnaissant que Georges Sadoul fit mention, dans ses ouvrages d'historien, des recherches et découvertes ayant précédé la fabrication et la mise en service de l'appareil Lumière, Sauvage le justifie lui reproche d'avoir tourné autour du pot et ménagé, tout en n'étant pas dupe, le personnage qu'il avait rencontré à la fin des années 40. Lo Duca et Maurice Bessy, admirateurs de Louis Lumière, en prennent aussi pour leur grade.

On ne refuse pas un ouvrage polémique assez brillamment ancré, même si les « révélations » de Léo Sauvage n'ont plus un caractère exceptionnel. On sait, depuis longtemps, que l'invention du cinéma fut une aventure mondiale. Léo Sauvage aurait pu se contenter d'analyser les origines du mythe organisé, selon lui, par

G. Michel Coissac, « historien officiel de Louis Lumière » en 1925. Et de dépasser les tailles de l'idéologie nationaliste. A trop taper sur la même clou, il indispose. Sa hargne ne lui fut pas bonne conseillère. Le meilleur de son livre est, en fait, l'étonnante chapître consacré à Georges Méliès. La manuscrit de *l'Affaire Lumière* fut, précise l'auteur, refusé par de nombreux éditeurs depuis 1877. Ironie du sort: celui qui s'en est enfin chargé va rééditer, en novembre, l'indispensable Louis Lumière de Georges Sadoul, l'essociant, dans un seul ouvrage, au Georges Méliès du même auteur. Alors, on pourra faire, vraiment, le point.

JACQUES SICLIER.

(1) *Les Lumière*, par Bernard Chardère, Guy et Marjorie Borgé. Ed. Payot, Lausanne, et Bibliothèque des arts, Paris. 224 p., ill., 396 F.
(2) *L'Affaire Lumière - Enquête sur les origines du cinéma*, par Léo Sauvage. Ed. L'Herminier, collection « Le cinéma et son histoire ». 248 p., ill., 148 F.



Golfe-Juan, août 1948.
Picasso et Françoise Gilot.

Robert Capa

LA PHOTO HUMANISTE

Il était connu comme le photographe de la guerre, le reporter-martyr. Une monographie posthume, accompagnée d'une exposition, vient donner de Robert Capa une tout autre image.

ROBERT CAPA était connu comme photographe de guerre : il « couvrit » successivement la guerre d'Espagne en 1936 et 1937, l'invasion de la Chine par les Japonais en 1938, la seconde guerre mondiale, la guerre d'indépendance d'Israël en 1948-1949 et, enfin, la guerre d'Indochine, où il trouva la mort, le 25 mai 1954, à l'âge de quarante ans, laissant pour dernière photo — numéro 11 du rouleau noir et blanc — celle d'un champ, sur la route de Thai-Binh, où des soldats français avançaient vers une position des Vietminh. Un soldat parmi eux porte un détecteur de mines.

Robert Capa est entre les soldats : il disait toujours à ses amis photographes, quand ceux-ci se plaignaient de rater des photos, qu'ils n'étaient pas « assez près ». Et, à cet instant, Capa photographie ce champ, avec ce fossé sur la droite, ce fossé qu'il va franchir dans quelques minutes, ce fossé où se trouve une mine sur laquelle il va sauter. Mais, auparavant, il reprend le même photo en couleurs : la

photo de l'espace qui va accueillir sa désintégration. Ça, c'est la petite histoire d'un grand mythe, l'histoire vertigineuse et axémiplaire (tout autant que le suicide de Diana Arbus) d'un photographe pris au piège de son système ; une grille à opposer sur l'œuvre, une fois pour toutes, à la fois pour l'authentifier, la promulguer, et la fausser par réduction, par une sorte de cristallisation-hérisson.

Un album, présenté par le frère du photographe, Cornell Capa, avec de nombreuses photos inédites ou méconnues, et qui sort ces jours-ci en France grâce aux bons soins de l'éditeur Sylvie Messinger, vient à temps dessiller l'œilleux univoque du reporter-martyr pour nous faire découvrir un grand photographe humaniste, souvent drôle et tander dans sa façon de participer aux événements.

C'est cela en tout premier lieu, avant de photographier, pour pouvoir photographier, que fait Capa : il participe. Un assez grand nombre de photographes en sont

empêchés, derrière leur viseur, dans leur chambre d'hôtel ou recueils dans une conception esthétique qui a pris la force et la rigueur, en effet, jusqu'au point où ça ne peut plus être net, il embrasse les folies, il a l'insigne dans le flux des manifestations, il semble faire corps avec ceux qui l'ivrent leurs poings, et il devient l'espion interne à un congrès quand ce sont des saluts fascistes qui se dressent sur lui, on dirait qu'il s'abaisse tout à coup pour se dissocier du groupe et mieux accentuer sa violence.

S'il surgit au milieu d'une grève, c'est en même temps au milieu de la nuit, sous et oiseau, il prend le risque, il fait de la résistance avant de faire de la photographie, et ce n'est qu'un point de vue juste qu'il cherche en se tapissant dans une tranchée, sur le front de Cordoue, pour saisir au vol son enjambement par des enarichistes. Dans la menace d'une alerte aérienne ou d'une émeute, ses images deviennent striées par la vitesse, chaloupées : il court avec son appareil sur les

yeux, il est comme un pêcheur qui lance quand même son filet dans la tempête. Quand les sirènes se serrent tues, il partagera la fatigue frileuse, l'épuisement et la patience des sans-abri.

Et les choses auxquelles Capa nous fait participer, c'est vrai, sont terribles : on voit des enfants qu'on va devoir amputer, des cadavres dans la neige, des parachutistes électrocutés, des crânes fracassés sous leurs bandesaux, des flammes de sang partout, des adolescents hâtivement enfournés dans des cercueils disjointes. Capa n'est pas le voyeur de l'honneur, comme Weegee qui faisait ses rondes de nuit reliées à la police, il est le compagnon du destin. Tous jours dans le camp des victimes : tout juste si leurs larmes ne jettent pas de petites taches de buée sur son objectif.



Haïti, mai-juin 1949, immigrants turcs.

Capa ne prend pas le temps de compter sur leur sort : il enterre les morts et reprend la route des vivants, il se met au pas des réfugiés. Il vit ces choses et nous les fait vivre plus comme un cinéaste, que comme un photographe : en séquences, en mouvement dans l'histoire — celles du débarquement américain ou de la libération de Paris — inventant des temps forts et remués qui ne sont pas figés par la composition.

Mais Capa n'aurait malgré tout développé qu'un tic photographique s'il n'avait été que le spécialiste de la proximité, de la participation et du mouvement. Ces techniques se sont appliquées à un grand projet, qu'il a peut-être lui-même ignoré mais pressenti : tant il est insoupçonnable chez un homme d'image : il a photographié une qualité humaine, le courage. Et il a eu l'audace, à Cher-

tres, le 18 août 1944, de situer le courage du côté des femmes tondues que la foule traînait dans le cortège de sa haine.

Cette monographie posthume est pleine de bons signes qui renseignent sur l'homme Capa. Il est singulier, par exemple, que ce soit lui, parmi de si innombrables clichés, qui ait pris la photo la plus joyeuse de Picasso. Ou qu'il ait tenu, à deux reprises, sur deux tournages différents, à Hollywood, en 1946, à photographier Ingrid Bergman, cette actrice si humaine, si paisiblement sensuelle. Car, entre les temps forts des guerres — c'est aussi ça la bonne surprise du livre — Capa reprendrait souffle et détente dans des photos posées, presque humoristiques : des snobs à des terrasses de café, des femmes de champs de courses, des bamboules autrichiennes.

Sans vraiment juger ni critiquer (les « croquis » auraient pu être plus féroces, comme l'étaient ceux de Cartier-Bresson aux réceptions de l'Académie), il se construisait son versant de paix. Mais il était bien sûr « ailleurs », et c'est merveilleux de voir incorporée et acceptée dans son œuvre, entre ses brûlés vifs et ses guéules cassées, mais sans grimacer ni fausse note, la féerie d'un feu d'artifice qui, le soir du 14 juillet 1952, éclaira à contrejour les dîners de la Tour d'Argent, protégés par une baie vitrée des flammèches et des faux-follets qui ne sont pas sans rappeler les retombées des grenades.

HERVÉ GUBERT.

* Robert Capa photographie, aux éditions Sylvie Messinger, 450 F. Les photos du livre sont exposées à la galerie FNAC-Forum (Forum des Halles, 75001 Paris) jusqu'au 9 novembre.

SAISON
85/86

4, 5, 6 OCTOBRE
MICHEL LEMIEUX

11, 12, 13, 15, 16 OCTOBRE
HYMEN
Compagnie Maguy Marin

18, 19, 20, 22, 23, 24 OCTOBRE
MURRAY LOUIS / DAVE BRUBECK

5 au 23 NOVEMBRE
EMILIA GALOTTI
de Lessing Théâtre National de Strasbourg

8 NOVEMBRE au 11 DÉCEMBRE
LES NUITS ET LES MOMENTS
Crébillon fils / Jules Renard
par le Théâtre Populaire de Lorraine

27, 28, 29, 30 NOVEMBRE
TALLER AMSTERDAM

6, 7, 8, 10, 11 DÉCEMBRE
CALAMBRE
Compagnie Maguy Marin

15, 16, 17, 18, 19 JANVIER
LES NOCES DE FIGARO
de Mozart. Action Lyrique Ile de France

17 JANV/5 FEV et 18 au 26 FEV
PHEDRE
de Racine. Mise en scène : Jean-Michel Rabeux

21 FEVRIER au 12 MARS
LE MONSTRE TURQUIN
de Carlo Gozzi. Mise en scène : Petrika Ionesco

15 au 23 MARS
FESTIVAL INTERNATIONAL
DE FILMS DE FEMMES

11 au 30 AVRIL
AMPHITRYON
Molière / Kleist par la Comédie de Caen

18 AVRIL au 7 MAI
NEIGE ET SABLE
de Daniel Bessner par la Comédie de Caen

9 au 31 MAI (sous réserves)
GHETTO
de Joshua Sobol par la Comédie de Saint Etienne

CRETEL
Maison des Arts
899 94 50

Music à Venise

LES SONGES DIURNES DE ZORAN

ON peut feuilleter longtemps les albums et les innombrables livres d'images dont nous sommes envahis, sans rien rencontrer qui ressemble aux toiles à peine teintées, aux images sourdes et ténues de Zoran (Antoine) Music. Peut-être pour la douceur des ocres et la vibration des contours, pour la fixité des motifs, quelque chose du sage et grave Morandi ; peut-être pour le traitement « iconique », frontal, égyptien, si l'on veut, du portrait — presque toujours celui de sa femme Ida —, une analogie avec l'hératisme probe de Campigli. Mais sans l'obstination têtue du premier, sans la sûreté décorative de l'autre. Car Music aime les « séries », mais il en change ; il isole la silhouette, mais sans la nouer tout à fait.

La chance d'un de ces prix qui naguère pouvaient orienter une carrière l'a amené à Paris il y a plus de trente ans. Fort bien accueilli par les amateurs, il a multiplié les expositions, et peu de musées ignorent ses toiles gravées de paysages et ses toiles allusives d'une manière extrêmement rare. Comme il est né en 1909, il était normal qu'une manifestation un peu ample lui soit consacrée. Ce qui a été décidé à Venise, sa cité d'adoption et, sans doute, son « lieu » le plus naturel. Les salles blanches du somptueux musée Correr, donnant sur la place Saint-Marc, lui ont été ouvertes. Rarement le déploiement d'un œuvre entier — ou presque — on peut regretter certaines absences — a paru plus risqué. Comme si Zoran était une sorte de jeune peintre dont la réputation serait encore à faire. Ce phénomène un peu singulier mérite réflexion.

Adonné depuis toujours à la peinture dans sa native Gorizia — aujourd'hui italienne, autrefois

autrichienne, comme Trieste sa voisine — il a eu une carrière lente. Un peu comme Nicolas de Staël, dont le registre et l'accent étaient, certes, tout autres, ce peintre est de ceux qui voient leur préhistoire, parce que ce fut, un temps de voyages, de va-et-vient, de découvertes, coupé dans le cas de Zoran par une expérience tragique, dont on découvre, à mi-parcours de l'exposition, la nature atroce et la blessure.

Le peintre expose donc en 1948 à la Biennale de Venise — qui reprenait son cours — une de ces toiles auxquelles il travaillait depuis deux ou trois ans : *Der petits d'ans*. A quarante ans, ou presque, commençait ce travail en demi-teintes, qui, dans le jeu des mauves et des bleus, des bruns et des roux, fait passer des silhouettes furtives sous des horizons vides, arrondis, striés, un peu « chinois », qui ont tout de suite obtenu une sorte de célébrité. D'exquises lithographies en ont été tirées. Music a trouvé son ton ; il se situe à la frontière du slave et de l'italien, du proche et du lointain, de la tacite et du trait.

Tous ces motifs étaient notés déjà dix, quinze ans plus tôt par le peintre, quand il était l'élève du maître Babic à Zagreb. Quand il les reprend, c'est avec quelque chose de plus, qu'on peut appeler le sens de l'analogie : une vapeur colorée et douce désuécane les formes et les généralise. C'est ainsi qu'une suite très soutenue de collines ombrieuses et siennoises — purs contours, champs zébrés — vient très exactement se superposer à ces images des crêtes calcinées du Carso.

Cet art fait penser au filé mince de la fiddle, très surprenant en cela vers 1950, à une époque — certains s'en souviendront — où

Dessin
lavis sépia
(1982)

les formes violentes et les grands accords abstraits s'imposaient. Comme pour mieux dégager sa propre abstraction, Zoran entreprit de semer des fonds de plus en plus clairs de boules rayées et de taches pointillées, formes quintessenciées, qui culminent dans des toiles comme *Tarres dalmates* (1957), *Vent et soleil* (1958) en une sorte de tapisserie mate.

Survivrent le scrupule et la crise. L'art est métaphore, mais porté par une certaine exaltation intérieure, dont la pudeur de Zoran ne pouvait indéfiniment retarder les effets. Des gribouillis aux crayons de couleurs, d'entre-lacs et de pointillés d'une grande nervosité font penser à la strette d'une fugue qui va se déployer. Et ce fut la suite — bientôt célèbre — des cadavres, souvenirs du camp de la mort, dont au printemps de 1945 le peintre prisonnier avait pu noter clandestinement de sinistres détails. Une lente incubation aboutit quinze ans plus tard à des images à l'ocre rouge peintes à l'acrylique sur toile : des faces béantes et des os ; un entassement, un enchevêtrement, quelques heures blanches, qui allument des yeux dans un tas blafard et confus : l'horreur collective, la danse des morts de ce siècle. C'est tout.

L'émotion adhère à la forme. La même configuration gouverne le charnier, les acouds végétaux, le paysage de pierres. Le pouvoir de l'art conçu comme libération onirique a rarement été aussi évident que dans cet épisode étroit et simple.

Les retours sont l'autre loi de cet artiste. Vers 1946-1948, Zoran peignait, dessinait assez

naïvement à l'aquarelle, en les encadrant soigneusement selon son habitude, des vues des *Zattere* à Venise ou des façades de Saint-Marc. Vingt, vingt-cinq ans plus tard, l'alternance jouant, les silhouettes de machineries dans la brume ou la façade vaporeuse et dorée du sanctuaire reparaissent. Le filtrage est accompli.

Enfin, quelques tableaux de l'Atelier disposent comme à une distance infinie dans la pénombre deux silhouettes, dont l'une pointe et l'autre pose. Un monde de déréliction avec des fulgurations dans le silence.

En recourant à une analogie qui ne plaît guère aux artistes, on pourrait dire que certains peintres — et souvent les plus grands : Delacroix, Matisse — cuisent à grand feu ; d'autres à feu doux. Pour eux, il faut que les formes se diluent ; la succulence vient d'une fusion lente des ingrédients. Le registre de Zoran Music est là. Une saveur, qui fut longtemps suave et poétique, se mêle d'âpreté et d'épices bizarres. Ou, pour prendre une autre image, tout accord mélodieux au sein du silence se prolonge par une résonance. On dirait que Zoran tend à obtenir quelque chose de cet ordre : une substance sensible, mince, en apparence de vieilles rêveries semi-conscientes. Il peut en résulter une lumière rare.

ANDRÉ CHASTEL.

* MUSIC, œuvres 1946-1985, 164 tableaux et dessins, présentation de G. Mazzariol, introduction de J. Leymarie. Note biographique du peintre, bibliographie. Venise, musée Correr jusqu'en novembre 1985.

Gordon

LE TRAI

جاءت الأمل

ماتتا

Matta, mode d'emploi

LE TEMPS DU SOLEIL

ROBERTO MATTA ECHAURREN, dit Matta. Né le 11 novembre 1911 à Chiloe (Chili). Études d'architecture. 1928 : crée à Santiago du Chili une agence d'architecture d'intérieur vite prospère. L'abandonne en 1930 pour sillonner l'Europe de part en part : Italie, Espagne, Yougoslavie, Russie, Angleterre... A Londres, il croise un certain Magritte.

En 1934 et 1935, il travaille chez Le Corbusier, que ses idées d'architecture et ses meubles étonnent. 1937 : rencontre en septembre Gordon Onslow-Ford, jeune marin anglais grâce à qui il deviendra peintre. André Breton achète ses premiers dessins. Matta découvre les Chants de Maldoror, qu'il illustre avec d'autres peintres du groupe surréaliste. 1939 : en Amérique, 1949 : retour en France. Exclu du groupe surréaliste. 1956 (par exemple...) : Matta peint. 1980, 1981, 1984, etc. : Matta vit, donc Matta peint.

Difficile de noter quelques repères d'une vie de passion, de mouvement et de travail. Matta se cache et blague toujours. « Il ne m'est jamais rien arrivé dans la vie », dit-il. Cette déclaration péremptoire signifie qu'il n'a fait, aucune anecdote de cette vie de rencontres décisives, d'expériences, de voyages, ne compte au regard des travaux et des rêves qui sont les siens.

Matta, qui affirmait dans le numéro 11 de Minotaure : « Il

nous faut des mars comme des draps mouillés qui se déforment et épousent nos peurs psychologiques », qui donnait pour programme « trouver pour chacun ces cordons ombilicaux qui nous mettent en communication avec d'autres soleils, des objets à liberté totale qui seraient comme des miroirs plastiques psychanalytiques », Matta n'a pas dérogé.

« Le temps sale et troué que nous offre le soleil » — l'expression est de Matta — est passé de toile en toile, de dessin en dessin. Et depuis Morphologie psychologique (1937), ses « modèles » — sont restés les mêmes : un monde intérieur dont il n'a cessé de capter les dimensions, les chatouillements et les évanescences.

« Le besoin d'une représentation suggestive de l'univers quadridimensionnel » que reconnaissait Breton chez Matta est demeuré le même. Qu'il ait été exclu du groupe surréaliste en 1948 — pour « raisons morales » — n'a rien changé à l'affaire. Ce besoin a varié de périodes en périodes et a pris des formes diverses au cours de la « carrière » de peintre de Matta. Sa rigueur l'imposait. Elle fonde sa singularité.

Restent, au-delà de toute anecdote, des toiles qui sont des visions sans pareil.

P. Bx.

* Rétrospective au Centre Georges-Pompidou. À partir du 3 octobre.

« La peinture, dit Matta, c'est quelque chose qui se fait avec le verbe peindre. Je travaille plutôt avec le verbe voir. Le verbe voir, c'est peut-être ça l'origine d'où il faut partir si on veut comprendre un peu quelque chose.

● HALLUCINATION

Ce qui m'intéresse, c'est le phénomène de la saisie, l'éclatelle quand on comprend. Je ne veux pas savoir comment ça se passe en vous, mais je crois que la chose la plus curieuse qu'a l'être humain, c'est cette qualité d'hallucination qui, par un son, un mot, fait exploser une image. Je vous dis Stambul, et il y a une image différente chez tout le monde. Je vous dis : quoi, et il y a aussi une image qui explose. Je vois qu'il y a là une possibilité de se servir de l'hallucination, de ses pouvoirs incroyables qui font que les gens disent qu'ils voient des éléphants dans le ciel, dans les nuages, qu'ils voient dans les taches. C'était la méthode de Vinci. Vinci disait qu'il faut voir les choses dans les taches, que tout y est contenu.

● VOIR

Je ne cherche pas à faire de la peinture. Ce que je fais, c'est pour inviter tout le monde à réfléchir sur l'état d'élémentaire avec lequel on lit la réalité. On lit la réalité avec des petits éléments qui sont souvent féroce-ment archaïques. Je viens de l'architecture, j'en suis arrivé là parce que

LE DISCOURS SUR LA MÉTHODE

Au cinquième étage
du Centre Georges-Pompidou,
dans l'espace réservé aux
« classiques du vingtième siècle »,
s'ouvre la rétrospective Matta.
La peinture pour lui n'est pas une fin,
son itinéraire est multiple.
Il a bien voulu nous ouvrir quelques pistes.

Je trouve qu'on ne peut pas avancer si on n'a pas une méthode pour bien voir la réalité, ou l'espace où nous sommes. Mais comment tirer une espèce de carte, de méthode pour bien se servir du verbe voir ? Les surréalistes, c'était cela qu'ils voulaient au début. Après, ça s'est transformé en une espèce de bazar.

Mais les débuts du surréalisme, c'était un discours sur le peu de réalité, sur la misère de la « poésie ». C'est-à-dire combien on sait peu de réalité. Tout est tout de suite transformé en une chose passionnelle, en névrose — Artaud a parlé de ça, du « centre-névre » — et en effet on vit dans le névrose. On n'en sort pas pour comprendre, pour voir.

● L'HABITAT DE L'ÊTRE

L'architecture, c'est l'habitat, c'est le « où », c'est l'habitat d'un être. Toutes les discussions que j'ai eues quand j'étais chez Le Corbusier, c'était : nous sommes en train de faire une architecture hypothétique, parce qu'on connaît très peu l'être humain. On croit qu'on le met « là », mais c'est un peu comme dans un jardin zoologique. Dans un jardin zoologique on met des animaux très différents dans des cages stéréotypées. Ce n'est pas sûr qu'un éléphant puisse avoir les mêmes grilles

direct entre le pied et le conflit. C'est très curieux.

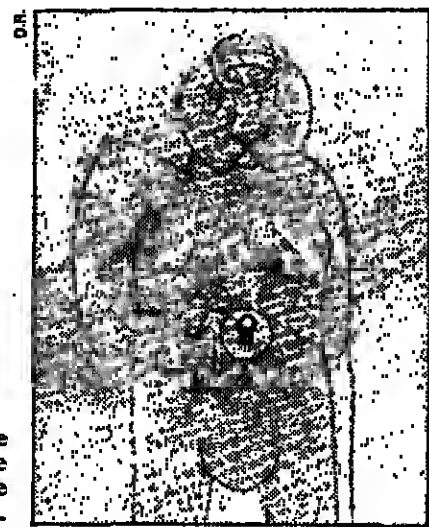
Ce sont des choses comme ça qui m'intéressent pour le verbe « voir ». Pas le paysage. Le paysage, c'est très joli : faire des arbres, etc. Mais il y a beaucoup plus de paysage dans un jeu de football, comme situation sociale, ou dans ce qu'on pourrait appeler la vie sociale, si on pouvait la représenter. Mais je crois qu'on le pourra peu à peu.

● UNE MÉTÉO

On va arriver à des signes qui seront une sorte de météo de la Terre. Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? Ce n'est pas que nous sommes le 28 septembre. Aujourd'hui il y a une météo politico-économique sur la Terre, où il pleut, où il y a un orage, où il y a un cyclone dans tel endroit, où il y a beau temps dans tel autre. Et cette espèce d'histoire économique, ou politique, se déplace comme une sorte de météo sur la Terre. Il est indispensable de connaître cette espèce de climat.

● OU NOUS SOMMES

Ce que je propose, ça ne sert à rien si je n'ai pas de dialogue, si personne ne joue avec moi à faire du sociométrique... C'est assez faux, vous savez, la situation de ce

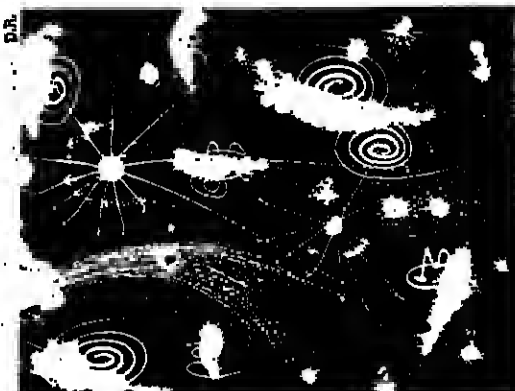


Un poète
de notre
connaissance
(1944, 1945).

Gordon Onslow-Ford

LE TRAIT, LE CERCLE ET LE POINT DANS LES ÉTOILES

Il est l'ami
de Matta.
Ensemble,
ils ont trouvé
ce qu'ils allaient
devenir.
Il est à Paris
où l'on montre
quelques-unes
de ses œuvres.



The end,
a Beginning
(1977, détail).

SEPTEMBRE 1937. Paris. Roberto Matta, né en Chili en 1911, et Gordon Onslow-Ford, son cadet d'un an, né au nord de Londres, se rencontrent ; l'un sort de l'agence d'architecture de Le Corbusier, l'autre est un marin qui veut être peintre. Frère d'un demi-siècle plus tard, ils se retrouvent dans la ville où leur dessin de peintre se scella.

Gordon Onslow-Ford est un jeune artiste de soixante-trois ans dont la sagacité est sereine et enthousiaste. Il est l'homme libre qu'il n'a pas cessé de vouloir être. Le regret ni l'aigreur ne sont son fort. Qu'il ait été peu exposé, qu'il soit mal connu, ne le trouble ni ne le blesse. Il n'a de contrat avec aucune galerie. Quant aux musées... « Leurs directeurs, murmure-t-il, ne savent que rarement voir. » Que lui importe, son œuvre existe. Dans sa maison solitaire (« J'habite un pays sauvage qui donne des cadeaux tous les jours ») près de Saint-Raphaël, au nord de San-Francisco, il garde plus de deux mille toiles. Et il sait que cette œuvre peut attendre.

Le renommée ? Gordon Onslow-Ford constate qu'à Paris comme à New-York, « si l'on n'est pas là sans cesse, on vous oublie... » Sans importance : il doit et veut continuer de peindre avant tout. Chaque matin, il travaille trois, quatre heures, lourd

encore de ce qu'il rapporte de la nuit. Et « si l'on voit le lever du soleil, c'est presque toujours une belle journée qui commence. » A quoi bon s'inquiéter du reste ?

C'est avec pudeur qu'il évoque les événements d'une vie dédiée à la passion de peindre. Le rappel d'un deuil ou de difficultés anciennes obscurcit à peine un sourire désoilé et narquois. Un geste insensiblement nerveux ou les écarte ces ombres. Il ne parle et ne veut parler que de peinture, « ma seule religion », dit-il malicieusement.

Avoir été marin ? « La marine est la meilleure des écoles de peinture. On a nécessairement une conscience plus cosmique qu'un citoyen. On est au milieu des éléments, des étoiles... Tangy, comme mot, a été navigateur. » S'il ne parle pas de peinture, il parle de peintres : « Matta, dès sa première toile, était un peintre génial. Nous avons ensemble passé un été-déf en Bretagne. C'était en 1937, peut-être 1938. Nous étions à Trevisignon. Un paysage. Quelques maisons. Nous y étions partis parce que nous devions trouver notre voie. A la fin de l'été, nous savions que nous étions, que nous serions parfaitement originaux. Nous sommes tombés d'accord sur le monde intérieur. Ce monde-là est au-delà du rêve et des mythes. Avoir eu une vision commune crée une

vraie liaison qui ne peut être entamée par rien. Nous nous comprenons à demi-mot. Et nous exprimons cette part de la connaissance.

Cette découverte du monde intérieur, modèle exclusif de sa peinture, détermine sa vie qui ne cesse plus d'être une quête exigeante. Elle commence avec les surréalistes. « C'était dans les jeunes gens, et nous étions assez naïfs », sourit Gordon Onslow-Ford. « Mais de 36 à 39, à Paris, c'était une explosion de culture formidable. Un sommet. La période la plus heureuse de ma vie. Que de tableaux, que de poèmes alors ! Mais c'est Tangy, qui avait dix ans de plus que Matta et moi, qui, le premier, est entré dans le monde intérieur. On l'a traité d'abord de curiosité... Nous étions les seuls à savoir qu'il ouvrait la voie juste. »

L'écriture automatique ne suffit pas à Gordon Onslow-Ford ; il lui faut aller plus loin. Avec sa femme, il fait le tour du monde pour étudier le commencement des civilisations. En Chine, il découvre « le grand carré qui n'a pas de coin. Ça ne vous dit rien ? » Il sort un papier de sa poche et dessine. Un labyrinthe. « Tout sort de là. » Deux ans il étudie le zen. Il découvre la nécessité de la spontanéité d'une spontanéité qui va au-delà de l'écriture automatique et qui met au jour les dimensions les plus

vastes du monde intérieur. « Je ne parviens pas à trouver le mot qui convienne en français — l'anglais qu'il maîtrise parfaitement. En anglais, c'est « mind » le mot-clé. Mais ce n'est pas esprit. Esprit, en français, est trop intellectuel et manque de spontanéité et d'ampleur. « Mind », cela correspond à l'univers. »

Et il découvre les idéogrammes. La vitesse à laquelle ils sont tracés est celle qu'exige la traque du monde intérieur. Plus tard, aux États-Unis, avec le laboratoire d'une usine d'énergie qui fournit les journaux de Californie, il met en point une peinture qui permet enfin cette vitesse que refusent l'aquarelle, la gouache et l'huile. Ce sont les premières peintures acryliques.

Pour « sortir de la civilisation, se nettoyer l'âme », il vit sept ans au Mexique, avec les Indiens. « Ils ont une civilisation de plus de trois mille ans, et ils n'ont rien oublié. » Wolfgang Paalen et Matta lui rendent visite à Mexcoacan. Et ils parlent peinture.

Pour noter le monde intérieur, Gordon Onslow-Ford définit trois formes essentielles : le trait, le cercle et le point. « Personne n'y a rien compris. » Il sourit. « A Los Angeles, de jeunes peintres qui ont vu ma peinture ont compris. C'est l'essentiel. Je suis plein de confiance, bouleversé de bonheur. Je suis convaincu qu'une culture formidable commence. C'est certain. » Et il assure : « Les peintres sont toujours les premiers à voir. »

L'actuelle exposition de quelques-unes de ses œuvres, qu'a provoquée le prêt de plusieurs toiles de Matta, ramène Gordon Onslow-Ford à Paris. Quand voudra-t-on bien lui rendre ici toute sa place ?

PASCAL BONAFOUX.

* Gordon Onslow-Ford, peintures. 1985. Galerie Samy Kline, 54, rue de Verneuil, 75007 Paris. Jusqu'au 26 octobre.

qu'un huffe, ou qu'un serpent... J'ai donc quitté cette histoire des solutions arbitraires d'architecture avec l'idée qu'il fallait un jour trouver comment et où se passe l'être, son devenir.

● OCCULTISME

Comment dirais-je, il y a des choses qui ont l'air d'être de la pure fantaisie. Tenez, l'occultisme. Eh bien, c'est vrai ! Moi, par exemple, je ne suis aucune doctrine, aucune discipline ou humi que ce soit, mais j'ai subi les conditions de l'occultisme. Je ne connais rien à toutes ces histoires de signes et de symboles venus du fond des âges. Mais, d'une curieuse façon, je suis dans cette zoologie... qui fait en même temps que je ne suis pas vendable.

Je vis de la chose. Mais je ne vends pas souvent de tableaux. Ils ne vont pas avec des meubles, ni dans l'architecture, disons multinationale, d'aujourd'hui. Ce qui va très bien, ce sont les taches neutres de rouge et de vert qui ne signifient que ça : une peinture sur une toile. Comme aurait dit Satie : de la « peinture d'ornement ». Du moment qu'il commence à y avoir des signes en référence à l'histoire (de l'histoire et de l'histoire des signes), ça dérange et agace tout le monde.

● LESACRÉ ET LE FOOT BALL

Ce que je cherche... Je ne sais pas comment on va l'appeler au siècle prochain, mais il y a quelque chose qui s'appelle le sacré. Et cette chose, je crois plutôt qu'elle est passée dans le sport. Les gens du sport pratiquent une vie, ont vraiment un régime de vie par rapport à leur travail, et tous, le public aussi, connaissent la règle du jeu. La moindre petite faute est ressentie par tout le public. Tout le monde connaît les fautes. En plus, — ce qui est sensationnel, — c'est que c'est le pied qui décide, dans le football par exemple, d'où va venir le ballon, où est l'obstacle, par où doit passer la solution de la situation. Tout ça se fait pour ainsi dire en

qu'on appelle maintenant un peintre. Au début peignait celui qui avait saisi quelque chose de très important socialement. Sinon on ne peignait pas. On ne peignait pas pour peindre. On peignait pour faire des cartes géographiques — enfin presque — de quelque chose. Moi, je crois qu'aujourd'hui la vraie motivation, c'est de peindre une carte du « où nous sommes », c'est comment montrer où se passe une économie, où se passe ce qu'on appelle une société. Ceux qui ne sont pas conscients de ça font de la peinture. C'est très bien, mais ça n'est pas nécessaire. Moi, je joue un autre jeu, d'une certaine façon. C'est pour ça que je suis un peu marginal, que je n'ai pas de galerie. Ce que je fais n'intéresse pas, du point de vue du marché, où la situation se résume à peu près à ça : des artistes incompétents, des collectionneurs incompétents avec des marchands très compétents, et où le souci de saisir une réalité urgente a disparu.

● LES GRANDS TRANSPARENTS

Je cherche à saisir l'inconnu, la région transparente, inconnue, où invisible d'une situation. Ce que j'appelle les « grands transparents », en invitant à se mettre d'accord sur une morphologie qui deviendrait peu à peu langage, que l'on puisse prévoir à peu près comment un conflit se transforme, par où vont prendre forme les intérêts violents.

La question est là : comment ? Mais on ne peut pas le faire tout seul. Alors tout ce que j'ai essayé de faire, c'est d'inviter ceux qui pratiquent le verbe « voir » à se donner un sujet, un contenu qui apporte et non pas qui déporte.

C'est une question qui n'intéresse personne. Mais c'est intéressant que ça n'intéresse personne : ça encourage. Vous vous dites qu'au moins vous êtes sur un terrain où il y a des choses à construire, à découvrir. De plus, ça vous laisse une liberté d'action.

Propos recueillis par
GENEVIEVE BREERETTE.

Sélection

CINÉMA

« L'Eveillé du pont de l'Alma »
de Raul Ruiz

Un zouave insomnique près du pont de l'Alma qui ressemble à un ciel, un comparse bouseux, une femme violée qui se jette à l'eau, son amant qui en épouse une autre, un petit garçon qui s'absente présentement, toute une famille qui déraile. Dormir ou ne pas dormir, c'est la question, et le merveilleux professeur Lonsdale répond. L'enfant et sa mère sont passe-muraille, et Ruiz franchit les miroirs comme d'habitude, aller et retour enfer-paradis, nous sommes tous des morts-vivants et vice versa. La force est poétique, trugue et dialogues sont estampillés Merlino l'enchevêtrement. — Cl. D.

ET AUSSI : *Raspoutine*, l'Agonie, de Elem Klimov (une œuvre magistrale). *Le Châli* et *Le Sang*, de Paul Verhoeven (Moyen-Age en folie). *Paro royal*, de Malcolm Mowbray (l'Angleterre à rebrousse-poil). *Police*, de Maurice Pialat (l'art de rêver). *Rien, d'Alain Corneau* (le vieux homme et la mort). *Recherche Susan désespérément*, de Susan Seidelman (recours à la comédie américaine). *Mad Max au-delà du défilé du tonnerre*, de George Miller (fin de série). *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau

(Ibahi surprise). *L'Adopteur*, de Marc Brunbaum (l'essai et l'essai d'un drame mort trop vite). *ACC*, de Chris Marker (l'indispensable contrepoint de l'été).

THÉÂTRE

« König Lear »
à Chaillot

Lear était roi et il avait trois filles. C'était un vieil homme lassé de l'exercice du pouvoir. Il s'est souvenu qu'il était père. Mais il n'était plus rien. Rien qu'un vieillard malade, réfugié dans l'errance de l'esprit, ballotté d'une quarte à l'autre, dans un paysage gris comme les pierres usées des églises romanes.

La lumière froide sculpte les visages, les corps emmitouflés. Le monde de Lear est oublié du soleil, et son histoire est cruelle dans un temps où la cruauté va avec la vie. L'acte où les loupes s'observent et se mordent. Ciel de silence parcouru par la musique sourde des mots pressés, traversé par les cris des hommes assassinés.

Dans le monde de Klaus Grüber, frappés de douleur, frappés de folie les hommes gardent la dignité de l'orgueil humain. Grandiose et vulnérable, Bernhard Minetti est Lear. Inoubliable. — C.G.

Pour le Festival d'automne, du 8 au 12 octobre, en allemand.

ET AUSSI : *Julius César*, au Palais des Sports (Robert Hossein, l'empereur du théâtre). *Autant*, au théâtre de la Bastille (l'œuvre du magicien Jean-Marie Poullet). *Le Baiser de la vaine*, aux Mithras (des trépassés du théâtre). *Le Baiser de la vaine*, aux Mithras (des trépassés du théâtre). *Le Baiser de la vaine*, aux Mithras (des trépassés du théâtre).

MUSIQUE

Boulez, Abbado, Pollini...

Beaucoup d'encombrement dans les concerts du 3 octobre à Paris : tandis que le TMP/Châtelet

lance son Gaspard et Colonus, le mythe grec transformé par la tradition noire (du 3 au 27 octobre), l'Orchestre de Paris et l'Ensemble intercontemporain s'associent pour fêter le 60^e anniversaire de Pierre Boulez : *Rituel* s'imposent donc (bien qu'il s'agisse d'un rituel funéraire), dirigé par Boulez, avec le *Concerto de chambre*, de Berg, le *Messiaen* et les *Notations*, de Boulez (Pleyel).

Mais le même jour, la musique ancienne exercera son pouvoir avec *Anacrisis*, de Rameau et Acton, de Charpentier, deux œuvres merveilleuses dirigées par William Christie à l'opéra royal de Versailles, en présence de M. Gorbachev, ce qui ne doit pas éclipser, aux Champs-Élysées, l'*Orphée*, de Gluck, avec René Jacobs et la Petite Bande, dirigée par S. Kuijken.

Samedi, retour du London Symphony Orchestra, dirigé par Abbado avec Maurizio Pollini (Brahms et Dvorak, aux Champs-Élysées). Puis le classique tourne au grand cantabile : Laila Cuperli et Martina Dupuy (Athènes, le 7), Rita Gorr (Comédie des Champs-Élysées, le 7), et surtout la rentrée de Victoria de Los Angeles (Champs-Élysées, le 9). — J. L.

JAZZ

Bobby McFerrin et Joao Bosco
au Théâtre de la Ville

Bobby McFerrin est un chanteur de jazz aux improvisations éblouissantes. A Paris, l'an dernier, avant Miles Davis, il a mûrissé treize mille jeunes spectateurs : seul et sans accompagnement. Bosco est un des plus grands chanteurs brésiliens de ce temps. Cette année, il a figuré deux fois en tête des succès du disque dans son pays.

Il chante seul et s'accompagne à la guitare. Une nouvelle génération arrive. Des étoiles naissent. Entre Bobby McFerrin, chanteur afro-américain et Joao Bosco, Brésilien originaire de Minas Gerais, les points communs sont plus nombreux qu'il n'y paraît : la jeunesse, l'aisance, l'extraordinaire présence en scène, la facilité, un goût inné pour les grands chanteurs noirs et le swing, une galaxie communicative, le talent et un souvenir urbain de l'Afrique. — F.M.

* Bosco à 18 h 30, les 3 et 5 octobre, à 20 h 45 le 4 octobre ; Bobby McFerrin à 18 h 30 les 1^{er}, 2 et 4 octobre, à 20 h 45 le 5 octobre.

DANSE

Les jeunes créateurs

Journées Jeunes créateurs, jusqu'au 5 octobre, organisées par Autrement et la Fondation Charles Jourdan, avec la découverte de quelques chorégraphes. Au théâtre des Athénaïens : Manuelle Robert et son détournement du geste codé, Georges Appaix et sa révérence en souplesse, Marc Tomkins et Hélène Sage, ou la danse à écouter et la musique à voir. Au musée d'Art moderne : Yves Musard, un drôle d'oiseau solitaire. A la Ménagerie de verre : le Groupe Dunes, travail sur la danse et l'image, Louis Ziegler et le théâtre du marché au grain à Bouxwiller, ou la danse dans le désert rural. — M. M.

ET AUSSI : *Matthias Scharid*, une des plus belles danseuses de l'époque à la Maison de la danse de Lyon (5 et 6 octobre) et au Théâtre du Rond-Point à Paris (8-10 et 12 octobre).

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-28-29).

MATTA : Grande galerie. Jusqu'au 16 décembre.

JEAN-MICHEL ALBEROLA, RAYMOND MASON, GILAM MOHAI, MED SHEIKH, VISWANATHAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 11 novembre.

AKIRA KUBOSAWA A propos de Rensselaer, jusqu'au 7 octobre.

LESLIE ILLIENRE. Approche théorique de la typographie. BPL. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

LE PARADIS SUR TERRE
DU 24 SEPTEMBRE AU 13 OCTOBRE
THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY
672.37.43 & 3 FNAC
Adaptation Matthew Galey
Mise en scène : Elisabeth Chailoux
Co-production Théâtre Balance/MC 93



MICHEL BOUJENAH MICHEL BOUJENAH MICHEL BOUJENAH

FRANCE SOIR

Excellent film comique, alertement conté, joliment mis en scène et spirituellement interprété.

L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI

Cette comédie qui mêle rire et tendresse est très sensiblement réalisée.

TÉLÉRAMA

On se croirait revenu au temps des comédies familiales du vieux Hollywood.

V.S.D.

...filmé d'une façon sublime. L'interprétation est hors pair... il faut courir à ce film...

PARIS MATCH. Tellement pétillant...

LE POINT. Comédie sensible.

FIGARO. Une fête du cœur et de l'humour.

MADAME FIGARO

Il n'y a pas plus plaisant que cette comédie juste et drôle.

LIBÉRATION

...le film n'a cessé de voir ses entrées augmenter de façon spectaculaire. Pourquoi ? Il fait rire.

LE JOURNAL DU DIMANCHE

"3 HOMMES et un couffin" s'impose comme le succès-surprise de cette rentrée. On l'applaudit dans les salles de cinéma.

Un film de COLINE SERREAU

3 HOMMES et un couffin

DOMINIQUE LAVANANT PHILIPPINE LÉRON-BEAUFIL

Centres culturels

JEUNES CRÉATEURS EN DESIGN. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (201-06-16). Sauf mardi, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 octobre.

LA TAPESSERIE EN FRANCE 1945-1985. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

JEUNE SCULPTURE 85/2. Espace de la sculpture, 38, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

VERSAILLES A STOCKHOLM. Dessins de l'architecte suédois, 38, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, 11, rue de Valenciennes (200-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 octobre.

هكذا كانت الامم

ARTS ET SPECTACLES

KING KONG (A., v.a.) : Desferre, 4* (321-41-01).
LE LOUP GAROU DE LONDRES (Angl., v.a.) : Saint-Germain Studio, 5* (633-93-20).
MADAME ET SON CLOCHARD (A., v.a.) : Champs, 5* (354-51-60).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19* (607-47-61).
LA MÈRE APPRIVOISÉE (R., v.a.) : Action Christian, 6* (329-11-30).
LES LACONS (358-36-14) : V.I. Lumbier, 9* (246-49-07).
METROPOLIS (All.) : Champs, 6* (633-10-42).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (A., v.a.) : 14-Juillet Paris, 6* (326-58-00).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.a.) : Capit, 2* (506-11-49).
ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15* (554-46-85).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.a.) : Calypso, 17* (340-30-11).
QUEST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.a.) : Olympic Luxembourg, 6* (544-43-14).
ROBIN DES BOIS (A., v.a.) : Napoléon, 17* (267-43-72).
RUNAWAY EVADEE DU FUTUR (A., v.a.) : Champs, 2* (233-67-06).
TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL (Yong., v.a.) : Rafet Logo, 5* (354-42-34).
THIS IS ARMY (A., v.a.) : Péniche des Arts, 15* (527-77-55).
LA TRAVIATA (R., v.a.) : Rafet Logo, 5* (354-42-34).
UNDERFIRE (A., v.a.) : Grand Pavois, 15* (554-46-85).
UN SAUTEUR POUR DEUX (A., v.a.) : George-V, 8* (562-41-46).
YENIT (A., v.a.) : Péniche, 5* (354-15-94).

Les festivals

CINÉ-PRÉSENT, Rensselaer, 16* (288-84-44), en alternance : les Victuaires du soir, les Portes de la nuit, les Enfants du paradis.
CARNE, Champs, 5* (354-51-60) : Drame de drame ; Hôtel du Nord.
CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.a.) : Studio Beaudou, 2* (785-64-60), 14 h ; 15 h : les Tournes ; 18 h : Ordet ; 20 h : la Croix des destins ; 22 h : la Mort aux trousses.
M. DURAS, Desferre, 14* (321-41-01), lun. 16 h : la Nerve Night ; jeu. 12 h : André le Saigneur ; ven. 18 h : Héroïde Sang.
L'ÉTÉ D'ESTWOOD (v.a.) : Action Rive Gauche, 5* (329-44-40), mar. : Doss, der, dingue ; jeu. : Ça va cogner ; ven. : Magnan Force ; sam. : Un frisson dans la nuit ; dim. : l'Homme des hautes plaines ; lun. : l'Inspecteur Harry ; mar. : l'Inspecteur ne renonce jamais.

HUMOUR ANGLAIS (v.a.) : Action-Jockey, 9* (325-72-97), mar. : dim. : Whisky à gogo ; jeu. : Nôblème obligé ; ven. : De l'or en barre ; sam. : mar. : l'Homme au complet blanc ; lun. : Tournes de drame.
INSOLITES A PARIS (v.a.) : Utopie, 5* (326-84-43), 14 h 30 : Savane et mal-traité ; 16 h 30 : 20 h 30 : Océano ; 18 h 30 : Mafu Caga ; 22 h 30 : la Fibre au corps.
CINÉMA ITALIEN (v.a.) : Olympic, 14* (544-43-14), mar. : les Amants ; jeu. : l'Empire ; ven. : Stramboli ; sam. : Ombre ; dim. : Huit et demi ; lun. : l'Évangile selon saint Matthieu ; mar. : Profession Magliari.
LOUIS MALE, ANNÉES 80 Olympic, 14* (544-43-14), mar. : les Amants ; jeu. : l'Empire ; ven. : Stramboli ; sam. : Ombre ; dim. : Huit et demi ; lun. : l'Évangile selon saint Matthieu ; mar. : Profession Magliari.
A. KUROSAWA (v.a.) : Saint-Lambert, 15* (532-91-68), ven. 21 h, dim. 18 h 30 : Dodo's Caden ; mar. : sam. 18 h 30, lun. 16 h 30 : Derosse Ouzie ; jeu. : mar. 18 h 30, ven. 21 h : les Sept Samourais ; lun. 20 h : Chien errant ; 14 Jallier-Parasane, 6* (326-58-00) (v.a.) : mar. : la Légende du grand jodo.
PERSPECTIVE DES JOURNÉES DES JEUNES CRÉATEURS, 14-Juillet Paris, 6* (326-58-00), mar. : la Part de l'autre ; jeu. : ven. : France-Grande-Bretagne ; sam. : l'Autour du monde ; dim. : le Temps défilé ; lun. : Louis Coubertin.
PROMOTION DU CINÉMA (v.a.) : Studio 28, 19* (606-36-07), mar. : Stramboli ; jeu. : Huit et demi ; ven. : le Code des mœurs ; sam. : l'Amour propre ; dim. : mar. : Police Academy 2.
QUATRE ASPECTS DU STYLE LUTHERIC (v.a.) : Salle Mac-Mahon, 17* (380-24-81), mar. : mar. : l'Évangile selon saint Matthieu ; ven. : dim. : l'Évangile selon saint Matthieu ; lun. : Angél.
LE RETOUR DU VRAI RELIGIEUX 3 D (v.a.) : Action Christian, 6* (329-11-30), jeu. : sam. : lun. : Le crime des quatre parfaits ; mar. : ven. : dim. : mar. : l'Homme au masque de cire.
R. ROHMER, République-Cinéma, 11* (805-51-33), en alternance : lun. 16 h : le Grand Châli ; lun. 14 h : la Marquise 60 ; dim. 19 h : la Collectionneuse ; jeu. : sam. 22 h 10 : les Nuits de la plaine ; lun. : jeu. 18 h 30, mar. 22 h : la Femme de l'aveugle ; ven. : Desferre, 14* (321-41-01), sam. 12 h : le Bon Mariage ; dim. 12 h : l'Autour du monde ; lun. 16 h : l'Autour du monde.
RUSSE MEINER (v.a.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), mar. : mar. : l'Évangile selon saint Matthieu ; ven. : 24 h : Megavixen ; sam. : 0 h 15 : l'Autour du monde ; lun. : 23 h 30.
SELECTION DES CENT MEILLEURS FILMS PUBLICITAIRES 1984 : "TOUT PAYS", Eclair, 13* (707-28-04), jeu. : ven. : sam. : 0 h 30.

TOTO, République-Cinéma, 11* (805-51-33), mar. 19 h, dim. 17 h 30 : Toto apôtre et moine ; dim. 15 h 50 : Toto le Moine.
Les séances spéciales
AMERICAN CIGOLO (A., v.a.) : Calypso, 17* (380-30-11), t.l.j., 16 h.
ANOTHER COUNTRY (Brit., v.a.) : Olympic-Luxembourg, 6* (633-97-77), 12 h.
AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.a.) : Temples, 3* (272-94-56), mar. : sam. : mar. : 22 h.
BOY MEETS GIRL (Fr.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), ven. : 17 h 30.
CASANOVA (de Fellini) (It., v.a.) : Temples, 3* (272-94-56), sam. : dim. : 17 h 30.
LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.a.) : Boite à films, 17* (622-44-21), mar. : jeu. : ven. : sam. : 18 h, lun. : mar. : 15 h 45.
LES CHIENS DE PAILLE (v.a.) : Temples, 3* (272-94-56), sam. : dim. : 22 h, lun. : 15 h 45.
CLÉOPATRE (A., v.a.) : République-Cinéma, 11* (805-51-33), mar. : 14 h, sam. : 15 h 30.
CUL-DE-SAC (A., v.a.) : Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), lun. : 11 h 35 + Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), sam. : 21 h 55.
ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Temples, 3* (272-94-56), dim. : lun. : 14 h.
ELEMENT OF CRIME (Dan., v.a.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), mar. : 20 h.
EQUATEUR (Fr.) : Boite à films, 17* (622-44-21), jeu. : ven. : sam. : 15 h 45, lun. : mar. : 15 h 45.
FURYO (Jap., v.a.) : Boite à films, 17* (622-44-21), jeu. : ven. : 15 h 45, Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), lun. : 11 h 30.
HAIR (A., v.a.) : Boite à films, 17* (622-44-21), dim. : lun. : mar. : 18 h.
HUIT ET DIEU (H., v.a.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), ven. : 0 h 10.
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.a.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), mar. : 21 h.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (v.a.) : Boite à films, 17* (622-44-21), jeu. : ven. : 15 h 45, Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), dim. : 11 h 40.
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.a.) : Châtelet-Victoria, 1* (508-94-14), 14 h, 20 h 45.
MAMMA ROMA (It., v.a.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), mar. : 18 h.

VO : GAUMONT-AMBAASSADE - GAUMONT-HALLES - CLUNY-PALACE
COSMOS - ACTION-LAFAYETTE
VF : PARAMOUNT-MARIVAUX

Raspoutine L'AGONIE

un film de ELEM KLIMOV

Avec ALEXEI PETRENKO, ANATOLI ROMACHINE, ALISSA FREINDLICH, YELIA LINE
Scénario de SEMEN LOUNGUINE, ILYA NOUSSINOV
Images de LEONID KALACHNIKOV
Musique de ALFRED SCHNITKE

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS AVANT SPECTACLE		
FLORA DANICA 142, Champs-Élysées	359-20-41 Tous les jours	19 h à 22 h. Vue agréable sur le jardin. Spécialités DANOISE et SCANDINAVES. Hors-d'œuvre denses. FESTIVAL DE SAUMON, CANARD SALÉ, MIGNON DE RENNE.
DINERS		
RIVE DROITE		
MELAIS BELLMAN 37, rue de France, 3*	723-54-42 F. sam., dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadeau d'apéro et confort. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les NAVOIRES DU ROYAN. Solé aux compotes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteaux de jout.
CHEZ DIEZ 22, rue de Valenciennes, 25, rue F.-Charras, 8*	256-23-96 et 563-52-76 F. dim.	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. Dans un nouveau décor. AIR CONDITIONNÉ.
DOUCET EST 8, rue de la Mal-1945	206-40-62 Tous les jours	1. 34 h. Ambiance sympathique. Breckers, menus 32,90 et 83 F s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1 ^{er} . Spéc. : POISSONS, choucroute, FOIE GRAS frais maison.
AU PETIT RICHE 70-68-68, 770-84-50 25, rue Le Pelletier, 5*	F. dim.	Son étonnant menu à 105 F service compris. Vins de Loire. Décor 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.
LE LOUIS XIV 8, bd St-Denis, 10*	208-56-56	Déjeuners, dîners, SOUPERS APRÈS MINUIT. Huitres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers. Parking privé assuré par valet. OUVERT LE DIMANCHE.
LE MOULIN BLANC 40, rue d'Autueil T.L.J.	288-02-21	Une vieille coquille. Un nouveau chef. Un nouveau cadre. Une nouvelle formule avec J.-D. Bessière. Prix compétitifs, un plat et une entrée à partir de 49 F.
PALAIS DU TROCADERO 7, avenue d'Eylau, 16*	727-05-02 Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Service et livraisons à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.
YVONNE 13, rue Bassano, 16*	720-98-15	VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Diverses spécialités. Carte, environ 150 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.
EL PICADOR 80, bd des Batignolles, 17*	387-28-87 F. lundi, mardi	Déj., dîner. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. Environ 130 F. Formule à 75 F s.c. avec spécialités.
LE CHALUT 94, bd des Batignolles, 17*	387-26-84 F. dim.	SPECIALITÉS POISSONS, FRUITS DE MER (huitres à emporter). Loup grillé, Bouillabaisse, Dînette du chef Lolo. Menu 150 F. Jusqu'à 22 h 30 (repas d'affaires).
RIVE GAUCHE		
RAFFATIN ET BONORINE 16, bd St-Germain, 5*	354-22-21 F. dim./vendi midi	Fraicheur vous propose, à midi, son menu à 91,50 F d'un excellent rapport qualité/prix, le soir, une cuisine simple et imaginative dans un cadre chaleureux. P.M.R. : 180 F.
LE MAHARAJAH 15, rue J.-Chaptal, 6*	325-12-84 F. lundi	J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES et PAKISTANAISES. Équivalent 72, bd Saint-Germain, 5, 354-26-07. T.L.J. PRIX KALI 84 : MEILLEUR CURRY DE PARIS.
RAVI 30, rue de Valenciennes, 7*	261-17-28	Une nouveauté dans le 7 ^e . Cuisine indienne traditionnelle, vous invite au voyage. 7 jours sur 7. Il est prudent de réserver. Déjeuners, dîners. Parking BAC-MONTAIGNE.
ALISSA PILS 5, rue Scène-Beuve, 6*	548-07-22 F. dim., lundi	J. 0 h 15, dans un cadre typique. Cuisine marocaine de FES. PASTILLA, COUSCOUS-BEURRE, YAGINES, pâtisserie maison. Réserve à partir 17 h. C. bleue.
CHEZ FRANÇOISE Aloïse des Invalides, 7*	548-49-03 F. dim. soir et lundi	C'est votre fête, aujourd'hui, Madame, ou vous, Monsieur ? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Menu à 95 F s.c. Parking privé face au n° 2, rue Faber.
ENVIRONS DE PARIS		
CHATEAU DE LA CORNICHE à Roissy A. 13, sortie Boullier	093-21-24	Dans son parc exceptionnel. Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. Pâtisseries. Salons des Impressionnistes, de MONET à RENAISSANCE, de Giverny à Roissy.

SOUPEURS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS 326-89-36 CHOUROUTE, grillades, POISSONS, TERRASSE PLEIN AIR.	CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES » 12, place Clichy - 874-49-64 Accueil jusqu'à 2 h du matin GOUTEZ L'AIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VUE A TOUTES LES SPECIALITÉS DE LA MER LUNE DES MEILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS.
----------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MÊME LE JOUR

AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 236-11-75 « LE FAMILIAL RESTAURANT DES HALLES » Un monument patrimonial de la vie nocturne parisienne. Huitres et fruits de mer toute l'année.	LE GRAND CAFÉ 4, bd des Capucines - 742-75-77 « LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA » La fraîcheur des poissons. La finesse des cuisines. Magnifique banc d'huitres. Époustouflant décor-spectacle 1900.	LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Élysées - 359-44-24 « L'AMBASSADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE » Vous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraîcheur. La brasserie du Tout-Paris.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

MUSÉE DE L'ORANGERIE
TERRASSE DES TUILERIES
**LE PROJET D'AMÉNAGEMENT
DU GRAND LOUVRE**
TOUS LES JOURS SAUF MARDI DE 9 H 45 A 17 H 15
ENTRÉE LIBRE

GALERIE MEDICIS
17, pl. des Vosges, 75004 PARIS
Tél. : 278-21-19
GENDRE
Aquarelles, jusqu'au 7 octobre
T.L.J. de 14 h à 19 h. DIMANCHE COMPRIS

LA NOUVELLE ECOLE PRIMAIRE

Le Monde
L'ÉDUCATION
LA NOUVELLE
ÉCOLE PRIMAIRE
LES ENSEIGNANTS SONDÉS : CARBOUGE
PRIVE, SAINTE-VALÉRIE

C'est le retour des disciplines à l'ancienne. Dans le primaire, les nouveaux programmes de J.-P. Chevènement ont mis en sommeil les activités d'éveil. Au profit d'une pédagogie plus traditionnelle. S'agit-il de développer chez nos enfants la seule mémoire passive ? Dans le Monde de l'éducation, experts et psychologues en évaluent le risque. Et les instituteurs commentent cette « restauration ».

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Ecole privée : Savary s'explique sur la querelle scolaire de 1984.
- Sondage IPSOS auprès des enseignants.
- Les mutations du milieu, les changements de mentalités, commentés par Hervé Hamon.
- Tintin : Fidèle des adultes. Né il y a près de soixante ans, il est encore l'objet d'un culte. Avec « fan-clubs » et « tintinologues »...

Numéro d'octobre chez votre marchand de journaux.

L'ÉDUCATION

COMMUNICATION

Mercredi 2 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 20 Journal.
19 h 55 Football.
Retransmission en multiplex de la Coupe d'Europe des matches-retours du premier tour : Nantes-Reykjavik et Metz-Splitz (à 21 h).
22 h 45 Loto.
21 h 50 Série : Arsène Lupin.
Un téléfilm de J.-P. Decourt, d'après Maurice Leblanc. Avec G. Descriers, N. Alari, D. Gélis.
Nouvelles aventures du gentleman cambrioleur.
22 h 50 Performances.
Magazine d'actualités culturelles.
23 h 20 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité : J.-P. Chevènement.
Emission de F.-H. de Virieu.
M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, répond aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescène et à celles du public. Pour la première fois, un sondage par Minitel permettra de connaître « à chaud » les réactions du public.
21 h 45 Mo... ja.
Magazine de Bernard Bouthier.
L'amour à la rétro : Cézaire, y'a rien à voir : Quand il n'y aura plus d'homme : Cent briques pour un clap : Trompe la mort.
22 h 45 Histoires courtes.
23 h 10 Journal.
23 h 25 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Portrait de Simone Signoret.
Rediffusion de l'émission qui lui avait consacré Jérôme Garcin en février 1985 à l'occasion de la sortie de son livre Adieu Volodia.
21 h 35 Thalassa.
22 h 20 Journal.
22 h 40 Météo-planet : Shanghai skipper.
D'après T. Topin, réal. M. Andrieu. Avec C. Nongaro.

D. Blanc, P. Dormoy...
Une nouvelle série policière, aussi méchante et rapide que... Série noire... mais plus moderne encore, plus souple dans l'écriture, adaptée des nouveaux auteurs de roman noir. C'est le monde mourant, bleu nuit, irritant pour les nerfs, des petits voyous sans expérience, des secrétaires douces comme des câbles, qui savent pleurer à chaudes larmes mais tuent tranquillement, des loups en gilet et pantalons. Avec Nougara en veilleur de nuit, mi-rêveur mi-trouble, et la musique de Portel.
23 h 40 Coup de cœur.
23 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Feuilleton : La révolte des Hatikous ; 17 h 15, Et si... on faisait de la bande dessinée et Fables d'aujourd'hui ; 17 h 30, Fraggle rock ; 18 h, A deux sur la trois ; 18 h 55, Hello moi-même ; 19 h 5, A tout pé ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

21 h, Revanche à Baltimore, film de R. Ellis Miller ; 22 h 35, La Samala, film de J.-L. Hubert ; 0 h, Fog, film de J. Carpenter, 1 h 25, Document : Australie, avec les nouveaux pionniers ; 2 h 15, Superstar.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h 30 Préludes : concert - Feuillets d'album -, enregistré au Centre Georges-Pompidou, le 20 mai 1985.
22 h 30 Naïfs magiques.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Roméo et Juliette, extraits symphoniques de Berlioz ; Deux Noces, de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz Club (en direct du Petit Journal Montparnasse -).

Jeudi 3 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 45 ANTOPE 1.
11 h 15 La Une chez vous.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournées... mande.
13 h Journal.
13 h 50 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
14 h 45 Documentaire : Les animaux du monde. Chevaux d'Amérique.
15 h 15 Courty en direct d'Evry.
15 h 30 A coup ou à raison.
Rediffusion de « Jeu de la vérité », avec Enrico Macias (le 8 février).
17 h 10 La maison de TF 1.
17 h 10 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-Journal pour les jeunes.
18 h 45 Série : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricochoboy.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir.
Feuilleton américain de D. Duke. D'après le roman de C. McCullough, adapt. C. Culver, réal. D. Duke. Avec R. Chamberlain, R. Wadd, B. Bruwa...
Quatrième épisode. Tandis que Ralph est sacré évêque, Meggie épouse Luke à Drogheda. Mais très vite le couple se disloque. Meggie aime toujours Ralph... Adapté d'un best-seller, cette saga familiale, qui se situe en Australie, a été un gros succès aux États-Unis, malgré les défauts du genre (stéréotypes et couplets moralisateurs). En France aussi.
22 h Les jeux de l'information : Infovision sur la sécurité.
Magazine d'A. Devers, R. Pic, M. Albert, J. Decanoy et B. Laine.
Antenne, chemin de fer, automobiles : les catastrophes se sont succédées pendant tout l'été. Trois enquêtes sur la sécurité dans les différents moyens de transport.
23 h 15 Journal.
23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTOPE.
11 h 20 Les rendez-vous d'Antenne 2.
11 h 30 La télévision des téléspectateurs.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Le Christ s'est arrêté à Eboli.
15 h 55 C'est encore mieux l'après-midi.
17 h 30 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
La rénovation des vieux quartiers.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Le Chat.
Film français de Pierre Granier-Deferre (1970), avec S. Signoret, J. Gabin, A. Cordy.
Dans un pavillon de banlieue promis à la démolition, un homme et une femme vieillissent, vivent dans une hostilité permanente.
22 h 25 Magazine : Planète foot.
Présenté par Bernard Péro.
Au sommaire du nouveau magazine de football international, un résumé de certains matches de Coupe d'Europe, un point sur les qualifications pour la prochaine Coupe du monde et une rétrospective consacrée aux grands joueurs du passé.
23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Propagandes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau « La révolte des Hatikous » ; à 17 h 30 « Edgar, le détective cambrioleur » ; à 18 h 55 « Hello, moi-même ! » ; à 19 h 40 « Un journaliste un peu trop voyant ».
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Théâtre (pour l'Année Victor Hugo) : Mangeront-ils ?

De Victor Hugo, enregistré en juin au parc de la Citadelle à Strasbourg. Mise en scène B. Jenny, par l'Ensemble théâtral de l'Est. Avec J.-P. Tribou, C. Aler, C. Sauvage.
Dans l'empire cette finissant, le roi Mau décide par jalousie de laisser ses cousins mourir de faim ; une satire de l'autorité monarchique. La mise en scène à grand spectacle est pétillante mais souffre des plans réduits de la télévision.
22 h 25 Journal.
22 h 50 Les grands-pères du crime : Boileau-Narcejac.
Emission de Raoul Mille.
Deux retraités bien tranquilles se rencontrent sur la Côte d'Azur pour concocter... des crimes. L'un pense, l'autre écrit, Boileau-Narcejac : un duo infernal spécialisé dans le roman noir.
23 h 15 Lettre à Juliette.
Un vidéoclip sur un poème de Victor Hugo.
23.20 Prélude à la nuit.
Tzigane, de Maurice Ravel, interprété par D. Erlih au violon et P. Cassard au piano.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 12, Cabou Cadin (et à 17 h 15) ; 7 h 40, Top 50 ; 8 h 30, Rue Carnot 19 h, le Bon Plaisir, film de F. Girod ; 10 h 45, Les Comanches, film de M. Cortiz ; 12 h 30, Direct ; 14 h, L'échec, film de M. Bégout, film de R. Day ; 15 h 50, Sirens, film de J.-L. Bertucelli ; 17 h 15, 4 C ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxixie (et à 20 h et 20 h 30) ; 19 h 3, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, Les Fous du stade, film de C. Zidi ; 22 h 10, Martin, film de G. A. Romero ; 23 h 45, On m'appelle dollars, film de J. Kaplan ; 1 h 10, Hill Street Blues ; 2 h, Document : Les stars en lode.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les maîtres de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Une Jérusalem en Langue ; (et à 10 h 30 : Ezra Pound) ; 9 h 5, Matière, une vie une œuvre : Par Lagerkvist « Le sourire qui veille au cœur de l'angoisse » ; 10 h 30 Musique : miroirs ; 11 h 10, Répétés, dit le maître : Au musée de Lille, les élèves d'un LEP ont copié sur un tableau une robe du XIX^e siècle ; 11 h 30, Faut-il : Le parfum de la dame en noir, de Gaston Leroux ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Peintures et ateliers : Piotr Kowalski, sculpteur ; 14 h, Un livre, des voix : Sans la miséricorde du Christ d'Hector Bianciotti ; 14 h 30, Radio-Canada présente : suivez le cantor, le parc national de l'archipel de Mingan ; 15 h, L'univers de Paul Grignon ; Un maître d'école buissonnière ; 15 h 30, Muséum : Maria Arpichin inaugure la saison russe de musique de chambre ; 17 h, Textes ; 17 h 10, Le pays d'ici : Autun ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'insuffisance rénale chronique ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Cours d'interprétation au 5^e Festival de piano de La Roque d'Anthéron, journée Pierre Sancan.
20 h 30 La véritable histoire des diables de London.
21 h 30 Vocalise : Le point de vue des directeurs d'Opéra, les problèmes actuels de l'art lyrique.
22 h 30 Naïfs magiques.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les maîtres de France-Musique : Intégrales des sonates de Beethoven ; 7 h 10, L'empire, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, L'oreille des musiciens ; 9 h 20, Le matin des musiciens : le couronnement de Poppée, ou la folle journée ; œuvres de Usser, Monteverdi, Lully, Berlioz ; 12 h 10, Le temps du jazz : le blues urbain, Chicago ; 12 h 30, Concert : œuvres d'Albuc, Turini, Pergolise par la Capella Clementina, dir. H. Mueller-Brodel, sol. B. Schlick, soprano, R. Kussmaul, violon baroque ; 14 h 2, Répères contemporains : Bruno Duclot ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : musiciens « nationaux » ; œuvres de Saint-Saëns, Massenet, Bizet, Scotta, Ravel, Debussy... ; 18 h 2, Côté jazz : magazine de l'opérette ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 10, Resonance, magazine de la guitare ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Ararat-concert.
20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Opéra et Euripide, opéra en trois actes de Gluck, par la Petite Bande et l'Ensemble vocal Currendi, dir. S. Kuijken, sol. R. Jacobs, haute-contre, I. Pouletard, soprano, S. Boulin, soprano.
23 h Les soirées de France-Musique : Rome, Naples, Florence ; œuvres de Nola, Valente, Willert, Lassus, Szwedinski, Pergolise.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement préconise des concentrations limitées dans l'audiovisuel

Le conseil des ministres devait adopter, ce mercredi 2 octobre, le projet de loi réformant la législation audiovisuelle de 1982 et permettant la création de télévisions privées. Mercredi dernier, le gouvernement avait buté, lors du conseil, sur l'une des dispositions du texte autorisant une certaine concentration dans le secteur audiovisuel.

Il semble que quelques ministres, et le président de la République lui-même, aient jugé dangereux qu'une même entreprise puisse contrôler à la fois cinq radios, cinq télévisions et cinq réseaux câblés.

Le nouveau texte limiterait la concentration, au niveau national, à trois stations de radio et trois stations de télévision. Il laisserait à la Haute Autorité le soin de protéger le pluralisme de la communication audiovisuelle au niveau régional contre toute position dominante. Si le projet de loi est adopté, il pourrait être présenté au Parlement dès le 14 octobre.

A la veille de ces décisions, M. Georges Fillard, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, qui était l'invité du colloque de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP), s'est prononcé pour une libéralisation de la réglementation publicitaire sur les futures chaînes privées.

Gagner la course contre la montre

On n'attendait pas grand-chose de ce colloque de l'IREP, qui réunissait, mardi 1^{er} octobre, tous les gros acteurs de l'audiovisuel français. La semaine précédente, une autre « grande messe » célébrée par le magazine *Télé 7 jours* et rassemblant les mêmes, s'était déroulée dans un scepticisme déconcertant : la libéralisation audiovisuelle tant attendue ne serait-elle pas victime des incertitudes politiques ?

C'est M. Fillard qui a créé la surprise. En répétant qu'il attendait les premières images des nouvelles télévisions pour la fin de l'année, le secrétaire d'État a signifié que le gouvernement voulait : maintenant aller vite. En annonçant une libéralisation de la publicité, il a rassuré les investisseurs sur la viabilité économique de cette aventure.

La confirmation d'une ouverture progressive des écrans publicitaires aux secteurs économiques jusqu'à interdits, le compromis esquissé sur la coupure des programmes par la publicité, sont des concessions surprenantes si on les compare aux positions défendues il y a encore deux mois. Mais le gouvernement sait qu'il doit lâcher du lest s'il veut gagner sa course contre la montre et empêcher que son plan audiovisuel ne vole en éclat, à l'approche des élections.

Prenant bonne note de ce virage libéral qu'ils réclamaient depuis un an, les principaux acteurs de l'audiovisuel privé ont accepté de lever un coin du voile sur leurs stratégies. La chaîne à dominante musicale, qui devrait occuper le premier réseau multiville, est en bonne voie.

Le tour de table financier est achevé : Europe 1 y reste leader avec 30 % et entraîne avec lui Publicis, Gaumont, NRJ et le Club Méditerranée. La négociation sur les conditions de diffusion et le rythme de mise en place du réseau reste difficile, même si on s'oriente vers un compromis sur la facture à payer à Télédiffusion de France.

Selon les dernières estimations de l'établissement public, trois millions de foyers pourraient recevoir les émissions de la nouvelle chaîne en janvier. Les autres devront sans doute attendre un peu et modifier leurs antennes. Que verront-ils ? Beaucoup de clips et de concerts - sans doute moins francophones que ne le souhaiterait le ministre de la culture - mais certainement aussi des films qui complèteront un programme qui cherche avant tout à toucher la jeunesse.

Le sort du deuxième réseau multiville est plus délicat. On l'imaginait il y a deux mois partagé entre RTL-

Bruxelles-Lambert et Hachette se partageant en 1986 une chaîne publique, le satellite et, sans doute, l'agence Havas privatisée. Dans ce dernier cas, le bénéfice de toute sa politique se réduirait à la seule chaîne musicale.

Reste la troisième voie de la télévision privée : celle des stations locales. Les grandes entreprises de communication semblent peu attirées par l'exploitation directe de ces stations, qu'elles jugent difficilement rentables. Mais elles se préparent à leur fournir des programmes : mis bout à bout, une quarantaine de télévisions locales et les premiers réseaux câblés constituent un marché suffisant pour amortir des services thématiques distribués par satellite et financés par la publicité.

Les projets ne manquent pas : le Canal J d'Hachette, consacré aux émissions pour enfants, la chaîne de fiction et de musique de M. Jean-Marc Berger (STV), les clips de Sky Channel, Hit TV d'UGC et de Libération ou encore les projets que l'on prête au groupe de M. Robert Hersant. Mais quel accueil le gouvernement réservera-t-il à ces réseaux de programmes, alors qu'il vient de donner un coup d'arrêt au développement des réseaux radio-phoniques ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Fillard : non aux réseaux de radios

● L'OUVERTURE DES ÉCRANS PUBLICITAIRES AUX NOUVEAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES. - « Elle est déjà acquise pour le tourisme et les transports aériens. Elle paraît nécessaire pour l'immobilier et la grande distribution pour financer les télévisions locales. Sur ces deux secteurs, l'ouverture sera progressive pour ménager les intérêts de la presse écrite ».

● LA COUPURE DES PROGRAMMES PAR LA PUBLICITÉ. - « Elle est nécessaire aux heures de grande audience qui sont les créneaux publicitaires les plus importants pour une télévision privée. L'interdiction conduirait ces chaînes à ne diffuser que des émissions très courtes pour placer le maximum de spots. Je pense qu'il faut aller vers un compromis, autoriser les télévisions privées à couper certains programmes mais interdire ces coupures sur les chaînes publiques ».

● LES RÉSEAUX RADIO- PHONIQUES. - « L'obligation faite aux radios locales de diffuser 80 % de programme propre sera maintenue. Je sais que cette disposition est tournée et je souhaite que la loi s'applique à l'occasion des renouvellements d'autorisation par la Haute Autorité. Le ministre des PTT a donné sa réponse à la direction générale des télécommunications de ne pas donner suite aux contrats de certains réseaux radio-phoniques avec la satellite Télécom 1 (1). »

● L'ACCÈS DES RADIOS PÉRIPHÉRIQUES À LA FM. - « La décision politique est prise, elle est positive. Reste à régler les détails techniques ».

(1) La société française Câbles et Radios, filiale de la DGT, a commencé à commercialiser des canaux de satellite Télécom 1 pour la transmission de programmes en FM, ce qui favorise la constitution de réseaux de radios, en principe interdits par la loi de 1982 (le Monde du 19 septembre).

CBS ENTRE DANS LE CAPITAL DE RADIO-GILDA

Le groupe américain CBS vient de prendre 25 % dans le capital de Radio-Gilda, qui avait fermé ses portes au mois de juillet dernier (le Monde du 10 juillet). Un rebondissement dans l'histoire de la radio privée parisienne, dont le projet ambitieux et très professionnel avait échoué sur le créneau coûteux de l'information. L'arrivée de l'un des trois grands réseaux américains doit permettre à l'équipe de Patrick Fillard de rembourser les dettes de la radio (environ 2 millions de francs) et de relancer ses programmes selon une formule plus musicale. Les fondateurs de la « radiopolitaine » conservent 50 % du capital et la participation de CBS se fait avec l'accord du groupe Fillard, lui-même actionnaire à 25 % depuis un an.

Selon une interview accordée au journal *Libération* par Patrick Fillard, qui reste gérant et directeur de la station, la relance se fera en deux temps : une période privilégiant la variété au détriment de l'information, puis de nouvelles émissions avec une équipe élargie et un budget moins serré. La tonalité de la grille devrait cependant évoluer : en ciblant la tranche d'âge vingt-cinq-quarante ans. Radio-Gilda renonce au traitement très pointu de l'actualité, bien décidée à tenir compte des résultats des sondages d'audience pour durer sur la bande FM parisienne.

C. Y.

EN BREF

● Transformations au groupe Bayard-Press. - L'assemblée générale extraordinaire de Bayard-Press, réunie le 27 septembre, a transformé le statut de ce groupe, qui devient société à directeur et conseil de surveillance. Le directeur, présidé par M. Bernard Péro, comprend en outre M. Yves Boccard, le Père Emmanuel Raspide et M. Lucien Vialle. Le conseil de surveillance est présidé par M. Jean Gélamur, ancien président du groupe. Il comprend MM. Jean Boissonnat, vice-président du groupe Expansion, Dominique Ferry, ancien directeur des techniques nouvelles d'Hachette, Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, Roger Lavialle, directeur général adjoint d'Overt-France, et les Pères assumptionnistes Claude Maréchal (supérieur provincial de France), Jean-Jacques Laurent (économiste provincial), Hervé Stéphan (supérieur général), et Jean-Louis Soubirou (assistant du supérieur provincial de France).

● M. Philippe Hersant et « l'Union » de Reims. - La commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, que préside M. Henri Caillaud, doit examiner jeudi 3 octobre la proposition de M. Philippe Hersant, directeur du quotidien *France-Anlles*, de reprise de l'Union, à Reims.

● La Coupe d'Europe en salle obscure. - Vidéo transmission service (VTS) doit retransmettre pour

la première fois, ce mercredi 2 octobre, la rencontre de football comptant pour la Coupe d'Europe de l'UEFA, entre Milan AC et l'AJ Auxerre. La retransmission depuis Milan - par l'intermédiaire du satellite Télécom 2 - est prévue pour 20 h 45 et sera diffusée dans cinquante-quatre salles de cinéma. A titre expérimental, des matches de football ont déjà été transmis dans certaines salles du Massif Central, où ont été faits les essais du système.

D'autre part, les liaisons par satellite ont déjà été utilisées pour la retransmission en salles de deux concerts (Johnny Hallyday et Kid Créole). Environ cent cinquante salles de cinéma ont déjà passé un contrat : c'est la société France câbles et radio, filiale de la direction générale des communications, qui installe les antennes de réception.

● Une radio (illégal) défend la chanson française. - La bande FM parisienne s'est accrue d'une nouvelle station, RCF (Radio de la Chanson Française), qui émet sur 104,9 MHz, en toute illégalité. Cette fréquence fait partie de la bande gérée par les télécommunications, mais la Haute Autorité de la communication audiovisuelle s'est saisie, vendredi 27 septembre, du dossier. Les animateurs de RCF veulent « défendre le patrimoine de la chanson française » contre l'invasion de la musique anglo-saxonne. L'un d'eux est Pascal Sevran, animateur de l'émission « La chance aux chansons » sur TF1.

Le Monde EDUCATION

A la pêche aux logiciels

L'INTRODUCTION de l'informatique à l'école aura été la grande affaire de cette rentrée scolaire. Grâce au plan Informatique pour tous (IPT), 100 000 ordinateurs sont entrés dans les classes. Mais ce n'était là que la première partie de l'opération : restait à alimenter ces machines en logiciels. La confection de ces derniers dépendant largement des compétences de la plupart des enseignants, le plan mise sur l'utilisation des logiciels « clés en main » existant sur le marché.

Aussi le ministère s'apprête-t-il à déverser sur le terrain une énorme cargaison de logiciels : un million de cassettes et disquettes pour un budget de 203 millions de francs. Une aubaine pour le marché français des programmes informatiques. Mais comment les enseignants choisiront-ils parmi les logiciels proposés, et surtout quel usage en feront-ils en classe ?

Le plan Fabius-Trigano agit à la manière d'une opération « coup de poing » : il met brutalement chaque maître, chaque élève, au contact de l'informatique. Mais personne ne sait exactement ce qui résultera de ce choc frontal.

Un enjeu considérable

Tout semble prêt en tout cas pour la distribution massive des logiciels. Les 46 000 établissements scolaires équipés grâce au plan IPT reçoivent ces jours-ci un jeu de programmes groupés dans deux « valises » (1). Sélectionnés par une commission mise en place par le ministère de l'éducation nationale (2), ces produits sont considérés comme la base indispensable à tout utilisateur. Ce sont surtout des programmes éducatifs correspondant à chaque matière scolaire : exercices « à trous », où l'élève doit compléter une phrase ou une équation, visualisation de connaissances en géométrie, en astronomie par exemple, questionnaires à choix multiples... Mais les « valises » contiennent aussi quelques « outils logiciels » (traitement de texte, gestionnaire de fichiers...), ainsi que des programmes d'initiation générale à l'informatique.

Cette première livraison, qui s'achèvera à la fin d'octobre, a permis d'assurer un minimum de commandes, mais elle ne respecte pas la liberté traditionnellement laissée aux enseignants pour le choix des outils pédagogiques comme les manuels scolaires. Ils pourront donc dans un second temps sélectionner à leur guise d'autres programmes parmi un catalogue de 687 titres spécialement édité et surtout passer commande par Minitel avant le 30 novembre. Cette possibilité est offerte à tous les établissements, qu'ils soient équipés par le plan IPT ou qu'ils l'aient été antérieurement.

Un catalogue de sept cents programmes informatiques va être proposé aux enseignants. Mais comment choisir et à quoi serviront-ils ?

Un petit miracle que ce catalogue. Voici un an, on dénombrait à peine deux cents logiciels dignes d'être utilisés par l'éducation nationale, dont les trois quarts provenaient du Centre national de documentation pédagogique (CNDP), service public. Mais l'équipement accéléré décidé au début de 1985 par M. Fabius a bouleversé les données du mar-

Monde du 20 septembre 1985) pour centraliser les commandes aux éditeurs, la fabrication et les expéditions. Les problèmes industriels liés au caractère massif et brutal de la demande n'ont pas été les plus simples à résoudre : la fabrication des logiciels du plan IPT absorbe environ deux cinquièmes de la production française des cassettes audiovisuelles.



NICOLAS GUILBERT.

ché. Derrière les 100 000 micro-ordinateurs livrés et les millions d'élèves et d'enseignants utilisateurs, c'est l'ensemble des consommateurs potentiels d'ordinateurs qui sont touchés, puis que les ateliers pourront rester ouverts au grand public après la classe.

Pour les éditeurs de logiciels comme pour les constructeurs, l'enjeu est considérable. Des dizaines de programmes nouveaux ont donc vu le jour dans la foulée du plan Fabius. Le CNDP, principal producteur de logiciels éducatifs, n'a finalement pas été retenu pour constituer le catalogue, et la formule du groupement d'intérêt public, structure d'économie mixte imaginée pour coordonner la recherche et la commercialisation des programmes, a fait long feu. C'est une entreprise privée, France Imago Logiciel (FIL), née du rapprochement de Thomson, de la CGE et de la CAMIF (coopérative des instituteurs), qui a été choisie (le

quelques programmes professionnels comme le traitement de texte ou la gestion de fichiers laissent une liberté pédagogique beaucoup plus grande que les traditionnels questionnaires éducatifs fermés. Corriger des fautes d'orthographe sans laisser la moindre trace, collectionner des milliers de vers de Baudelaire pour y découvrir des analogies... L'ordinateur seul le permet. Des logiciels de jeux ont aussi été inclus.

Les 687 titres proposés ne sont pourtant pas tous des chefs-d'œuvre pédagogiques, et l'éducation nationale se garde bien d'y apposer le moindre label de qualité. Les logiciels pour l'école élémentaire en particulier n'offrent pas toujours un « plus » évident par rapport aux méthodes classiques. Certains, conçus précipitamment pour figurer au catalogue, ne sont guère que des livres traduits pour l'informatique.

Comment dès lors séparer le bon grain de l'ivraie ? La grande masse des enseignants ne disposera en fait d'aucun outil de choix. Le catalogue ne reprend que les notices de présentation fournies par les éditeurs. Un responsable de l'opération prétend même que l'utilisation de chaque logiciel nécessiterait une formation spécifique de... cinquante heures, soit la durée des stages d'initiation à l'informatique proposés aux enseignants pendant les vacances !

Des centres de tests

L'éducation nationale projette de mettre en place dans chaque académie des centres de ressources en logiciels, où les programmes pourraient être testés par ses personnels ; mais rien ne sera mis en place avant l'an prochain. Les commandes de logiciels risquent donc fort, cet automne, de ressembler à une gigantesque pêche à la ligne. Les chefs d'établissement et les maîtres sont déjà sollicités par les représentants des grands éditeurs. Le CNDP propose plusieurs produits parmi les plus élaborés, mais ne peut compter que sur son image de service public pour conquérir les enseignants.

Après la loterie du premier trimestre, les établissements devaient pouvoir passer une nouvelle série de commandes dès mars 1986, une fois épuisés et critiqués les premiers logiciels livrés. En réalité, ils ne reçoivent que des logiciels de qualité moyenne, les programmes valant surtout par l'utilisation que sauront en faire les professeurs. La brutalité de l'opération logicielle peut les inciter à la créativité pédagogique, à l'ouverture sur l'extérieur. Elle risque aussi de décourager les professeurs isolés et peu habitués à pareil tourbillon. C'est l'un des défis lancés par l'informatique pour tous au monde éducatif.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Le contenu des valises varie selon la catégorie d'établissements et l'équipement : 116 logiciels dans les lycées, 71 dans les collèges et de 22 à 59 dans les écoles.

(2) Elle comprend un spécialiste du Club Méditerranée, un représentant de l'Agence de l'Informatique, deux responsables académiques de formation ; elle est présidée par M. J. Hebenstreit, professeur à l'Ecole supérieure d'électronique.

Pour en savoir plus

L'initiation à l'informatique a été introduite à l'école élémentaire par les nouveaux programmes parus en avril dernier. Mais aucune instruction officielle ne précise encore le contenu et les limites de cet enseignement. Cela devrait être fait par une circulaire en préparation au ministère de l'éducation nationale, qui laissera la plus grande liberté aux enseignants et n'attachera aucun des usages possibles de l'informatique (enseignement noté, traitement de texte, programmation, réflexions technologiques). Elle devrait fixer à une heure par semaine l'heure hebdomadaire consacrée à l'informatique dans les classes de fin de cycle (CM2, troisième). Une « fiche pratique » sur le sujet devrait, d'autre part, être diffusée dans chaque école élémentaire à la mi-octobre.

Mais d'ores et déjà les enseignants qui veulent en savoir plus peuvent s'adresser notamment aux organismes suivants :

• Le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) a édité un guide, *Expliquez-moi l'informatique*. Ses annexes régionales peuvent guider les utilisateurs de logiciels. (CNDP : 29, rue

d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05 ; tél. : 634-98-00.)

• Au Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA) et au Centre mondial, on peut consulter des catalogues de logiciels et les essayer. (CESTA : 1, rue Descartes, 75005 Paris ; tél. : 634-33-33. Centre mondial : 22, avenue Marignol, 75008 Paris ; tél. : 268-11-00.)

• Deux associations regroupent des enseignants intéressés par l'informatique : Enseignement public et informatique (EPI), 11, avenue Pierre-Cordelle, 78178 La Colle-Saint-Cloud ; Association pour le développement dans l'enseignement de la micro-informatique et des réseaux (ADEMIR), 8, rue Huyssmans, 75006 Paris ; tél. : 544-76-73.)

• L'éditeur Fernand Nathan organise jusqu'au 23 octobre des journées de découverte de ses logiciels, à Paris et en province. (Renseignements au 539-85-49.)

• Un nouveau manuel, *Savoirs informatiques*, s'adresse aux enseignants confrontés à l'ordinateur. (18, rue de Châtillon, 75014 Paris ; tél. : 545-38-73.)

PAMPHLET

Les Pol Pot de la pédagogie

Deux professeurs expliquent que le « désastre » de l'école est la conséquence de la « barbarie » pédagogique et de l'idéologie socialiste.

LES esprits simples qui ont cru que M. Chevènement allait remettre de l'ordre dans une école menacée par le laxisme se trompent lourdement. L'actuel ministre ne fait que poursuivre, de manière plus sournoise, l'œuvre de destruction entreprise par ses prédécesseurs et qui fait de l'éducation en France « un désastre national sans précédent ».

Ce désastre a une cause précise : le triomphe de la pédagogie, une « fausse science » barbare engendrée par l'idéologie socialiste. La pédagogie repose en effet sur l'illusion que tous les individus ont des talents identiques et qu'il suffit pour qu'ils s'épanouissent de les laisser s'exprimer librement. Cette utopie apparemment généreuse aboutit à un nivellement par le bas, à une négation des compétences et des hiérarchies, correspondant exactement à l'égalitarisme morbide des socialistes.

Telle est la démonstration que proposent deux professeurs de lycée, Isabelle Stal et Françoise Thom, dans un petit livre catastrophique, *L'école des barbares*, où l'on peut lire des formules telles que celle-ci : « La pédagogie est la Camboogie de la culture ; après son passage, il

ne reste plus que cendres et faux-semblants. » Ou encore : « Sous le prétexte d'instaurer à l'école une égalité réelle, on vient inexorablement à anéantir l'instruction elle-même. L'égalité réalisée se confond avec le degré zéro, avec l'ignorance absolue, avec la nullité établie. »

Hélas ! la perspective d'une victoire prochaine de l'opposition aux élections ne suffit pas à rassurer : l'idéologie socialiste est moins la programme d'un parti que la maladie des sociétés de masse. Il semble donc difficile d'y échapper. Nous sommes entrés depuis longtemps dans le régime de la barbarie avancée.

Les obsédés de la décadence — nombreux en ces temps de crise — trouveront dans cet implacable opuscule les raisons de leurs angoisses. Les autres y verront la stupéfiante illustration d'un certain délire contemporain, dont les progrès commencent à avoir quelque chose d'inquiétant...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ *L'ÉCOLE DES BARBARES*, d'Isabelle Stal et Françoise Thom, Préface d'Alain Besençon, Julliard, 126 p., 60 F.

DÉBAT

Pas « la Marseillaise » !

NE s'élèvera-t-il donc aucune voix pour protester contre l'idée de génie de M. Chevènement : faire réapprendre à nos enfants, dans le cadre du programme d'éducation civique, l'hymne national le plus meurtrier qui soit, et dont on se scandaliserait s'il était celui d'un autre pays ?

En admettant que la mélodie soit sacrée et intouchable, ne pourrait-on modifier les paroles sanguinaires, qui, dans la bouche d'enfants de onze ans, à la cérémonie de rentrée des écoles, me font rougir d'une bonté tempérée par l'espoir qu'ils n'en comprennent pas vraiment le sens...

Ces paroles, situées historiquement, sont non seulement scandaleuses mais parfaitement archaïques et dépassées de nos jours : Quel « four de gloire » est arrivé ? Quel sang bûnain peut être « impur » ? « Observez nos sillons » et imprégnez notre « dard » ? Quel ennemi vient, juste, « dans nos campagnes », « égorger nos fils, nos compa-

gnés » ? Tout cela est aujourd'hui simplement ridicule !

Si le patriotisme, dans le sens de l'amour de la terre (maternelle ou paternelle), se justifie, le nationalisme, qui est fermeture dans la baine contre le voisin, même forcé par la guerre. Aux approches du vingt et unième siècle, quand on essaye déjà de faire (péniblement) l'Europe, il s'agit de s'ouvrir au monde et à toutes les autres nations, solidaires par la force des choses. De nos jours, le mondialisme n'est plus une utopie généreuse, mais une question de vie ou de mort...

Ne pourrait-on inventer un hymne européen ? Ou mieux : une *Internationale* qui ne soit pas annexée par les communistes ? Plusieurs poètes, dont Lamartine, ont proposé des « *Marseillaises* de la paix ».

ODETTE THIBAUT.

Biologiste. Auteur de *Non à la guerre, disent-elles* (Chronique sociale, Éditions ouvrières) et *Construire la paix à l'école ouvrière* (Fiches pédagogiques, RIFG, BP 265 - 75906 Paris Cedex 20).

BLOC NOTES

• PRÊTS D'HONNEUR AUX JEUNES

La Fondation de France attribue, comme chaque année, une vingtaine de prêts d'honneur de 25 000 francs à des jeunes pour les aider à réaliser un projet professionnel, universitaire ou personnel.

Renseignements : Fondation des prêts d'honneur aux jeunes, Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

• STAGES D'ANGLAIS

La Centre d'éducation permanente de Paris-I organise des stages d'anglais en cours du soir du 21 octobre 1985 au 24 février 1986 (soixante heures de cours). Coût du stage : 2 700 francs.

Inscriptions : Centre d'éducation permanente de Paris-I, 14, rue Cujas, 75006 Paris. Tél. : 323-75-23 et 364-87-80.

• COURS DE NÉERLANDAIS

L'ambassade de Belgique organise des cours de néerlandais gratuits,

tous niveaux, à la Maison des étudiants belges, Cité internationale universitaire de Paris.

9, boulevard Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 689-56-55.

• AIDES AUX ENFANTS DU TIERS-MONDE

Le Centre français de protection de l'enfance (CFPE) recherche des personnes souhaitant parrainer des enfants du tiers-monde (Afrique noire, Amérique latine, Inde, Madagascar). Il anime aussi une opération d'aide et d'échanges entre la France et les pays d'Afrique noire, baptisée « carte scolaire 2000 », pour permettre aux jeunes de financer leur scolarité. Le coût (scolarité, hébergement, nourriture) est de 100 à 120 F par mois.

Renseignements : CFPE, 97, boulevard Berthier, 75017 Paris. Tél. : (4) 380-26-53 (service parrainage) et (4) 380-17-16 (carte scolaire 2000).

Les Editions L'HERMÈS

31, rue Pasteur 23, rue du Départ
69007 LYON 75014 PARIS
Tél. : 78-72-45-50 Tél. : 335-03-30

Dès ANNALES et Manuels pour B.T.S.

Mathématiques statistiques. Cours, exercices, corrigés	140 F
Fiches de révision de Mathématiques financières	21 F
M. Belot et F. Ecozo	
Epreuves de gestion et de mathématiques. V. 1: Exercices	70 F
V. 2: Fiches techniques et corrigés types	70 F
M. Belot, F. Ecozo, Ch. Dichelette	
Outils de Gestion. V. 1: Exercices	94 F
V. 2: Fiches techniques et corrigés types	94 F
A. Brizard et J. Obadia	
Annales « Culture Générale », A. Dupont et M. Poisson	80 F
Annales « Économie », F. Allard-Jacquelin et M. Sauvage	85 F
Organisation et traitement de l'information, G. Jean-François	85 F
Cas commentés en action commerciale, C. Marcel, B. Pastou	94 F
Cas commentés en commerce international	97 F
L. Grunlopp, Y. Guilloit-Gognot	
L'anglais des affaires. Vie de l'entreprise, commerce international et informatique, A. Deynne	120 F
Espagnol commercial et économique F. Garnet	145 F
Italian commercial et économique L. Sandre	95 F
L'épreuve orale d'anglais (manuel, fiches et cassette)	130 F
S. Evans, J.P. Berthelin	

TÉMOIGNAGES DE MINISTRES

« EN TOUTE LIBERTÉ », d'Alain Savary

L'intolérance des extrêmes

(Suite de la première page.)

La description met en évidence la symétrie des extrêmes : les ultras de l'enseignement catholique, qui se refusent à toute modification, les laïques intransigeants, qui exigent l'abrogation des lois antilaïques. Mais la symétrie n'est pas totale : si l'Eglise a évolué, il n'en est pas de même dans l'autre camp, dont Alain Savary regrette qu'il n'ait pas tenu compte des changements : « Certains ignoraient l'évaluation de l'Eglise, d'autres ne voulaient pas la voir, d'autres enfin refusaient d'y croire. »

Pareillement pour l'opinion publique : ils récusent les sondages si ceux-ci étaient défavorables à leur point de vue. C'est ainsi qu'on perd les batailles politiques. Autre dissymétrie : si l'épiscopat a su tenir tête à ses ultras, les sociétés de pensée dont la tolérance est le mot d'ordre et l'honneur ont fait preuve d'une singulière intolérance. Ligue des droits de l'homme ou Grand Orient, dont le grand-maître n'a pas craint de tancer le ministre pour ne pas avoir pris de maison dans son cabinet.

Des zones d'ombre

Les politiques ont-ils mieux apprécié le rapport des forces ? Lionel Jospin n'a pas pris clairement position, et a suivi ses troupes ; en treize ans, Pierre Joxe n'avait pas perçu le message. Quant à André Laignel et à Jean Popereau, quoi d'étonnant qu'ils se soient battus contre un projet qui heurtait leurs convictions ? La surprise est qu'ils aient pu finalement imposer leur point de vue.

Cette relation détaillée laisse subsister des zones d'ombre, et les historiens auront encore à faire. Quatre points encore ont intrigué. Les deux premiers concernent l'archevêque de Paris, dont les interventions ont manifestement surpris et blessé le ministre. La première, le 17 avril,

ne lui a pas paru en harmonie avec la ligne suivie jusque-là par l'épiscopat.

L'explication réside-t-elle, comme le suggère Alain Savary, dans une pression de Rome ? L'hypothèse, en l'absence de preuve, n'emporte pas la conviction. La seconde est l'interview du cardinal Lustiger du 5 juin dénonçant le manque de la parole donnée. Pour Alain Savary il n'y avait pas eu de parole donnée.

Alors ? Y eut-il malentendu entre le cardinal, prenant pour argent comptant des paroles d'apaisement ou le premier ministre ne voyait pas malice ? Malentendu ou pas, la phrase eut des conséquences, puisqu'elle nous apprend que la mise au point tranchante de Maignon fut dictée par l'épiscopat. Cette phrase n'était pas de la plume du premier ministre.

Les deux autres énigmes ont trait au comportement du chef de l'Etat entre le 22 mai et le 12 juillet. Plus Alain Savary démontre la continuité de la politique gouvernementale depuis le tournant de 1982, qui relie son projet aux intentions du président, et plus le mystère s'épaissit. Si le président a suivi mot à mot l'élaboration du projet, jusqu'à en rédiger des passages, pourquoi donc avoir laissé une minorité intransigente imposer des amendements qui le défigureraient gravement ? Quelque espoir que le ministre ait voulu garder au soir du 22 mai, tout était joué.

Autre énigme, et qui l'est pour Alain Savary aussi : pourquoi avoir retiré inopinément ce projet qu'on le disait, quelques jours après le 24 juin, toujours décidé à maintenir ? Et ce, sans informer le ministre responsable ni consulter le conseil des ministres qui l'avait adopté.

Le livre réformé, on médite sur la portée de cette histoire. Fut-on jamais plus proche d'une solution définitive ? L'épiscopat y était disposé, l'opinion en majorité y était

favorable, le ministre avait trouvé un point d'équilibre. Tout a basculé sur quelques amendements que M. Savary qualifie justement de fatidiques, puisque leur adoption fut fatale, et pas seulement au projet.

Erreur capitale de stratégie, dont on a vu les conséquences en chaîne

Alain Savary, Jean-Pierre Chevènement...

Les deux derniers ministres de l'éducation nationale

publient en même temps leurs témoignages.

Le premier, dans En toute liberté, raconte le combat qu'il a mené pour mettre un terme au dualisme scolaire.

Le second, dans le Pari sur l'intelligence, replace son action dans une réflexion plus large sur l'évolution de la société française.

au cours de l'été. Dès 1982, un sondage prédisait que le sort du septennat et le jugement sur lui dépendraient en partie du sort de la question. François Mitterrand a perdu l'occasion d'attacher son nom, comme il en avait la noble intention, à l'extinction d'une querelle ruineuse pour l'unité nationale et la vie politique. Nous ne sommes décidément pas tout à fait sortis du dix-neuvième siècle.

Dans cette crise, comme en octobre 1956 à propos de l'Algérie, la démission volontaire d'Alain Savary pour mettre en harmonie son comportement avec ses convictions, fut le prix dont il a payé le fait d'avoir raison plus tôt que la plupart de ses amis politiques ; n'avait-il pas averti que toute modification apportée au projet entraînerait l'irréparable ?

RENÉ REMOND.

* Alain Savary, avec la collaboration de Catherine Arditi. En toute liberté, Hachette, 236 p., 72 F.

« LE PARI SUR L'INTELLIGENCE », de Jean-Pierre Chevènement

La République, idée d'avenir

« Qu'est-ce qu'un homme politique qui n'arrive pas exactement à exprimer devant l'opinion ce qu'il est ou ce qu'il veut ? »

Un précurseur, peut-être... Cet échange cite un dialogue de trois cents pages entre M. Jean-Pierre Chevènement, ministre socialiste de l'éducation nationale, dirigeant du CERES, fondateur du club

« République de bataille, donc (...) socialiste », comme il l'écrit lui-même. M. Chevènement a fort à faire pour convaincre ses amis du PS qu'il ne réduit pas le socialisme à un « républicanisme » (3). C'est pourquoi il invoque les idées de Jean Jaurès et, répondant à Jules Guesde (moins bon républicain, selon lui, que Jaurès), rappelle que le dirigeant assassiné voyait le socialisme dans « l'accomplissement de la République ».

Pourtant, si le sursaut collectif de la nation française doit être porté par les socialistes - aux yeux de M. Chevènement, une large partie de la bourgeoisie prend son parti du déclin, au point qu'il la compare à une bourgeoisie « campradore » (4), - il doit évidemment transgresser les frontières de classes et crever les cloisons électorales entre la gauche et la droite. Un tel objectif doit, en quelque sorte, « révéler » à eux-mêmes « beaucoup de gens qui se croyaient à droite ».

La démarche se veut, à l'évidence, gauchienne. Elle est, à la fois, facilitée et rendue d'autant plus nécessaire par l'obstination du PC dans l'erreur, qui laisse au PS la tâche historique de réussir une nouvelle synthèse républicaine. Au demeurant, M. Chevènement explique que « le discours républicain convient mieux à des socialistes de gouvernement », car, « quand vous êtes dans l'opposition, il faut rassembler les forces qui vous permettent de devenir majoritaire ; et, quand vous êtes au gouvernement, vous devez assumer la responsabilité du peuple tout entier ».

Tête-à-queue

Le volontarisme sans failles du ministre de l'éducation nationale s'accompagne d'un goût évident pour les tête-à-queue de la pensée. Comment rallier à un programme d'effort et de travail les couches neutres, qui, certes, ne sont pas « fixées », comme le dit M. Chevènement, mais sont aussi « très individualistes et, pour une part, d'entre elles, assez antiproductivistes » ?

Sans doute le ministre de l'éducation nationale a-t-il certains moyens pour réhabiliter civisme, sens du sacrifice, patriotisme. Mais son

séjour rose de Grenelle, même s'il s'y sent bien, n'aura qu'un temps. Bref, comment mobiliser quand on rame à contre-courant ? « Changer le courant », répond tranquillement M. Chevènement, guère plus précis sur les moyens de son ambition européenne ; faire l'unité de l'Europe autour d'un axe économique, scientifique et technologique Paris-Bonn, devenu le fer de lance de la contre-attaque du Vieux Continent.

En fait de pirouettes, il en est une, savoureuse, qu'il effectue. M. Chevènement pour justifier l'abandon « provisoire » de la référence au socialisme : n'invoque-t-il pas, soixante-cinq ans après Trotski, l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays ?

M. Chevènement affirme qu'il voulait, à l'origine, contribuer à « redynamiser la gauche » en montrant l'ampleur de son bilan. Le Pari sur l'intelligence va finalement bien au-delà. On y verrait plutôt comme une manière de prendre date, de planter les premiers jalons, pour un « mouvement d'Etat » capable de dépasser l'opposition de la droite et de la gauche traditionnelle, qu'appelle « une espèce de no man's land historique où peuvent s'épanouir des gens comme de Gaulle ».

Encore faut-il avoir du temps devant soi. Or, M. Chevènement aura tout juste cinquante ans l'année du... bicentenaire de la Révolution française. Le ministre républicain ne pouvait sans doute rêver plus belle coïncidence...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Le Pari sur l'intelligence. Jean-Pierre Chevènement. Entretien avec Hervé Hamon et Patrick Roman. Ed. Flammarion, 1985. 312 p., 78 F.

(2) Le Monde a publié des informations sur les réflexions du CERES et de République moderne, notamment dans ses numéros datés 1^{er} février, 2 avril et 12-13 mai.

(3) La motion majoritaire, pour le congrès de Toulouse du PS, qu'a signé le CERES, précise explicitement que « le socialisme français ne saurait être réduit à un républicanisme ».

(4) Notion utilisée dans l'analyse marxiste-léniniste, et qui s'applique à l'origine aux pays colonisés. La bourgeoisie compradore identifie ses intérêts à ceux des grandes entreprises des nations coloniales, et non à ceux de son pays d'origine.

Du bon usage de la concurrence

Confrontés l'un après l'autre - mais dans des circonstances bien différentes - au problème de l'école privée, Alain Savary et Jean-Pierre Chevènement l'ont abordé dans un esprit diamétralement différent. Alors que le premier a souhaité un rapprochement aboutissant à un service unique mais pluraliste d'éducation, le second a choisi le statu quo et le retour à la loi Debré de 1959.

Mais ces divergences partaient du même postulat : l'intégration pure et simple, réclamée pendant des années par le grand clergé syndicaliste et parti confondue, est impossible. D'autre part, l'existence de deux écoles peut être un moyen d'action pour obtenir ce que les deux ministres ont considéré comme la priorité : la rénovation de l'école publique.

Pour Alain Savary, le rapprochement des écoles publiques et privées permettrait de développer la nécessaire autonomie des établissements et d'étendre à l'école publique les notions de communauté éducative et de contrat pédagogique heureusement mises en œuvre dans le privé. Il favoriserait la tendance à la déconcentration de l'école catholique et aiderait

l'école française à réduire ses rigidités et à s'adapter à la diversité croissante du public scolaire.

Pour Jean-Pierre Chevènement, au contraire, ces tentatives de rapprochement ne pouvaient que semer la confusion et diluer l'école dans un magma « sans visage et sans principe ». L'école publique, explique-t-il, doit retrouver sa vocation et ses racines - être un lieu de tolérance, de progrès et de raison, et relever avec ses propres armes la défi de la concurrence. Le dualisme est positif : faute de pouvoir y mettre fin, mieux vaut en faire un levier pour accélérer la réforme intellectuelle et morale de l'école publique. Position équilibrée défendue par Lionel Jospin - qui avait été peu séduit par le projet Savary - lors du colloque du PS sur l'école.

Ainsi, par un curieux renversement de l'histoire, le dualisme scolaire, longtemps condamné comme diabolique par la gauche unanime, est maintenant considéré par certains des plus éminents responsables de cette même gauche comme une chance à saisir... Le combat pour la laïcité a changé de terrain. Il n'a pas disparu.

FREDERIC GAUSSEN.

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

TOME 1 : LES ANNÉES FROIDES 1944-1954



Le débarquement en France. De l'attentat Staline. De l'abdication de Dien-Bien-Phu. C'est entre 1944 et 1954 que, bien souvent, notre planète a pris son visage d'aujourd'hui. Pour mieux comprendre l'origine des situations actuelles, pour découvrir ou redécouvrir cette période charnière de notre histoire, le Monde a fouillé ses archives. Il y a sélectionné les articles les plus significatifs sur la décennie. Les Années froides, premier volume de l'Histoire au jour le jour, vous feront revivre, entre autres, le blocus de Berlin, l'entrée des communistes à Shanghai, la guerre de Corée, l'aventure de l'Exodus ou le procès de Pétain. L'ouvrage retrace les portraits des grands de l'époque, tel celui de Churchill que Mendès France écrivait lors de sa mort. Il fait resurgir du passé les figures parfois oubliées - Mossadegh, Peron, MacArthur - de ceux qui faisaient cependant la une des journaux de leur temps. L'Histoire au jour le jour est également un guide pratique, illustré de cartes originales et complété de chronologies précises rappelant, année après année, le cours des principaux événements. L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

LE TOME 1 VIENDRAIT DE PARAÎTRE, 208 PAGES
En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 1 : LES ANNÉES FROIDES 1944-1954 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

...Il est donc indispensable de disposer d'urgence d'hommes et de femmes de types nouveaux, capables de dominer les filières traditionnelles du cinéma et de la télévision, mais capables aussi d'élaborer et de fournir des programmes précis, ciblés, adaptés aux multiples pôles de diffusion en voie d'émergence.

ESEC

École Supérieure Libre d'Études Cinématographiques
40, rue François-I^{er} - 75008 PARIS - 723-64-28
Inscriptions closes le 15 octobre.

الكتاب

هذات الامم

INFORMATIONS « SERVICES »

PTT

Tous les numéros de téléphone changeront le 25 octobre

C'est la nouvelle numérotation téléphonique, et c'est le vendredi 25 octobre à 23 heures. Depuis quelques semaines, Caroline et Léon (Zitron) rappellent chaque soir aux abonnés que le France va vivre dans quelques semaines un événement majeur, sans équivalent dans le monde : le changement des numéros de téléphone de vingt-cinq millions d'abonnés. Une opération préparée depuis plus de dix ans, depuis qu'il est devenu évident que le développement du téléphone conduirait tôt ou tard à une saturation du réseau.

Dès 23 heures, le 25 octobre, les numéros de téléphone changeront tous huit chiffres (au lieu de six ou sept actuellement). La modification est minime. Comme Léon et Caroline l'expliquent, il suffit de « faire tomber les parenthèses » de l'indicatif départemental. Pour Paris et la proche banlieue, c'est un peu plus complexe, il faut changer cet indicatif (le chiffre 1) pour le remplacer par 4.

Si les numéros changent peu, la procédure d'appel est modifiée. Il n'y aura plus en France que deux zones : l'Île-de-France et le reste du pays. À l'extérieur d'une zone, on appellera son correspondant en composant les huit chiffres. Cela change peu pour les habitants de l'Île-de-France qui feront huit chiffres au lieu de sept. C'est plus nouveau pour les provinciaux qui n'auront plus besoin de faire précéder du 16 les huit chiffres de leur correspondant. Le 16 restera néanmoins nécessaire pour les liaisons entre zones, de Paris à province et de province à Paris.

Le changement peut paraître mineur. Il s'agit pourtant d'une énorme entreprise qui mobilise cinquante mille personnes et sera suivie avec attention par de nombreux observateurs étrangers.

La saturation menaçait. Dès la fin de cette année, il n'aurait plus été possible de raccorder certains nouveaux abonnés. Il n'y a plus de numéros disponibles, ou précisément plus d'indicatifs qu'on pourrait affecter à de nou-

veaux centraux. La nouvelle numérotation téléphonique va pratiquement doubler le nombre des numéros utilisables. Les demandes tiennent à l'augmentation du nombre des abonnés, mais surtout à des services comme la sélection directe à l'arrivée, qui permet d'atteindre tous les postes d'une entreprise sans passer par un standard. Enfin, les nouveaux services, comme la vidéotex, vont faire croître la consommation téléphonique et pousser certains abonnés à s'équiper d'une seconde ligne.

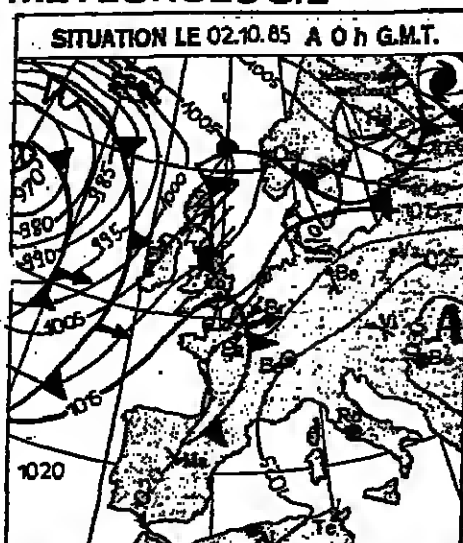
Après le choix du système, il a fallu élargir le réseau. D'abord, remplacer avant la fin de leur vie normale quelques centraux anciens pour lesquels les modifications seraient été extrêmement coûteuses. Ensuite, adapter les centraux qui subsistent. Enfin, longuement tester tous ces changements et vérifier que les modifications du fonctionnement du téléphone - que deux centraux quelconques pouvaient communiquer suivant le nouveau système. Il a aussi fallu adapter les installations privées qui sont raccordées au réseau téléphonique, en particulier tous les systèmes d'appel automatique.

En septembre, une répétition générale a montré que toutes les équipes mobilisées connaissent bien leur rôle.

Le grand soir a été fixé à un vendredi à 23 heures : une heure choisie qui précède un week-end, où les techniciens pourront corriger les quelques défauts qui seraient échappés aux tests. Car il faut impérativement que dès le lundi suivant, le réseau soit en état d'acheminer son trafic normal et d'encadrer les nombreuses erreurs de numérotation qui ne manquent pas de se produire. Ici, on est en présence d'un véritable engagement catastrophique, vers une panne généralisée de la téléphonie. Personne ne veut l'imaginer, mais, si toutes les précautions imaginables ont été prises, mais certains croient les doigts.

MAURICE ARVONNY

MÉTÉOROLOGIE

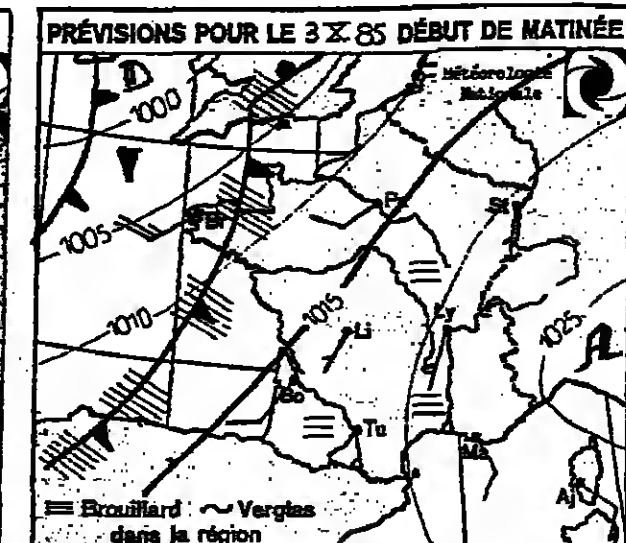


Évolution probable du temps en France entre le mercredi 2 octobre à 0 heures et le jeudi 3 octobre à 24 heures.

L'anticyclone continue à s'affaiblir sur l'Europe occidentale, permettant au flux perturbé océanique de pénétrer sur le pays.

Jour : Une bande nuageuse et faiblement pluvieuse abordera la Bretagne et les côtes de la Manche dès le matin. Elle s'étendra en fin de matinée à la région parisienne en donnant un temps couvert mais peu pluvieux. Ailleurs, après dissipation des brumeaux matinaux, la matinée sera ensoleillée.

L'après-midi, aggravation pluvieuse sur la Bretagne et renforcement des vents de sud-ouest. Au nord d'une ligne Bordeaux-Nancy, le ciel restera couvert.



Les températures demeureront élevées pour la saison, avec le matin des minimums de 12 à 14 degrés et en fin de journée des maximums de 18 degrés sur les côtes de la Bretagne et de la Manche, 24 à 25 degrés sur le littoral nord, 28 à 30 degrés ailleurs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 1^{er} octobre, le second, le minimum de la nuit du 1^{er} octobre au 2 octobre) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 27 et 18 ; Bordeaux, 27 et 16 ; Brétat, 23 et 15 ; Brest, 19 et 15 ; Cannes, 23 et 15 ; Cherbourg, 24 et 14 ; Clermont-Ferrand, 25 et 18 ; Dijon, 27 et 16 ; Dinard, 24 et 15 ; Embrun, 24 et 12 ; Grenoble-St-M-H., 26 et 14 ;

Grenoble-St-Geoirs, 25 et 16 ; La Rochelle, 23 et 16 ; Lille, 22 et 16 ; Limoges, 26 et 17 ; Lorient, 20 et 16 ; Lyon, 26 et 19 ; Marseille-Marganne, 28 et 16 ; Menton, 23 et 15 ; Nancy, 26 et 15 ; Nantes, 26 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Nice-Ville, 25 (max) ; Paris-Montsouris, 28 et 16 ; Paris-Orly, 29 et 15 ; Paris, 29 et 18 ; Perpignan, 27 et 18 ; Rennes, 23 et 16 ; Rouen, 26 et 14 ; Saint-Etienne, 27 et 19 ; Strasbourg, 24 et 13 ; Toulouse, 29 et 18 ; Tours, 29 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 (mini) degrés ; Genève, 26 et 14 ; Lisbonne, 27 et 17 ; Londres, 27 et 15 ; Madrid, 30 et 15 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 21 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITION

« Objectif Terre » à la maison de Radio-France

« Objectif Terre » est le thème de l'exposition présentée jusqu'au 9 octobre à la maison de Radio-France grâce à une opération conjointe du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), de France-Inter et du quotidien le Croix.

Au moment où le BRGM célèbre son vingt-cinquième anniversaire, il a voulu faire prendre conscience au grand public de l'utilité des sciences de la Terre. Des quantités énormes de matières premières minérales entrent dans la composition d'une multitude de produits usuels et dans la construction de tous les grands ouvrages. Sans eau, la vie est impossible et elle est indispensable à d'innombrables activités industrielles. Or, qui peut trouver l'eau et les matières premières minérales ? Les géologues et les géophysiciens.

L'exposition est rendue très attrayante par des maquettes animées, des montages audiovisuels. Les enfants peuvent même jouer aux chercheurs d'or en secouant un tamis rempli d'eau et de sable... dépourvu d'or, est-il besoin de le dire. Une maquette fine montre quel « gruyère » est le sous-sol de Paris avec ses anciennes carrières, son méro, ses égouts, ses canalisations, etc.

Six débats publics (et gratuits) sur des sujets liés aux sciences de la Terre ont eu lieu et sont retransmis quelques jours après, au moins partiellement, au cours de l'émission « Boulevard de l'étrange » (France-Inter à 20 heures) : celui du lundi 23 septembre, « L'événement des sciences de la Terre », auquel participait, notamment, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, sera diffusé le 2 octobre ; celui du 24 septembre, « Paris couleur 17 », le 1^{er} octobre ; celui du 27 septembre, « Les sources du Sahel », le 3 octobre ; celui du 28 septembre, « Dans la chaleur de la Terre », le 4 octobre ; celui du 29 septembre, « Les mythes de la Terre », le 7 octobre.

Y. R.

★ Maison de Radio-France, entrée A, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Ouvert tous les jours de 10 heures à 18 h 30. Entrée gratuite. Les samedis et dimanches, on peut faire identifier des minéraux.

VICTOR HUGO « PARIS VECU »

En 1859, en exil à Guernsey, Victor Hugo écrivait en tête du cinquième chapitre des *Misérables* : « Voilà bien des années déjà que l'auteur de ce livre, forcé, à regret, de parler de lui, est absent de Paris. Depuis qu'il l'a quitté, Paris s'est transformé. Une ville nouvelle a surgi qui lui est en quelque sorte inconnue. Il n'a pas besoin de dire qu'il aime Paris : Paris est la ville natale de son esprit. »

Ce sont ces lignes qui ont inspiré l'exposition organisée par Jean Derens, conservateur à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris. Des photographies, des affiches, des documents souvent inédits racontent le « Paris vécu », celui que le poète aimait à parcourir à pied et le « Paris rêvé », celui que l'on retrouve dans les *Misérables* ou *Notre-Dame de Paris*. Un guide mis à la disposition des visiteurs rassemble les principaux textes qu'Hugo consacra à la capitale.

★ Victor Hugo, 1802-1885, Paris vécu, Paris rêvé. Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville. Jusqu'au 5 octobre, de 9 heures à 18 h 30.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

PARIS EN VISITES

VENREDI 4 OCTOBRE

« Les impressionnistes », 15 heures, entrée musée du Jeu de Paume (P.-Y. Jodet).

« La crypte souterraine de l'église Saint-Sulpice, les demeures médiévales du quartier », 14 h 30, devant l'église, lampes de poche (M. Bannas).

« Les primitifs italiens », 14 h 30, musée du Louvre.

« Église Saint-Roch », 11 heures (G. Canet).

« Hôtel de la rue du Jardin des missions étrangères », 14 h 30, église Saint-Thomé-d'Aquin (Arts et curiosités de Paris).

« Jardins et cours de Charonne », 14 h 30, métro Philippe-Auguste (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 14 heures, hall (S. Rojon).

« Louis XVIII et M^{me} du Cayla au château de Saint-Ouen », 14 h 30, métro Métro-Saint-Ouen (C.A. Meses).

« Les hôtels de la rue du Bac, les jardins des missions étrangères », 15 heures, sortie métro Bac (M. Raguenet).

« Le Saint-Louis », 15 heures, 45, quai Bourbon et « Sacha » aurait 100 ans, 15 heures, musée du Luxembourg (Paris et son histoire).

« Le Marais : le village Saint-Paul, l'hôtel de la Brimlithera, l'affaire des poisons », 15 heures, métro Pont-Marie (M.-C. Lemer).

« Sur les pas des romantiques dans la nouvelle Athènes », 14 h 30, métro Saint-Georges (D. Bonchard).

« Le Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (G. Rozen) ou Pont-Marie (les Filles) ou Saint-Paul (Réunion du passé).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Kappler, 20 h 15 : « Réincarnation et métamorphoses de l'homme intérieur ».

35, rue des Frères-Bourgeois, 18 h 30 : « Le festival Europa 85 : l'Espagne », M. Paul Wilhelm, membre de l'Académie royale de Belgique.

Place du Palais-de-l'Émirat (Institut musulman de la mosquée de Paris), 18 heures : « L'islamisation de l'Europe : le voyage de Sindbad le marin » (R. Khawar).

SPORTS

● **AUTOMOBILISME** : rallye de San-Remo - L'Allemand Walter Rohrl (Audi sport quattro) a porté son avance à 4 mn 36 s sur le Finlandais Timo Salonen (Peugeot 205 turbo 16), mardi 1^{er} octobre, à l'issue de la deuxième étape. Le Finlandais Markku Allen (Lancia 037) accède à la troisième place à 5 mn 51 s.

Tambay chez Ford - Après le retrait de Renault de la formule 1, Patrick Tambay rejoindra, la saison prochaine, l'écurie Beatrice-Lola, qui dispose d'un nouveau moteur V 6 turbo Ford-Cosworth.

● **BASKET-BALL** : coupe Korac - En match aller du premier tour de la coupe Korac, Villeurbanne s'est imposé, mardi 1^{er} octobre, à Monthey (Suisse), par 83 à 74.

● **HOCKEY SUR GLACE** : championnat de France - La troisième journée, disputée mardi 1^{er} octobre, a donné les résultats suivants : Français vaincus b. Amiens, 6-3 ; Saint-Gervais b. Rouen, 9-2 ; Villard-Laus b. Champagnat, 4-2 ; Briançon b. Grenoble, 8-2 ; Viry b. Tours, 10-6 ; Gap b. Megève, 7-5. Classement : 1. Français Vaincus et Saint-Gervais, 6 pts ; 3. Amiens, Briançon et Gap, 4, etc.

● **VOLLEY-BALL** : championnats d'Europe - L'équipe de France masculine a obtenu, mardi 1^{er} octobre, à Den-Bosch (Pays-Bas), sa troisième victoire consécutive en battant la Yougoslavie 3 sets à 1 (15-9, 16-14, 9-15, 15-13). Les Français disputent la poule finale, à Amsterdam, en compagnie des Soviétiques, des Italiens, des Polonais, des Bulgares et des Tchécoslovaques ou des Roumains. Dans la compétition féminine, les Françaises ont subi leur troisième défaite face aux Soviétiques par 3 sets à 0.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4066

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Des gens très éclairés à qui l'on ne fera pas prendre des vessies pour des lanternes. - II. Mot beaucoup de temps pour devenir grand. Devient moins récalcitrant quand il a pris une calotte. - III. Travail d'équilibriste. Préposition. - IV. Marque de complicité. - V. Peuple du Latium. - VI. Roi de Juda. Partie de belote. Se répète pour endormir. - VII. Nom de guerre d'un maréchal. Douteux ou qui ne fait aucun doute. - VIII. Dans ou sur une botte. - IX. Fait le guet et donne la alarme. Forme d'ivoire. - X. Pavanne chez les Bretons ou domestiques chez les Nordiques. Personnel. - XI. Battus. Tanner ou rafraîchir le peau.

VERTICALEMENT

1. Le potard y potasse parfois son potassium. - 2. Raison pouvant faire refuser une invitation à « goûter ». Forme d'ivoire. - 3. Réflexions au bord d'un lac. - 4. Traquenard pour un traquet. Commune de Belgique. - 5. Pour une dame du temps jadis. Ce qu'un gîte-sauce tente de réussir. - 6. A beaucoup circulé

dans le Césaire Empire. Aragon lui dédia un cantique. - 7. Personnel. Epelé : femme remarquable. Introduction pour Stendhal ou sortie pour Proust. - 8. Souvent sur le flanc avant même d'en abattre. Tel un port qu'on ne saurait qualifier de franc. Accompagne le corps dans un acte de totale dévotion. - 9. Précision en style clerc. Occupe une haute position dans la magistrature.

Solution du problème n° 4065

Horizontalement

I. Huissier. - II. Isolés. EL. - III. Sa. Ironie. - IV. Trop. Long. - V. Orsted. - VI. Amant. - VII. Reîtres. - VIII. Ent. Inini (palindrome). - IX. Rénetter. - X. No. Or. Eve. - XI. Usine. Es.

Verticalement

1. Histoire. Nu. - 2. Usure. Euro. - 3. Io. Orbe. - 4. Slips. Non. - 5. SER. Taire. - 6. Isolation. - 7. Nodosité. - 8. Rein. Nerve. - 9. Légataires.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Seul paru au Journal officiel du mercredi 2 octobre :

UN DÉCRET

● Portant publication de la convention du Conseil de l'Europe sur le transfert des personnes condamnées signée à Strasbourg le 21 mars 1983.

DES CIRCULAIRES

● Relative à la nouvelle planification des secours en matière de risques technologiques. - ● Relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement public. Conséquences en matière de coopération intercommunale du transfert de compétences des établissements d'enseignement du second degré.

BREF

SOLIDARITÉ

LE FORUM DES ONG.

Le Forum de la coopération volontaire, qui aura lieu à Agen du 17 au 20 octobre, réunira plus de soixante-dix associations engagées dans des actions humanitaires d'urgence ou de développement à travers le monde. Il aura pour thème la coopération volontaire et l'entreprise. Un rapport du club de Rome sur l'action des associations pour le développement.

★ Guide européen du Réf., 11, rue de Valenciennes, 75006 Paris, tél. : (1) 326-97-52.

Blancs : KASPAROV

Noirs : KARPOV

Onzième partie

Défaite Nimzo-indienne

1. d4	Cb1	14. Fg3	Tg8
2. e4	cf6	15. Fd2	Ff6
3. Cc3	Fd4	16. f5	Cd5
4. Cd3	e4	17. Cc5	Fg4
5. Fg5	g5	18. h4	g4
6. e5	g4	19. Fxg5	Df6
7. exd4	h6	20. Dd4	Tf8
8. Fd4	g5	21. Td1	Td7
9. Td1	g4	22. Dg4	Td8
10. Fg4	Cd5	23. Dd4	Td7
11. e4	Ff7	24. Fd4	Rd7
12. Td1	h6	25. Fd4	Alm.
13. a3	Ff7		

B. de C.

British Caledonian:

L'Afrique en Airbus

Abidjan, Accra, Banjul, Douala, Freetown, Kano, Lagos, Libreville, Lusaka, Monrovia, Tripoli. Le confort de l'A 310 et du Boeing 747. Et le légendaire service British Caledonian.

British Caledonian

Nous r'oublions jamais que vous avez le choix.

هناك انا اصل

économie

REPÈRES

Dollar : vif repli à 8,03 F

La baisse du dollar, interrompue depuis une dizaine de jours, a repris avec vigueur mercredi 2 octobre, les cours de la monnaie américaine revenant, brusquement, de 8,15 F à 8,03 F, de 2,67 DM à 2,63 DM et de 217 yens à 213 yens. Ce repli est dû à de nouvelles interventions des banques centrales, observées, mardi soir, à New-York, pour éviter une remontée du dollar. Cette remontée était perceptible au début de la semaine, sous l'accumulation de « bonnes nouvelles » en provenance de l'économie américaine, dont la croissance pourrait s'accroître un peu. La Banque du Japon continue à réévaluer le yen, juste avant le voyage que le premier ministre nippon, M. Nakasone, doit effectuer aux Etats-Unis. La tenue du franc reste satisfaisante vis-à-vis du deutschemark, en pleine hausse face au dollar, mais qui reste stable à Paris à 3,0520 F environ.

Assurances : autorisation des contrats en ECU

Le ministère de l'économie, des finances et du budget autorise, dorénavant, la souscription de contrats d'assurances libellés en ECU, pour couvrir les risques liés aux secteurs du commerce et des transports internationaux. Les entreprises françaises, et, en particulier, celles qui recourent à la facturation en ECU, pourront, désormais, souscrire ce type de contrats pour couvrir les dommages et les responsabilités auxquelles elles s'exposent dans leur activité avec l'étranger, précise le ministère. Cette mesure complète les dispositions déjà prises pour favoriser l'usage de l'ECU dans les transactions internationales, ajoute-t-on.

Dettes : report de six mois des échéances mexicaines

Un comité représentatif des six cents banques créancières du Mexique a accepté de différer, de six mois, le versement de 950 millions de dollars de remboursement de la dette arrivée à échéance. Ce report, décidé « à la lumière de récents développements », a été obtenu par des efforts conjugués de la part de la Banque mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement. Le Mexique a obtenu, en outre, l'octroi de 2,5 milliards de crédits frais, réclamés par Mexico. En échange, le pays s'engage à rechercher un nouvel accord avec le Fonds monétaire international - le précédent accord ayant été suspendu en juin, lorsque les résultats économiques se sont écartés des objectifs définis avec le Fonds.

Europe : 260 millions de francs de crédits pour les régions françaises

La Communauté européenne a débloqué une tranche de crédits de 260,63 millions de francs en faveur de 323 projets d'investissement dans plusieurs régions françaises, a annoncé la Commission européenne, le 30 septembre à Bruxelles. Le Fonds européen de développement régional (FEDER) finance, notamment, 86 investissements dans l'industrie, l'artisanat et les services qui permettront la création de 3 289 emplois et le maintien de 368 autres. Parmi ces projets figure un concours en faveur du fabricant de bateaux de plaisance Bénéteau, qui permettra de créer 300 emplois. D'autre part, près de 100 millions de francs sont octroyés à des infrastructures de télécommunication dans les régions Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon, Pays de Loire et Midi-Pyrénées, comme la construction de 247 cabines téléphoniques en Ariège et en Haute-Garonne (AFP).

Mécanique française : un léger mieux

Depuis la fin du premier semestre 1985, l'industrie mécanique française a enregistré une demande intérieure plus soutenue. Cette reprise, qui n'est pas comparable à celle des pays étrangers, est également confirmée par l'accroissement des importations (+ 10 % au premier semestre 1985 par rapport au premier semestre 1984). Elle devrait, en tout cas, permettre à la mécanique de connaître un taux de croissance de sa production compris entre 0 % et 1 %, en 1985, après une chute de 3,8 %, en volume, en 1984. Les exportations se maintiennent à 53,5 milliards de francs pour les six premiers mois de l'année (+ 5,9 % par rapport à 1984) avec, comme principaux clients, la RFA (+ 7,2 %), les Etats-Unis (+ 26,9 %) et le Royaume-Uni (+ 13,2 %). Les industriels français de la mécanique attendent, d'autre part, beaucoup de la visite, à Paris, de M. Mikhaïl Gorbatchev, les exportations françaises ayant sensiblement chuté au cours des précédentes années (- 35,9 % au premier semestre 1985 par rapport à leur niveau de 1983).

COMMERCE INTERNATIONAL

LA PRÉPARATION DES NÉGOCIATIONS MULTILATÉRALES

La Communauté européenne s'interpose entre les Etats-Unis et les pays en développement

Genève. - Les Etats-Unis éprouvent de sérieuses difficultés à faire adopter par l'ensemble de leurs partenaires du GATT - l'Organisation régissant l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - un scénario qui, dans leur esprit, devrait inévitablement conduire à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) courant 1986. Une vingtaine de pays en voie de développement (PVD), conduits par le Brésil et par l'Inde, qui sont réticents sur le fond, c'est-à-dire sur les objectifs que Washington entend assigner à ces négociations, et qui veulent pouvoir s'en dégager à tout moment, refusent la procédure qui leur est proposée, car elle leur semble trop contraignante.

Toutefois, par rapport à l'intransigence manifestée avant l'été, ce groupe de pays a montré une indiscutable ouverture à l'égard des préoccupations américaines. La Communauté européenne, soucieuse d'aider le président Reagan à contenir les pressions protectionnistes, joue les médiateurs afin de trouver un compromis, avant que ne s'achève, ce mercredi 2 octobre, la session extraordinaire des « parties contractantes » qui avait été convoquée à l'initiative de Washington.

Les Etats-Unis, dont l'obsession est de réduire l'ampleur du déficit de leur balance des paiements courants, insistent et insistent toujours pour que le nouveau cycle aborde le problème de la libéralisation progressive des échanges de services. C'est là plutôt que sur les échanges de produits qu'ils se sentent capables d'améliorer leurs performances. Une partie des PVD, le Brésil en tête, sont opposés à cette perspective. Ils veulent protéger leur industrie de services encore fra-

gile et surtout expliquent que, avant de s'occuper de nouveaux thèmes à seule fin de complaire aux Américains, il conviendrait que les engagements pris dans le passé au sein du GATT à l'égard du tiers-monde.

Relativement isolés au sein du GATT puisqu'une partie significative des autres PVD ne les suit pas - c'est le cas des pays de l'ASEAN, de la Corée du Sud, de la Jamaïque... soucieux de ne pas donner de prétextes supplémentaires à la majorité protectionniste du Congrès américain, sensibles aux efforts de conciliation déployés depuis juillet par la CEE et par le secrétariat du GATT, ils ont accueilli favorablement un projet de compromis prévoyant la constitution d'un groupe à haut niveau ayant pour mission d'examiner les sujets et les modalités d'un futur cycle de négociations. Ce compromis indiquait que le groupe ferait rapport à une session des parties contractantes en novembre et concluait que cette dernière, à la lumière du rapport, prendrait une décision concernant la création d'un « comité préparatoire » chargé de mettre la dernière main au lancement des NCM. C'était là, pensaient les Européens, un moyen d'adresser au Congrès ce fameux signe favorable.

Les Américains, qui dans cette affaire jouent volontiers la carte forcée, n'ont pas cru opportun lundi d'empêcher ce compromis. Insuffisant, a tranché le délégué américain M. Smith, insistant pour que le texte précise clairement que la session de novembre déciderait, quel qu'il arrive, la création d'un « comité préparatoire ». Cette manière cavalière de priver les travaux du groupe à haut niveau a irrité, de même qu'a déçu la menace brandie, en marge de la session, par le même

M. Smith de quitter le GATT et de s'orienter vers la conclusion d'accords bilatéraux entre les Etats-Unis et leurs « partenaires » commerciaux.

Les PVD contestataires ont raidi leur position. « Le comité préparatoire, cela devient quelque chose de trop compromettant », commentait M. Paulo Batista, l'ambassadeur du Brésil et l'un des chefs de file des récalcitrants. M. Osvaldo Nogueira, son collègue argentin, faisait référence au chemin parcouru depuis

juillet, constatait qu'« accepter la création d'un groupe à haut niveau constituait déjà un progrès important ».

Un accord ainsi limité semble toutefois insuffisant pour apaiser les Etats-Unis. La Communauté et ses plus proches alliés au sein du GATT, tout en regrettant ce qui est considéré comme un faux pas, ne désespèrent pas mercredi d'envisager une sortie à peu près honorable pour tous.

PHILIPPE LEMAITRE.

La France et l'Italie s'opposent sur le devenir des relations avec les pays méditerranéens

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). - La France et l'Italie se sont affrontées, le 1^{er} octobre, au sein du conseil des ministres des affaires étrangères des Dix sur la question des relations, après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, avec les pays méditerranéens associés à la CEE (1). Malgré le soutien de la majorité des Etats membres au projet présenté par la Commission européenne, Rome, soutenue par Athènes, est restée sur ses positions de départ. Les Dix reprendront l'examen du dossier lors de leur prochaine rencontre, les 21 et 22 octobre, à Luxembourg.

Les pays du sud de la Méditerranée bénéficient, au titre d'accords de coopération conclus au milieu des années 70, de préférences commerciales pour leurs ventes agricoles dans la Communauté. Afin de compenser les effets de la concurrence portugaise et surtout espagnole après le nouvel élargissement de l'Europe, Bruxelles, soutenu à fond par Paris, demande aux Dix d'adapter - avant la fin de 1985 - les arrangements existants de sorte que les exportations méditerranéennes puissent se maintenir à leur niveau actuel.

Toutefois, Rome, qui a apparemment du mal à faire admettre à ses agriculteurs que l'Italie doit, à quelques mois d'intervalle, faire des sacrifices à la fois pour accueillir les Espagnols et les Portugais et préserver la politique méditerranéenne de la CEE, considère que l'affaire n'exige pas de réponse immédiate. Ainsi les Italiens estiment que les avantages commerciaux des pays méditerranéens par rapport à l'Espagne demeureront jusqu'à la fin de la décennie.

L'Italie plaide, en outre, en faveur d'une solution globale aux différents problèmes posés par les relations avec les Etats associés. Pour Rome, il faut aussi régler dans le même temps l'augmentation de l'aide financière accordée par la CEE (7 milliards de francs en total pour la période 1982-1986) et le problème posé par les Etats-Unis, qui considèrent que les producteurs méditerranéens d'agrumes font l'objet de discrimination sur le marché communautaire par rapport à leurs concurrents méditerranéens. L'Italie, dont l'effort de pêche au large

des côtes tunisiennes est constant, demande enfin la conclusion d'accords dans ce secteur entre la CEE et les pays riverains de la Méditerranée.

Au cours de ces dernières années, les Dix ont exprimé à plusieurs reprises - notamment lors de la conclusion des pourparlers avec Madrid et Lisbonne (le 30 mars 1985) - leur volonté de trouver une solution satisfaisante avant l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Tant pour la Commission que pour la majorité des Etats membres, il y a de la crédibilité de la Communauté à l'égard de la zone méditerranéenne.

MARCEL SCOTTO.

(1) Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie, Liban, Syrie, Israël, Malte, Chypre.

CONJONCTURE


DIMINUTION DE 9,4 MILLIARDS DE FRANCS DES RESERVES DE CHANGE DE LA FRANCE

Les réserves de change de la France ont diminué de 9,4 milliards de francs en août 1985, revenant de 136,2 milliards de francs à 126,8 milliards de francs, à la suite du remboursement anticipé de 9,8 milliards de francs sur deux emprunts contractés à l'étranger.

Les remboursements ont été de 650 millions de dollars sur le prêt de 1,24 milliard de dollars accordé en juillet 1983 par la CEE, et de 400 millions de dollars sur l'emprunt de 4 milliards de dollars obtenu en novembre 1982.

Publication des tableaux de l'économie française en 1985. - L'INSEE publie, pour la neuvième fois, les tableaux de l'économie française. Cet annuaire de poche comporte quatre-vingt-quatre chapitres qui résument l'activité économique du pays au cours des dernières années. La dernière édition ajoute trois nouveaux thèmes : secteur nationalisé, recherche et production industrielle.


* Tableaux de l'économie française 85, 191 pages, 34 F, en vente dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.



Revenu Vert: un placement pour récolter quatre fois par an.

Récolter 4 fois par an, c'est mieux qu'une fois par an. Encore faut-il trouver un placement qui vous le permette tout en maintenant la valeur nominale de votre épargne. Le Crédit Agricole vous propose "Revenu Vert" :

- un placement sûr, souple et avantageux fiscalement. C'est un placement en obligations d'une souscription unitaire de 1.000 F environ, dont vous percevez les intérêts chaque trimestre pendant 4 à 5 ans si vous le souhaitez.
- Alors, si vous voulez toucher régulièrement le revenu de votre argent, poussez la porte du Crédit Agricole, ça tombe sous le sens.

**CRÉDIT AGRICOLE**

Le bon sens près de chez vous.

(Publicité)

LES ASSUREURS ET LES AUTOMOBILE-CLUBS RÉAGISSENT.

AUGMENTATION DE LA TAXE SÉCURITÉ SOCIALE SUR LES PRIMES AUTOMOBILES.

L'Union des Sociétés d'Assurances du Secteur Privé, la Réunion des Organismes d'Assurance Mutuelle, qui regroupent ensemble plus de 185 entreprises régies par le Code des Assurances, le Syndicat National des Courtiers d'Assurances et de Réassurances, qui compte 800 adhérents, et l'Association Française des Automobilistes, fédération regroupant 47 Automobile-Clubs français, ont décidé de déposer auprès du Conseil d'Etat un recours pour annulation du Décret du 30 juillet 1985 qui porte de 12% à 15% le taux de la cotisation d'assurance maladie assise sur les primes d'assurance automobile.

Dès le début du mois de juillet, lors de l'annonce du projet qu'avaient les Pouvoirs Publics de majorer de 3% le taux de cette cotisation, plusieurs personnalités représentatives de l'assurance avaient souligné combien **cet accroissement de la fiscalité était injustifié et inopportun.**

Injustifié, car d'après les estimations dont la fiabilité n'avait été jusqu'alors contestée, le produit des cotisations au taux de 12% dépassait déjà largement le coût des accidents de la circulation restant à la charge des caisses d'assurance maladie.

Injustifié, également, car les assureurs ont signé en 1983 un protocole d'accord avec les organismes de Sécurité Sociale qui a pour effet d'accélérer et d'accroître les remboursements effectués à ces organismes. C'est une réduction, et non une majoration, du taux de la cotisation d'assurance maladie payée par les assurés automobile qui aurait normalement dû en résulter.

Inopportun enfin, car la loi dite "Loi Badinter" promulguée le 5 juillet 1985 aura précisément pour effet de transférer aux assureurs automobiles la charge d'accidents jusqu'alors supportée par des régimes obligatoires d'assurance maladie.

Il est, dans ces conditions, inexact, comme s'y laissèrent aller certains porte-parole des Pouvoirs Publics, de justifier l'augmentation de la fiscalité de l'assurance automobile par la charge croissante qu'entraînerait pour la Sécurité Sociale une prétendue augmentation des accidents automobiles que démentent par ailleurs les statistiques.

Ces observations, malgré leur pertinence, n'ont pas empêché la promulgation du Décret du 30 juillet; toutefois, les trois Ministres signataires acquiescèrent le 12 août à la création d'une Commission d'évaluation du coût des accidents de la route pour les régimes d'assurance maladie.

Cette Commission, dont la Présidence fut confiée à un Conseiller Maître de la Cour des Comptes, s'est immédiatement mise au travail. Les assureurs qui participent à ces travaux ont constaté que l'administration n'avait pas encore été en mesure de produire des chiffres vérifiables confirmant les assertions mises en avant pour justifier l'augmentation des cotisations d'assurance maladie des primes automobiles.

Dans ces conditions, l'Union des Sociétés d'Assurances du Secteur Privé, la Réunion des Organismes d'Assurance Mutuelle, le Syndicat National des Courtiers d'Assurances et de Réassurances et l'Association Française des Automobilistes, estiment que ne se trouvent dès lors pas réunies les conditions sous le respect desquelles le législateur a délégué aux ministères concernés le droit de relever le taux de cette cotisation.

Avant que ne soit prescrit le délai de recours, ces organisations professionnelles ont donc demandé au Conseil d'Etat d'apprécier la légalité du Décret du 30 juillet 1985 et d'en décider, le cas échéant, l'annulation.

Union des Sociétés
d'Assurances
du Secteur Privé
21, rue de Châteaudun
75009 PARIS

Réunion des Organismes
d'Assurance Mutuelle
114, rue de La Boétie
75008 PARIS

Syndicat National
des Courtiers d'Assurances
et de Réassurances
31, rue d'Amsterdam
75008 PARIS

Association Française
des Automobilistes
9, rue Anatole-de-la-Forge
75017 PARIS

مركز الأمل

AFFAIRES

LES NOUVEAUX PROJETS DU CLUB MÉDITERRANÉE

Réinventer Tahiti à Paris ou à Vienne...

Après trente-cinq ans passés à gérer et à animer des villages de vacances (il en existe actuellement une centaine répartis aux quatre coins du globe), le Club Méditerranée a décidé de se lancer dans une nouvelle activité : l'hôtellerie de loisir. A la différence des installations existantes, ce nouveau produit repose sur l'édification, dans différentes grandes villes à dominante culturelle de l'émisphère nord, d'"espaces de loisir créant une ambiance tropicale", autour d'une "plage tropicale" ainsi que de nombreuses activités sportives et de petites capacités d'hébergement.

Le premier établissement de cette nouvelle chaîne qui devrait rapidement en compter une dizaine (Paris, Londres, Amsterdam, New York, Montréal...) verra le jour dès le début 1986 à une dizaine de kilomètres du centre de Vienne, en Autriche. Autour d'un espace aquatique de 3 000 mètres carrés abrité par une pyramide d'acier et de matériaux transparents, et d'un hôtel de quatre cents lits (dont la capacité sera rapidement doublée), prendront place plusieurs restaurants, un centre de congrès et des activités sportives (saut à l'élastique) réparties sur une superficie de 10 000 mètres carrés.

Chaque de ces opérations devrait représenter un investissement de 200 à 300 millions de francs. Dans le cas de Vienne, il sera assuré par un groupe austro-suisse, El Dorado. Créée en 1976, cette société, dont la capitalisation est évaluée à 160 millions de schillings autrichiens (environ 70 millions de francs), a pour principaux actionnaires Universal, la plus importante entreprise autrichienne de construction, la compagnie d'assu-

rance suisse Wintekthum, l'Union de banques suisses (UBS) et un partenaire privé, M. Dujak.

Le Club Méditerranée, « qui étudie la possibilité d'une participation financière », sera chargé de la gestion, de l'animation et de la commercialisation de ces nouveaux espaces. El Dorado apportant « sa maîtrise des nouvelles technologies ».

« A une époque où les vacances se fractionnent de plus en plus et où les loisirs péri-urbains se développent rapidement, il faut pouvoir offrir au monde civilisé la possibilité de se replonger dans une ambiance de vacances, même pour quelques heures », explique-t-on au Club.

SELON M. JEAN-CLAUDE BOURDAIS

Le marché des bureaux en région parisienne ne retrouvera pas son équilibre avant deux ans

L'allègement des procédures pour la construction de bureaux en région parisienne, qui date du 14 janvier dernier, s'est immédiatement traduit par un foisonnement de projets : d'ores et déjà, on parle de 2,5 millions de mètres carrés en projet, dont 70 % dans l'ouest de la région, dont une partie seulement se réalisera.

Selon la société Bourdais, une des premières en France en matière de vente et de location de bureaux, la réalisation d'une partie de ces projets devrait permettre de retrouver à la fin de 1987 un stock de bureaux libres assurant l'équilibre d'un marché jusqu'ici très tendu. M. Jean-Claude Bourdais évalue à 500 000 mètres carrés le stock dis-

La CASDEN-Banque populaire resserre les rangs

Trente-quatre ans après sa fondation par un groupe d'instituteurs militants du SNI (Syndicat national des instituteurs), la Caisse d'aidé sociale de l'éducation nationale (CASDEN) souhaite devenir une « banque comme les autres ». Déjà, en 1975, cet organisme spécialisé dans les opérations d'épargne-crédit avait amorcé un développement spectaculaire en s'affiliant au réseau des banques populaires, devenant ainsi la CASDEN BP. Ses sociétaires disposent, depuis lors, d'un réseau de guichets et, depuis 1978, de tous les services offerts par une grande banque. Leur nombre a été multiplié par dix en onze ans, dépassant à présent 400 000 sociétaires, soit un tiers des personnels de l'éducation nationale, de la recherche et de la culture auxquels s'adresse exclusivement la CASDEN.

Aujourd'hui, la Caisse veut conforter son image de « banque de l'éducation » en adoptant une nouvelle dénomination : CASDEN-Banque populaire. Elle s'engage dans une campagne de communication afin d'élargir sa clientèle, composée à la fois de particuliers (enseignants...) et d'organismes divers (80 000 au total, dont un grand nombre liés à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), et aussi une multitude d'associations et de coopératives scolaires). La CASDEN, qui a joué un rôle déterminant dans le rachat du journal *Le Matin* par UES Media, groupe de presse de gauche, et de mutuelles proches de la FEN, va, à son tour, investir dans la communication. Son nouveau logo apparaîtra à la devanture des agences de la Banque populaire, une offensive publicitaire sera engagée afin de mobiliser le réseau militant bénévole qui sert de relais dans les établissements scolaires. A l'horizon 1990, l'objectif est fixé à 600 000 sociétaires, soit une poussée de + 50 %. Les dépôts directs de la CASDEN, qui emploie cent quatre-vingt-dix personnes, ont atteint 3 milliards de francs en 1984, auxquels s'ajoutent 4 milliards déposés par des sociétaires dans les banques populaires. Les encours de prêts directs s'élevaient à 4 milliards de francs.

P. B.

ENTREPRISES

Avis est à vendre

La loueur de véhicules Avis est à vendre. Son propriétaire, le groupe américain Bétrico, spécialisé dans le secteur alimentaire, a décidé de s'en défaire ainsi que de ses filiales Danekin, Pennaco Hosiery et International Jensen, afin de trouver les liquidités nécessaires pour finir de payer l'achat du holding Esmark, réalisé en 1984. Avec 1 milliard de dollars (8 milliards de francs) de recettes annuelles, Avis se classe au deuxième rang des loueurs américains de véhicules, derrière Hertz, qui vient d'être racheté par United Airlines. La cession de Avis pourrait rapporter 100 millions de dollars (800 millions de francs) au groupe Bétrico.

Contrat

de 300 millions de francs pour Merlín Gérin au Pakistan

Merlín Gérin, fabricant français de matériel électrique, vient de remporter un contrat de 300 millions de francs au Pakistan pour la réalisation de deux importants postes de transformation sur le réseau très haute tension. La société, qui fournit l'ensemble de l'appareillage, travaillera en coopération avec Spie-Betignollas, Jaumont-Schneider et Alstom. Ces deux postes se trouvent à l'extrémité sud de la ligne de transport venant du nord du pays, où se trouve concentrée la production d'énergie hydroélectrique.

Motorola licencie

L'un des principaux producteurs américains de semi-conducteurs, Motorola, a annoncé la suppression d'environ 1 700 emplois dans le monde, dans le secteur de la fabrication des semi-conducteurs qui occupa 37 000 personnes. Par ailleurs, les salaires des employés américains seront réduits de 5 à 10 %. Ces mesures sont la conséquence de la concurrence qui mène les Japonais, notamment, et qui atteint les plus grands producteurs américains sur leur propre marché. Au point que trois d'entre eux - National Semiconductor, Advanced Micro Devices et Intel - ont déposé, le 30 septembre, une plainte anti-dumping contre les Japonais. - (Reuters.)

BIBLIOGRAPHIE

« EN SORTIR OU PAS »

de Philippe Alexandre et Jacques Delors

Contre les guerres de Picrochole

La cohabitation est possible. C'est ce qu'on a prouvé Philippe Alexandre, chroniqueur, et Jacques Delors, ancien ministre, que « tout ou presque se peut », mais qui, « le temps d'un livre », ont pu se retrouver sur deux ou trois choses importantes qui ont facilité d'autres compromis.

La prose est très vivante, claire, et des formules viennent émailler l'attention. Mais au-delà de la copie bien tournée, ce qui retient l'attention, c'est évidemment ce que deux hommes de bonne volonté ont réussi à mettre dans leur carquois commun, pour jalonner l'avenir.

Qu'est-ce qui ne va pas en France ? Il est significatif que le premier et le dernier chapitre soient consacrés à l'esprit beaucoup trop hexagonal de nos concitoyens, que d'autres bons auteurs avaient déjà dénoncé. Deux chapitres également soulignent l'appât qui nous avons pour la guerre civile, l'affrontement politique de bas niveau, l'intolérance pouvant aller jusqu'à la haine. Le drame est que les périodes de crise et de chômage ne sont guère propices à l'apaisement.

La « foire aux chimères » est également très bien schématisée dans notre pays, et dans tous les camps les maréchaux d'illusions font recette. Après tout ce que l'on a vu et vécu, c'est le devoir d'humilité devant les faits que préchent nos auteurs.

Les tabous ne les effraient pas. Tel celui de la sécurité sociale égale pour tous. « Il faudrait aider moins les riches que les pauvres », écrivent-ils sans se soucier du « dogme ». La relance de 1981 ? Une erreur ? « Il fallait assurer à la démolition le peuple s'estime trompé ». Nos auteurs auraient pu rappeler ici que de Gaulle lui-même avait choisi Pléven contre Mitterrand après la Libération. Sans ambages, ils reconnaissent ensuite que M. Mitterrand a accompli sa mutation intellectuelle et qu'en économie il a renoncé à ses utopies. On ose parler - enfin - d'une « volte-face », qui certes « n'a servi le peuple de gauche... », mais avant on lui avait raconté des histoires.

L'Etat despotique ? Oui, mais depuis un quart de siècle, tous les pays européens sont engagés dans la course à l'étatisme. Là où il devrait disparaître, en tout cas, c'est dans le domaine de l'information télévisée. Mais ailleurs « nul ne sait qu'elle

ont les limites idéales que l'Etat devrait respecter ». Les nationalisations ne méritent ni excès d'honneur ni indignité. Bilan décevant dans le secteur bancaire, moins ailleurs. Mais il est dommage que la gauche n'ait pas su préserver les vertus de dialogue d'une bonne planification, que les patrons et les syndicats continuent à parler « théologie » au lieu de mettre sur la table des questions concrètes.

Bons chapitres enfin sur des questions qui sont particulièrement chères à Jacques Delors : la déprime de l'Europe, et la « révolution du temps choisi » puisque même une forte croissance s'est plus une assurance contre le chômage.

Il fallait - car on ne le répète jamais assez - qu'un nouveau livre mit l'accent sur les dévies du dialogue politique, sur cette guerre de Picrochole dont les Français sont las, et qu'on nous emmène sur les terrains de discussion qui intéressent vraiment le public. Un seul regret : le plan de l'ouvrage reste un peu flou, comme si l'on croyait aux vertus du vrac. La fantaisie, pour quoi pas, mais certaines redites auraient pu être évitées !

PIERRE DROUIN.

★ Editions Grasset, 234 pages - 75 F. Avec un avant-propos de Philippe Alexandre et un post-scriptum de Jacques Delors.

ÉTRANGER

ACCORD FRANCO-POLONAIS

SUR L'ÉTALEMENT

DE LA DETTE DE VARSOVIE

La France et la Pologne ont signé un accord de rééchelonnement de la dette extérieure polonaise qui porte sur une dizaine de milliards de francs et s'étale sur une période de onze ans. Cet accord, signé le 30 septembre à Paris, est le prolongement bilatéral de celui du 15 juillet dernier, conclu entre les représentants du gouvernement de Varsovie et les dix-sept pays créanciers de la Pologne, réunis au sein du Club de Paris.

On indique par ailleurs que la Pologne serait « sur le point de payer » 400 millions de francs d'arriérés dus à la France, et qui remontent à 1981. Pour 1985, il resterait à rééchelonner environ 2 milliards de francs.

ITALIE

Hausse de 0,4 % de l'indice des prix à la consommation en septembre. - L'indice italien des prix à la consommation a augmenté en septembre de 0,4 % par rapport au mois précédent. Au cours des douze derniers mois, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 8,38 %, contre 9,8 % de septembre 1983 à septembre 1984.

BENNETON

FAIRE PART DE MARIAGE
PAPIER À LETTRE
EX-LIBRIS
75, bd Malesherbes
Paris 8 - tel. 387.57.39

SANOFI INC.

a acquis la totalité du capital de

DAHLGREN & COMPANY INC.

- Crookston, Minnesota -

Les conseillers financiers de cette opération ont été

THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A.

SUCCURSALE DE PARIS

CHASE INVESTMENT BANK

NEW YORK



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE SAÛNE-ET-LOIRE DÉPARTEMENT DE L'AIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT PRÉFECTURE DE L'AIN

SERVICE DES ROUTES BUREAUX DES OPÉRATIONS

IMMOBILIÈRES

RACCORDÉMENT DE L'AUTOROUTE A40 À L'AUTOROUTE A40 DU DÉPT DE MACON

ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR :

- l'unité publique de la construction de l'autoroute A40 pour sa section A6-RN6 et la modification corrective des POS de Mâcon et Saut.
- l'unité publique des travaux de modification des échangeurs de la rocade Nord-Est de Mâcon.
- le retrait du caractère de route express attribué à la rocade Nord-Est de Mâcon et son classement en autoroute.

Communes de Mâcon (commune associée de Saut-et-Mâcon), Saut (Saône-et-Loire), Feillens et Replonges (Ain).

AVIS

Le public est informé que, par arrêté des préfets, commissaires de la République des départements de Saône-et-Loire et de l'Ain, en date du 1^{er} août 1985, une enquête publique relative aux travaux de raccordement de l'autoroute A40 à l'autoroute A40 au droit de Mâcon est prescrite sur le territoire des communes de Mâcon (commune associée de Saut-et-Mâcon), Saut (Saône-et-Loire), Feillens et Replonges (Ain).

L'enquête publique portera sur :

- l'unité publique de la construction de l'autoroute A40 pour sa section A6-RN6 et la modification corrective des POS de Mâcon et Saut.
- l'unité publique des travaux de modification des échangeurs de la rocade Nord-Est de Mâcon.
- le retrait du caractère de route express attribué à la rocade Nord-Est et son classement en autoroute.

Les pièces des dossiers, ainsi que les registres d'enquête, seront déposés à la préfecture de Saône-et-Loire (direction des actions de l'Etat et de l'économie - 2^e bureau) pendant 45 jours pleins et consécutifs, c'est-à-dire du 1^{er} octobre 1985 au 15 novembre 1985 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance chaque jour de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30 (sauf jours fériés et jours fériés anticipés), et pour être consultés éventuellement ses observations sur les registres ouverts à cet effet en les adressant par écrit au président de la commission d'enquête (préfecture de Saône-et-Loire - direction des actions de l'Etat et de l'économie - 2^e bureau - 71021 Mâcon cedex).

Le public pourra aussi déposer ses observations et formuler ses observations les semaines 26 octobre 1985 et 9 novembre 1985 de 10 h à 12 h (préfecture de Saône-et-Loire).

Pendant le même délai, c'est-à-dire du 1^{er} octobre 1985 au 15 novembre 1985 inclus, les dossiers du projet seront également déposés aux mairies des communes de Mâcon, Saut, Feillens et Replonges (Ain), afin que chaque personne intéressée puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies, et consigner éventuellement ses observations sur les registres ouverts à cet effet dans chaque mairie en les adressant par écrit au président de la commission d'enquête (préfecture de Saône-et-Loire - direction des actions de l'Etat et de l'économie - 2^e bureau - 71021 Mâcon cedex).

Mairie de Mâcon : du lundi au vendredi de 9 h à 17 h et le samedi de 9 h à 12 h.

Mairie de Saut : du lundi au vendredi de 9 h à 17 h et le samedi de 9 h à 12 h.

Mairie de Feillens : du lundi au jeudi de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 18 h ; le vendredi et le samedi de 9 h à 12 h.

Mairie de Replonges : du lundi au vendredi de 14 h à 17 h ; le mercredi de 10 h à 12 h ; le samedi de 9 h à 12 h.

Il est constitué une commission d'enquête composée comme suit :

- M. Doyen Hubert, directeur d'école horticole, quartier Saint-Laurent, Châteauneuf, 71500 Louhans.
- M. Dubois Alain, géomètre-expert DPLG, 262, quai Jean-Jacques, 71000 Mâcon.
- M. Perraud Roger, professeur honoraire, « Les Baudouins », 23, boulevard Saint-Nicolas, 01000 Bourg-en-Bresse.
- M. Doyen Hubert est nommé président de la commission d'enquête. Il recevra le public à la préfecture de Saône-et-Loire les semaines 26 octobre 1985 et 9 novembre 1985 de 10 h à 12 h, et au mairie de Mâcon le samedi 2 novembre 1985 de 9 h à 12 h.
- M. Dubois Alain, commissaire enquêteur, recevra le public en mairie de Saut, les semaines 2 et 9 novembre 1985 de 9 h à 12 h.
- M. Perraud Roger, commissaire enquêteur, recevra le public en mairie de Feillens le samedi 26 octobre 1985 de 9 h à 12 h, et en mairie de Replonges le samedi 9 novembre 1985 de 9 h à 12 h.

En cas d'empêchement des commissaires enquêteurs, ils pourront être remplacés par les suppléants ci-après désignés :

- M. Fichon Bernard, géomètre-expert DPLG, 2, rue de l'Oratoire, 71100 Châteauneuf-Saône (suppléant du président de la commission d'enquête).
- M. Mosterde Jacques, géomètre-expert DPLG, 7, rue Jeanne, 71400 Aignay.
- M. Roybier Henri, directeur d'école en retraite, 4, rue Descurvière, 01100 Oyonnax.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de Saône-et-Loire (direction des actions de l'Etat et de l'économie - 2^e bureau), à la préfecture de l'Ain (bureau des opérations immobilières), aux mairies de Mâcon, Saut, à la mairie annexée de Saut-et-Mâcon (Saône-et-Loire), aux mairies de Feillens et Replonges (Ain). Ces documents seront tenus à la disposition du public jusqu'au 15 décembre 1985.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à M. le préfet, commissaire de la République du département de Saône-et-Loire (direction départementale de l'équipement).

Le préfet, commissaire de la République.

Pour le préfet, commissaire de la République, le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, Pierre Liss.

PRÉCISION.

Dans son jugement en référé prononcé le 30 septembre, dans le conflit qui oppose la CGT et la direction de la Régie Renault (*Le Monde* du 2 octobre), le tribunal de Nanterre a demandé à ce que soient assurés la libre circulation des machines et le libre accès aux locaux dans l'atelier machine-outil de l'usine de Billancourt. « La Régie pourra requérir la force publique et l'assistance du commissaire de police si besoin est », précise le jugement. Ainsi la direction de la Régie Renault ne s'estime pas « déboulée » puisqu'elle obtient la possibilité de recourir à l'expulsion, le cas échéant.

AGRICULTURE

« Sécheresse : trois départements déclarés zones sinistrées. - Après le Lot, l'Aveyron et le Gers ont été, mardi 1^{er} octobre, déclarés « départements sinistrés » en raison de la sécheresse par des arrêtés des commissaires de la République. Ces deux décisions portent à trois (sur les vingt-cinq du Centre et du Sud-Ouest) le nombre des départements où les agriculteurs pourront faire appel à des aides et à des indemnités sur le Fonds des calamités agricoles.

SOCIAL

PAR UNE MESURE MALADROITE

La direction de la SNCF a provoqué la plus grande grève depuis 1968

Echec et mat pour la direction de la SNCF. Elle n'a dû céder à la plus grande grève des cheminots depuis 1968, qu'elle a elle-même provoquée en décidant un contrôle des connaissances des règlements de sécurité ressenti comme humiliant par les mécaniciens.

L'intention était tout à fait louable, pourtant. Les catastrophes ferroviaires de l'été et leurs quatrevingt-trois morts, ont toutes été dues à des erreurs humaines qui trahissaient un relâchement des réflexes de sécurité des cheminots formés jusqu'à présent à une obéissance passive au règlement. Le gouvernement s'indignait de ces répétitions d'excès de vitesse notamment. La direction de la SNCF, désorientée par ce laisser-aller, a décidé de renforcer les bonnes vieilles méthodes pédagogiques qui consistent à faire apprendre mécaniquement les règlements.

Le 17 septembre, elle a lancé une révision systématique des connaissances des consignes de sécurité : une interrogation orale en présence de deux cadres pour chacun des cent mille agents concernés par la sécurité. Les mécaniciens ont ressenti

cette mesure comme une brimade. La direction a en beau faire savoir qu'il ne s'agissait pas de les culpabiliser ou de les sanctionner, mais « de confirmer leur niveau de connaissances et de les aider dans leur travail et leur formation », les conducteurs ont estimé qu'on voulait leur faire porter la responsabilité des accidents de l'été. Leur hostilité se nourrit des arguments suivants : « Nous subissons déjà des contrôles tous les trois mois. Ce nouvel examen permettra au mieux de vérifier nos connaissances, pas nos réflexes. Or, ce sont bien ceux-ci que la SNCF est incapable de former par des moyens modernes. » Le coup de sang des roulements pousse les départs de Savoie à se mettre en grève, le 29 septembre. Paris-Sud-Est suit et entraîne la paralysie de tous les départs. La direction est parvenue à déclencher la grève générale dont résonne depuis des années les syndicats CGT, CFDT et FGAAC.

Il ne restait plus, le 1^{er} octobre, qu'à faire marche arrière. La direction a donc annulé la mise en place du « contrôle complémentaire » des connaissances, tout en prenant la

précaution de dire qu'une rencontre avec les syndicats permettrait, le 18 octobre, de mettre au point les mesures destinées à améliorer le respect du règlement.

M. Philippe Essig, qui a succédé en septembre à M. André Chadeau à la présidence de la SNCF, doit être catastrophé. Cet impair nuira beaucoup à la stratégie de concertation qu'il a définie, le 25 septembre, devant son conseil d'administration. Pour lui, l'amélioration de la sécurité ferroviaire doit venir de la base même des cheminots. C'est pourquoi il demande à ceux-ci de dire, avant la fin de l'année, les mesures qu'ils préconisent pour que les trains roulent en toute sécurité. Il s'agit pour la SNCF, habituée à une obéissance quasi militaire, d'une petite révolution culturelle. Le moins qu'on puisse dire est que nombre de cheminots hésiteront à se lancer dans cette réflexion, persuadés que la direction utilise tout à tour la carotte et le bâton. La concertation et le contrôle des connaissances, M. Essig devra faire preuve de beaucoup de persuasion pour les convaincre de la pureté de ses intentions.

ALAIN FAUJAS.

La CGC juge positive la création de pôles de conversion

De notre envoyé spécial

Le Creusot. — Mobilisation et concertation, tels sont les deux éléments que la fédération de la métallurgie CGC (Confédération française de l'encadrement) juge nécessaires pour résoudre les problèmes posés par les pôles de conversion. C'est ce qu'ont souligné ses responsables au cours d'une journée de travail, lundi 1^{er} octobre, au Creusot. Malgré la diversité des situations et le risque de créer une « France à plusieurs vitesses », la création de ces pôles a suscité des efforts utiles.

En matière de reclassement, c'est dans la navale, à La Seyne comme à Dunkerque (Normed) que l'action a été la plus rapide et le suivi du reclassement le plus efficace. A Creusot-Loire, malgré une mise en place plus lente, le retard paraît en partie rattrapé, alors que dans la sidérurgie lorraine n'ont été entamées que des opérations de sensibilisation. Dans tous les cas, les métallurgistes CGC jugent nécessaire un suivi des reclassements, d'autant qu'ils s'inscrivent d'un recours excessif aux préretraites pour réduire les effectifs.

En matière de création d'emplois, les sociétés de développement, estimant-ils, ont joué un rôle positif. Mais ils souhaitent qu'elles dispo-

sent de plus de moyens et que les pouvoirs publics y prennent une part plus active. Leur intervention a été variable selon les bassins. Si en Lorraine on a installé un préfet ad hoc, et au Creusot trois chargés de mission, M. Jean-Pierre Chaffin, président de la fédération de la métallurgie CGC, a regretté en revanche, les « atomismes » dans le Var et à Dunkerque.

Toutefois, à côté des grands moyens nécessaires pour certains emplois demandant des investissements lourds, il a cité en exemple le rôle joué par de petites équipes, comme le GIE créé par des syndicats CGC et CFDT dans le Var, qui actuellement aide à la création de dix petites entreprises et vingt emplois par mois.

Au-delà des pôles de conversion, la fédération de la métallurgie CGC soutient une relance de la négociation sur l'emploi et l'aménagement du travail dans les branches professionnelles, après l'échec de la négociation interprofessionnelle sur la flexibilité. Dans la métallurgie, M. Chaffin a proposé que soit fait un bilan des initiatives prises pour le reclassement, que l'on étudie avec l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) la création de petites équipes dynamiques capables de guider les salariés désireux de rechercher des emplois.

Second terrain de recherche, la formation : les entreprises pour- raient notamment utiliser les périodes de baisse d'activité pour développer celle-ci, de façon à anti-

ciper l'évolution technologique. Dans ce domaine, la CGC soutient naturellement qu'un rôle accru soit donné aux cadres, qui devaient par ailleurs contribuer aussi de façon active à une meilleure information économique des salariés.

L'appel à une reprise de la négociation lancé par la CGC n'a obtenu qu'un accueil mitigé de M. Bernard Leroy, secrétaire général de l'UIMM, qui assistait à la journée. Ce dernier a estimé nécessaire au préalable que soient « levés les contraintes pesant sur les entreprises », en matière de licenciement, en matière de salaire comme en matière de temps de travail : « Comment se mettre d'accord sur l'annualisation de la durée du travail si l'on ne modifie pas les dispositions du code du travail sur les heures supplémentaires ? », a-t-il demandé.

GUY HERZLICH.

● Grève avec occupation chez Technip. — La majorité du personnel de Technip, le numéro un français de l'ingénierie (deux mille deux cent cinquante salariés) est en grève depuis le 30 septembre avec occupation des locaux de la Défense. Le personnel s'oppose aux quatre cent trente suppressions d'emplois dont trois cent soixante-dix-sept licenciements prévus par la direction et demande une réunion tripartite (syndicats, direction, ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1985

An 30 juin 1985, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est établi à 14.370 millions de francs contre 13.852 millions de francs au 30 juin 1984, en progrès de 3,8 % à structure comparable.

Le bénéfice consolidé de BSN (part du Groupe) s'est élevé, pour le premier semestre 1985, à 321 millions de francs, contre 439 millions de francs pour la période correspondante de 1984.

Comme les années précédentes, ces comptes consolidés intermédiaires ne sont pas audités.

Pour chacune des branches, le résultat net a évolué comme suit :

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1984	1 ^{er} semestre 1985
Business	125	78
Produits finis	77	24
Produits secs	104	113
Emballage	80	56
Sociétés diverses	53	50
TOTAL	439	321

Les résultats du premier semestre 1985 sont en recul sensible par rapport au niveau particulièrement élevé atteint au premier semestre 1984 : cette évolution s'explique essentiellement par des conditions climatiques très défavorables pour la branche boisées et par les effets du « déréférencement » temporaire des produits Gervais et Douce dans certains circuits de distribution.

Suivi à un rythme progressif à une situation normale pour les produits finis, le début du second semestre se présente de façon favorable et les résultats de la deuxième moitié de l'année devraient se situer en net progrès par rapport à l'année précédente.



Posts and Telecommunications Corporation PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Préqualification des soumissionnaires Avis de fournitures générales S.F.D. N° 2

Avec l'autorisation du gouvernement du Zimbabwe, The Posts and Telecommunications Corporation (PTC) a négocié avec le « Saudi Fund for Development » (Fonds saoudien pour le développement) une aide pour le financement de son programme de développement du réseau de télécommunications. La fourniture des articles spécifiques suivants sera soumise aux termes et conditions prévus dans le contrat du Fonds.

- Article 1 : Fil acier inoxydable cuivre, diamètre nominal 2,64 mm. Quantité : 1 200 000 kg ;
- Article 2 : Système à courant porteur abonné à canaux multiples. Quantité : 300 systèmes ;
- Article 3 : Système à courant porteur ligne partagée fil nu aérien. Quantité : 80 systèmes ;
- Article 4 : Systèmes radiotéléphones ultra-haute fréquence, quatre canaux.

Sont invités à présenter leur dossier de préqualification les soumissionnaires possédant les compétences requises et qui ne sont pas assujettis aux réglementations de boycottage de la Ligue des États arabes ni aux réglementations en vigueur dans le royaume d'Arabie saoudite pour la fourniture d'équipement et de matériel destinés au projet. La préqualification sera déterminée en se fondant sur :

- (i) l'expérience et l'exécution dans le passé de contrats similaires ;
- (ii) les capacités concernant le personnel, l'équipement et l'installation ;
- (iii) la situation financière.

Tous les termes et conditions spéciales émanant du « Saudi Fund for Development » seront également pris en considération. Le nom du fabricant de l'équipement offert doit être indiqué, ainsi que le pays de fabrication de l'équipement et de ses composants.

Les soumissionnaires désirant se préqualifier et recevoir une invitation à l'appel d'offres doivent manifester leur intérêt en faisant une demande à l'une des deux adresses indiquées ci-dessous :

The Secretary
PTC Purchasing Committee
PO Box 8061
Causeway
Harare
Zimbabwe
Télé: 4821 FTCHQ ZW

The Secretary
PTC Purchasing Committee
Room 612, 6th Floor
London House
Union Avenue
Harare
Zimbabwe

La date limite pour présenter les demandes est le 4 novembre 1985 et les invitations à l'appel d'offres seront adressées après approbation des préqualifications.

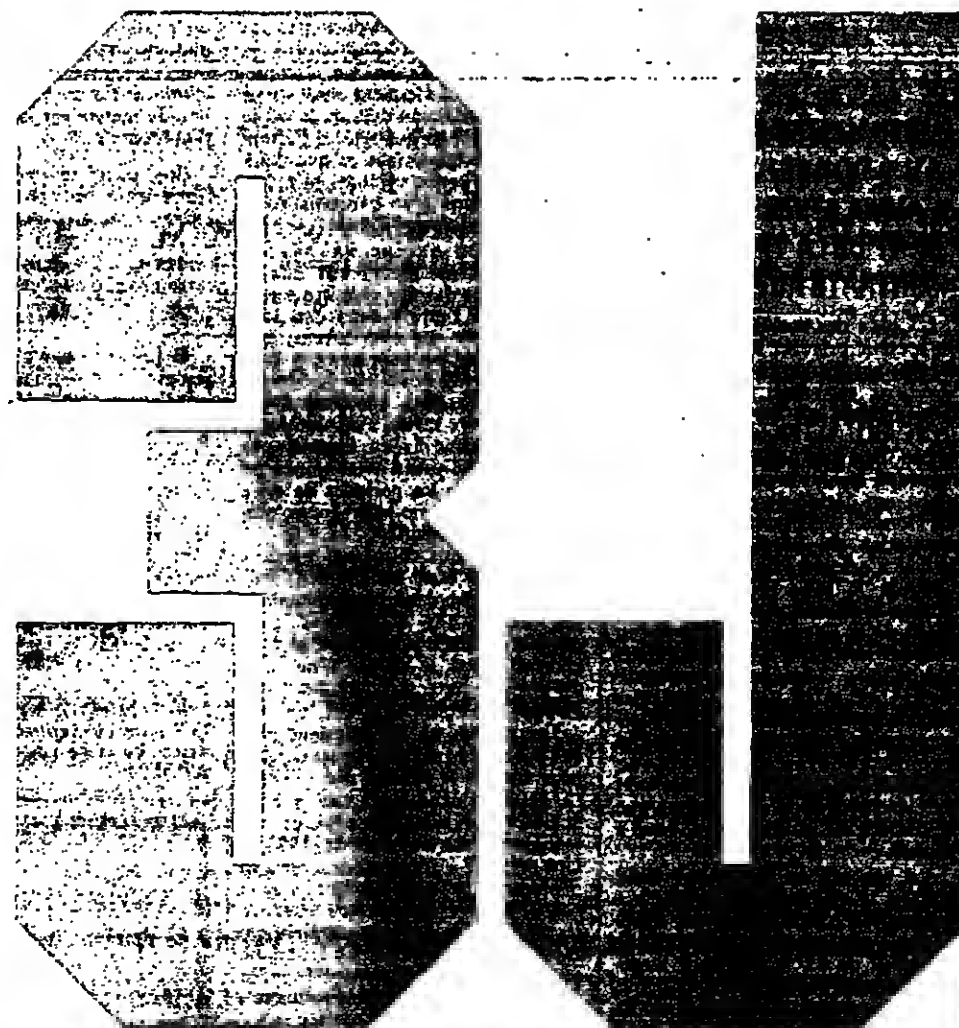
GALERIES LAFAYETTE

Is sont là les 31!
Demain, 1^{er} jour.

bruts, les prix 31
dans tous les rayons !

Et aussi, nos 31 de rêve :
ceux dont vous rêvez
à un prix de rêve :
des milliers d'articles
sélectionnés avec la
participation des plus
grandes marques.

Europe !,
en direct dans le magasin
comme chaque jour
l'événement.



31,5 OCT.

CRÉDIT SPÉCIAL SUR LA FOURRURE, LES
RAYONS AMEUBLEMENT, TAPIS D'ORIENT, BLANC,
ARTS DE LA TABLE, PHOTO, HI-FI, TV, MAGNÉSCOPE
à partir de 2000 F d'achats, sauf points rouges.

GALERIES LAFAYETTE

مكتبة الامم المتحدة

SOCIAL

VIF INCIDENT ENTRE LA CGT ET LE CNPF

Les négociations sur l'assurance-chômage sont suspendues

Suspendues sine die, le 1^{er} octobre, les négociations sur le sort de l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage, connaissent une situation de crise sans précédent.

Un incident grave, qui peut peser sur la suite d'éventuelles discussions, est intervenu lors d'un tour de table des discussions engagées depuis le début septembre. M. Chotard, vice-président du CNPF et responsable de la délégation patronale, venait justement d'exposer les grandes lignes d'un « schéma directeur » conçu pour rétablir l'équilibre du régime d'assurance d'ici au 1^{er} avril 1986 et pour garantir une situation saine jusqu'à la fin de 1987. La proposition patronale, dont on n'a pas pu débattre, tenait en trois points. Les cotisations devraient être relevées si possible au 1^{er} novembre et constituer « l'effort principal » mais pas « unique ». Un redéploiement des prestations pourrait être envisagé qui comprendrait notamment des allocations de fin de droits soumises à des conditions de ressources, des allocations de base prolongées de trois mois sans modification de la durée totale de l'indemnisation et un calcul des prestations sur la base du salaire net. Enfin, et pour régler les difficultés de trésorerie, le CNPF préconisait un lissage ou un étalement des dates de paiement des indemnités dues.

Un incident, majeur, n'aura-t-il raison de la politique contractuelle au plus mauvais moment ? La quatrième rencontre, prévue le 1^{er} octobre alors que le calendrier ne fixait qu'un autre rendez-vous, le 9 octobre, et de la sous, le CNPF avait annoncé son intention d'abandonner une partie de ses cartes. Le responsable de la délégation patronale devait faire connaître les propositions du CNPF et exposer les grandes lignes d'un « schéma directeur » capable de rétablir l'équilibre financier du régime actuel et de jeter les bases d'un fonctionnement normal pour l'avenir.

Manifestement, la CGT a décidé de profiter de ce moment privilégié. Quand, peu après 11 heures, le 1^{er} octobre, M. Christian Forgeot, se présentant comme le président du Comité national de lutte et de défense des chômeurs CGT, quitte la salle de réunion pour s'adresser

aux journalistes présents, le mécanisme du dérapage est enclenché. Il commence par quelques bonnes phrases du genre, « la bande des quatre » (FO, CFTD, CFTC et CGC) a-t-elle décidé d'être les nageurs du combat du CNPF ? Puis, en prélude à une « transparence » réclamée pour la réunion du 9 octobre, il propose à la presse d'écouter l'enregistrement, sur magnétophone, de la déclaration de M. Yvon Chotard sur le « schéma directeur », justement. Ulcéré, le vice-président du CNPF sort de séance et explose. « C'est la première fois qu'une chose pareille se produit. C'est tout à fait nouveau dans une négociation ». La réplique de la CGT fuse aussitôt : « Nous voulons que le pays soit informé ; il faut sortir la négociation des salons du CNPF ».

Interrompue à la demande de l'organisation patronale, la séance devait, après quelques conciliabules, être suspendue sine die et la reprise des négociations conditionnée par le respect des règles admises « depuis 1947 » pour la politique contractuelle. « Nous sommes prêts à continuer et nous avons des garanties », répliquait M. Chotard tandis qu'un communiqué condamnait « un incident d'une exceptionnelle gravité ».

Devant la délégation cégétiste très isolée, les autres organisations syndicales, désespérées, se précipitaient pour désavouer « de telles méthodes ». En toute hâte, FO, la CFTD, la CFTC et la CGC répondaient un geste dont, immédiatement, elles mesuraient les conséquences. « L'enregistrement des débats (...) est inadmissible », déclarait la CFTD, soulignant que « cet incident ne sert pas de preuve à qui que ce soit ». M. Antoine Faesch, pour FO, ajoutait qu'il serait disposé à mener « des négociations séparées, sans la CGT, puis à tenir des séances plénières », puis que de telles pratiques empêchaient de « négocier franchement ». La condamnation était tout aussi vive de la part de M. Jean-Louis Mandinand (CGC) ; tandis que M. Alain Deleu (CFTC) avançait des hypothèses. « Cela pourrait signifier que la CGT a fait une croix sur la négociation », devait-il déclarer, ou pourrait amener le CNPF à se satisfaire d'un système « visant à transférer tous les chômeurs à un régime d'Etat ».

Exceptionnelle par sa gravité, unique dans les annales par ses raisons, la rupture de fait des négociations ne peut pas être considérée comme fortuite. Elle tombe à pic, et dans un climat de déliquescence de la vie sociale qui se prête à toutes les confusions.

De son côté, la CGT est engagée dans un combat obscur où les débats internes n'interviennent pas pour peu. Ainsi, M. André Delachet, responsable de la délégation, et l'un des deux socialistes membres du bureau confédéral, a soutenu, dans une déclaration, qu'il était « du devoir » de M. Forgeot d'informer l'opinion publique, car « il avait considéré être en état de légitime défense ». Un peu plus tard, la confédération approuvait le comportement de sa délégation et persistait dans son appréciation. On peut parfaitement envisager que ce traquenard délégué n'ait eu d'autre objectif que de radicaliser les situations et, partant, d'entraîner les plus hésitants.

Désormais, la politique du pire est possible. L'échec des négociations, devenu patent, l'incapacité de gérer par les partenaires sociaux un système autonome avéré, le pouvoir politique peut être amené à se découvrir dans les dernières semaines du premier trimestre de 1986. Il peut être conduit à prendre des responsabilités redoutables quand l'équilibre financier de l'UNEDIC devient impossible et le sort des chômeurs dramatique. Autre hypothèse : l'opération peut obliger les autres organisations syndicales — la « bande des quatre » — à réclamer des négociations sans la CGT. Cela peut les entraîner à accepter des aménagements pour l'avenir de la convention qui seront d'autant plus critiqués que la CGT pourra se montrer comme étant le seul syndicat inflexible. Mieux, on pourra alors hurler à la collusion puisque le CNPF voudra offrir un gage de sa bonne volonté et acceptera de reprendre les discussions.

Isolée mais toujours très puissante, la CGT a choisi de jouer une série de quille ou double. Les délais impartis, les conditions mêmes, lui fournissent des armes. Mais la politique contractuelle n'aura jamais subi un tel affront.

ALAIN LEBEAUC.

AL SAUDI BANQUE (A S B)

**emprunt obligataire
à taux variable
de F 125.000.000**

BANQUE WORMS

CHEF DE FILE

Agent de change spécialiste :
Meunier, de la Fourmière, Michelez, Le Febvre et Cie

Une note d'information qui a reçu le visa de la COB n° 85-277 en date du 17 septembre 1985 est à la disposition du public. La notice légale a été publiée au BALO du 23 septembre 1985.

UGINE S.A. UNE VOLONTE INOXYDABLE.

Le groupe UGINE. Un des deux premiers mondiaux de l'acier inoxydable. A l'origine de cette réussite, une détermination sans faille pour s'imposer comme leader d'un produit d'avenir, l'inox, alliance d'esthétique et de résistance aux conditions d'emploi les plus éprouvantes.

Pour mieux servir la demande, nous adaptons sans cesse nos produits aux nouvelles exigences du marché. Nos atouts : un réseau de vente international, disponible et attentif, un Centre de Recherches réputé mondialement, un appareil de production chaque jour plus performant.

Grâce à nos trois usines, UGINE pour les barres et le fil, L'Ardoise et Gueugnon pour les tôles et les feuillards, nous proposons une gamme étendue de produits. Nous sommes ainsi en mesure de satisfaire les clients les plus exigeants.

La principale caractéristique du groupe UGINE, de ses hommes ? La détermination. Une volonté à toute épreuve, à l'image de ses aciers, inoxydable.



SOCIAL

PRÈS DE 10 000 DÉPARTS EFFECTIFS D'IMMIGRÉS

Grâce à l'aide au retour, la progression du chômage a ralenti

Depuis le début de cette année et jusqu'à la fin août, les dossiers d'aide au retour (1) de 13 234 travailleurs immigrés ont été acceptés. Ils sont 16 000, environ, depuis la mise en place du dispositif. En moyenne, 96 % des demandes ont été agréées et, actuellement, on compte 9 665 départs effectifs. « D'ici la fin de l'année, on atteindra les 18 000 à 20 000 retours prévus », assure M. Gérard Fuchs, le président de l'ONI (Office national de l'immigration), confiant dans le succès de son action. Avec les familles, ce seront finalement de 40 000 à 45 000 personnes qui seront parties en une année, dont 56,3 % de Maghrébins (36 % d'Algériens, 16,5 % de Marocains), 23 % de Portugais, 11 % de Turcs et seulement 3 % d'Africains. « On tablait sur 10 % des effectifs immigrés dans l'industrie, nous en sommes entre 15 et 20 % », ajoute M. Fuchs.

Pour l'aide au retour, tout commence en décembre 1983, au plus fort du conflit de l'usine Talbot, à Poissy. Des travailleurs immigrés réclament une aide financière qu'ils évaluent alors à 200 000 F pour ren-

trer dans leur pays d'origine. Malgré le désaveu de leur syndicat CGT, pris de court, ils maintiennent leur revendication qui provoquera de nombreux remous et donnera naissance à une interrogation. Et si certains, plutôt que d'être chômeurs en France, préféreraient à tout prendre vivre la crise chez eux, pour peu que les conditions de départ soient honorables ?

Quelques mois plus tard, alors que le dossier Citroën atteignait sa phase critique, quand l'usine d'Autry-sous-Bois faussait figure de bombe à retardement, la même demande réapparait, insistante. Il était alors temps pour le gouvernement, qui préparait une formule d'aide au retour plus favorable que l'ancien dispositif de M. Lionel Stoléru - le fameux million aux immigrés, vite supprimé par la majorité socialiste - d'engager des négociations avec les partenaires sociaux. A l'exception de la CGT, ceux-ci donnaient leur accord, le 24 mai, sur l'ensemble des modalités d'application.

De brûlant et même explosif, à l'époque, le sujet a depuis disparu de

l'actualité au point que personne ne prête guère attention à l'activité de l'ONI (Office national d'immigration), pourtant chargé de signer les conventions avec les intéressés et les entreprises, non sans résultats.

Un coût social élevé

Indiscutable pour ce qui est des chiffres, et cela sans évoquer l'inévitable question de fond, la réussite de l'opération « aide au retour » a pourtant eu des conséquences sur le terrain social. Par exemple, 80 % des conventions ONI, dans les premiers mois, provenaient du secteur automobile, contre 44 % en moyenne aujourd'hui, et il est évident que la formule a contribué à la suppression des sureffectifs, si ce n'est sans douleur, du moins sans heurts. Citroën, bien sûr, puis Renault y ont recouru, dès l'origine, suivis par les équipementiers, en mal de licenciements. De grosses entreprises industrielles ont signé des conventions, relayées maintenant par des sociétés de taille moyenne du BTP (10 %), de la confection, des métaux (5 %) ou de l'équipement électrique. « On assiste à une multiplication du nombre des conventions (961), dit M. Fuchs, et à une diminution du nombre d'aides par convention signée ».

Parfois, comme le groupe Michelin, les directions ont été surprises par les résultats obtenus. La firme de Clermont-Ferrand, qui croyait avoir vu grand en imaginant que 800 de ses salariés, au maximum, demanderaient à bénéficier de l'aide, est ensuite revenue avec un projet prévu pour 900 personnes. Finalement, elle a déposé 1 147 dossiers et, pour son usine de Cholet, a estimé que les 50 départs volontaires d'immigrés suffiraient à régler le problème d'emploi.

La bienveillance de tous

Même dans la marmite d'Autry, la méthode a fait retomber la température. Au mois d'août 1984, 520 aides au retour avaient été recensées. Il y en a maintenant davantage. De nombreux ouvriers (environ 200 sur 1 800 actuellement) ayant achevé les stages de reconversion du CFIA (Centre de formation pour les travailleurs de l'automobile) demandent à leur tour à en bénéficier. Les conventions sont

même signées directement, sans être soumises au comité d'entreprise, alors que les salariés sont encore formellement salariés de Citroën. Cela pourrait en grande partie expliquer que la situation soit si calme au moment même où les derniers OS rompent l'ultime fil qui les reliait encore à Citroën, huit ou neuf mois après avoir quitté l'usine.

Certes, le coût de l'opération aura été élevé, dans ce cas précis, si l'on additionne les efforts consentis. Il le sera également pour l'ensemble du dispositif, même si l'on admet qu'il aura évité nombre de départs de bilan : au total, 600 millions de francs seront alloués à la charge du budget de l'Etat et 900 millions payés par l'UNEDIC, sans compter les dépenses des entreprises elles-mêmes.

Mais, amortisseur de conflits qui explique pour partie l'atmosphère de la vie sociale quand le nombre et l'importance des suppressions d'emplois auraient pu entraîner de brusques réactions, l'aide au retour aura également bénéficié de la bienveillance discrète de tous les partenaires, qui y ont rapidement vu un moyen commode d'éviter bien des crises. L'opposition d'origine de la CGT, essentiellement théorique et idéologique, n'a pas résisté aux faits. Aucun des comités d'entreprise auquel on a pu soumettre une convention ONI n'est allé au-delà de la protestation de principe, qu'il soit à majorité CGT ou pas.

Syndicalistes, employeurs et pouvoirs publics ont trouvé plus d'un avantage à favoriser la demande volontaire de travailleurs immigrés

de rentrer au pays quand les suppressions d'emplois s'avèrent inévitables. Outre l'assurance d'un règlement tranquille, on a été sensible au fait que les départs permettaient de maintenir au travail d'autres salariés à due concurrence. Combinés avec les départs en retraite FNE, les aides au retour figurant dans le plan social ont parfois permis d'éviter les « licenciements secs ».

Du côté de l'administration, on a enfin été sensible à leur effet sur l'emploi et le chômage. Grâce à cela, une proportion de salariés a pu demeurer dans la population active occupée, plutôt que de s'inscrire à l'ANPE. De même, les statistiques mensuelles des demandeurs d'emploi ont nécessairement profité de ce mouvement qui joue sur quelques milliers de personnes. Sans aucun doute, l'aide au retour doit être pour quelque chose dans l'actuel ralentissement du rythme de progression du nombre de chômeurs en fin de mois. Ajoutée à d'autres mesures - les TUC, les préretraites, - elle explique l'accalmie enregistrée par les chiffres.

Et c'est peut-être aussi pourquoi on ne tient pas à en parler, par crainte de réveiller d'anciennes polémiques. Il est en effet des cas où le triomphe doit se savoir avec modestie.

ALAIN LEBEAUCHE

Un risque : la « volatilité du capital »

Alléché par la perspective de disposer d'un capital qui n'est pas toujours négligeable, le travailleur immigré doit se méfier à quelques obligations avant de pouvoir bénéficier de l'aide au retour. Notamment, il doit présenter à l'ONI un projet de réinsertion dans son pays d'origine, et cela surtout afin de prévenir les déséquilibres possibles de l'économie locale. Trop d'épiques ou de taxis, et c'en serait fini du fonctionnement régulier d'un marché donné. Trop d'importation, et les gouvernements des pays où s'effectue le retour pourraient s'opposer à la mesure, en raison des difficultés qu'ils connaissent déjà.

Pour 47 % d'entre eux, les candidats au départ volontaire prévoient d'ouvrir un commerce, 28 % d'exercer une activité agricole ou de pêche, 12 % envisagent l'acquisition d'une entreprise de transport (taxi ou camionnette). Restent ceux qui modifient leur projet (20 %), et, à l'expérience, on constate que 80 % de ceux qui sont rentrés ont réussi, après trois mois, à créer leur emploi, 3 % seulement occupent une fonction salariée.

Au début de l'opération, les travailleurs immigrés eux-mêmes craignaient un certain nombre de difficultés à l'occasion de leur retour, et leurs représentants s'en étaient inquiétés auprès des autorités françaises. Si le risque de « volatilité du capital », comme le veut un délicat euphémisme, n'a pu être écarté, bien des « pièges » ont pu être évités. Grâce aux accords bilatéraux interdisant la double imposition, les prélèvements fiscaux, souvent symboliques, ont pu être opérés en France. Des obstacles administratifs ont pu être levés et des commissions mixtes ont éliminé bien des embarras. Très souvent, l'administration s'est efforcée d'inventer des aménagements subtils ou de négocier des techniques à la limite de l'orthodoxie. Mais, pour autant, elle n'a pu faire disparaître tous les barreaux douaniers.

Dans la situation actuelle, il est difficile d'espérer mieux, à moins de croire en d'hypothétiques accords bilatéraux. Mais les pays d'origine ne sont pas disposés à signer des conventions prévoyant le retour de leurs ressortissants. L'avenir est déjà assez sombre sans eux.

(1) Pour constituer l'aide au retour, l'Etat verse une somme de 20 000 francs et y ajoute une prime de déménagement qui peut aller de 2 500 à 10 000 francs selon la composition de la famille. L'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage, verse en une seule fois l'indemnité des indemnités auxquelles le salarié aurait droit s'il demandait en France et ne retrouvait pas d'emploi. Cette capitalisation des allocations de base et de fin de droits, variable selon le revenu de référence, peut être comprise entre 45 000 et 50 000 francs. L'entreprise signe une convention avec l'ONI et s'engage à payer une somme de 15 000 francs à laquelle il convient d'ajouter le montant des indemnités de licenciement. Dans de nombreux cas, l'employeur propose une somme plus importante et accorde parfois des facilités pour l'achat de matériel ou d'automobile avec des réductions avantageuses. Selon le cas, le travailleur immigré peut percevoir de 100 000 à 150 000 francs.

(Publicité)

PREFECTURE DE LA NIEVRE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie
58019 NEVERS Cedex - Tél. (03) 57-80-25

EXTENSION A 400 KV DU POSTE DE TRANSFORMATION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE 225/63 KV DE SAINT-ÉLOI

AVIS
D'OUVERTURE D'ENQUÊTES CONJOINTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire seront ouvertes du jeudi 30 septembre 1985 au jeudi 31 octobre 1985 inclus dans la commune de SAINT-ÉLOI.

Le dossier pourra être consulté à la mairie de SAINT-ÉLOI les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 heures à 11 h 45 et de 14 heures à 17 h 45, le mercredi de 8 heures à 11 h 45 et le samedi de 9 heures à 11 h 45, ainsi qu'à la préfecture de la Nièvre, bureau de l'urbanisme et du cadre de vie, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Les observations du public pourront :

- Soit être consignées sur les registres d'enquêtes déposés en mairie de SAINT-ÉLOI et à la préfecture de la Nièvre ;
- Soit être adressées par lettre en mairie, au commissaire enquêteur.

A cet effet, M. Jean LEMONNE, directeur adjoint de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, est nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de ces enquêtes, copies des rapports du commissaire enquêteur et le cas échéant des réponses aux observations formulées au cours de celles-ci seront déposées à la préfecture où toutes les personnes intéressées pourront en prendre connaissance.

Conformément à l'article 77-1141 du 12 octobre 1977, les décisions soumises à enquête comporteront une étude d'impact.

D'autre part, M. le commissaire enquêteur recevra en personne les observations du public les trois derniers jours de l'enquête, soit le mardi 29, le mercredi 30 et le jeudi 31 octobre 1985 de 8 heures à 11 h 45, à la mairie de SAINT-ÉLOI.

Quelle est la 16^e escale desservie par Air France au Proche Orient?

La réponse est dans le billet.

AIR FRANCE

ADEN

Air France a ouvert depuis le 1^{er} juillet, sa 16^e escale au Proche Orient : Aden. Air France est la seule Compagnie d'Europe Occidentale à desservir la capitale de la République Populaire Démocratique du Yémen. Avec le billet Air France, la liaison entre Paris et Aden est assurée en direct, une fois par semaine (chaque lundi, retour le mardi). Ce vol direct permet un gain de temps de l'ordre de 50* et privilège aussi les hommes d'affaires.

Le billet Air France pour Aden, c'est aussi la possibilité de choisir entre Air France Première et la Classe Économique.

Le billet tous services

الخطوط الجوية الفرنسية

Le Monde

SELON LA POLICE LIBANAISE A BEYROUTH

Un des otages soviétiques a été « exécuté »

Un des quatre otages soviétiques enlevés lundi dernier à Beyrouth-Ouest a été exécuté, a annoncé le mercredi 2 octobre la police libanaise.

L'Organisation islamique de libération (OIL) - Forces de Khaled Ibn Walid - secteur de Beyrouth, avait annoncé peu auparavant l'exécution d'un des quatre hommes. Dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère, un interlocuteur ano-

nyme, se proclamant de l'OIL, avait indiqué : « Nous avons exécuté la sentence de Dieu à l'encontre du premier otage et nous exécuterons les autres, l'un après l'autre, si nos demandes pour l'arrêt de toutes les campagnes athées contre (la ville) musulmane de Tripoli ne sont pas satisfaites ».

Le communiqué n'a pas précisé l'identité de l'otage. - (AFP.)

De notre correspondant

Beyrouth. - La confusion la plus totale a régné, le mardi 1^{er} octobre, sur le sort des quatre otages soviétiques enlevés lundi après-midi à Beyrouth-Ouest.

Seule quasi-certitude, authentifiée par l'envoi de photos, les rumeurs apparemment à l'Organisation islamique de libération - Forces de Khaled Ibn Walid - secteur de Beyrouth. Ce qui n'exclut pas, d'ailleurs, une relation entre ce groupe et le Jihad islamique au com duquel l'opération avait été revendiquée par un interlocuteur anonyme. Mais, par un appel tout aussi anonyme, le Jihad a démenti y être impliqué, menaçant de « demander des comptes à quiconque utilise notre nom, et ces gens sont bien connus de nous ».

L'organisation islamique de libération s'était manifestée à Beyrouth-Ouest après l'élimination de la milice sunnite des Mourabitoun et s'était signalée par de multiples attentats nocturnes quotidiens contre la milice Amal et la 6^e Brigade de l'armée, forces alliées chiites.

Le second élément de confusion qui, lui, a subsisté, concerne l'exécution d'un nu de plusieurs otages. Authentifié, comme vraie détentrice des quatre Soviétiques - qui se trouvaient toujours à Beyrouth-Ouest, bien que leur transfert à Tripoli ait été annoncé - mais on ne voit nullement par quelle voie il aurait pu être exécuté - l'Organisation de libération islamique avait proclamé, mardi en soirée, que le premier otage serait exécuté à 21 heures, si ses conditions n'étaient pas satisfaites.

Pré de dire s'il prenait au sérieux la menace d'exécution de ses collègues, un porte-parole de l'ambassade soviétique à Beyrouth a répondu : « Tout est possible au Liban ». Un chargé d'affaires soviétique s'est rendu à Beyrouth-Est (secteur chrétien) pour informer officiellement le président de la République

M. Gemayel - qui n'en peut mais - de l'incident.

Peut-on considérer que la trêve de six heures acceptée par les forces pro-syriennes assaillantes à Tripoli pour 18 heures, mardi, qui s'est traduite par un ralentissement des combats, en vue de permettre à une délégation de bons offices iraniennes de pénétrer dans Tripoli et de ramener à Damas le chef des intégristes anti-syriens Cheikh Saïd Chaabane, ait été considérée comme suffisante par les ravisseurs pour au moins surseoir, mardi, à l'exécution des Soviétiques ? D'autant plus que les combats ont repris rageusement le mercredi matin et que jusqu'à nouvel ordre rien n'indique que le Cheikh Chaabane soit à Damas ?

Un des aspects les plus paradoxaux de la nouvelle donne libanaise est que les alliés que sont la Syrie et l'Iran paraissent chacun au des deux camps belligérants, Damas menant à Tripoli, par milices inter-

posées, le combat contre l'intégrisme musulman dont Tébérân est le mentor séf.

C'est donc une connotation violemment antisyrénienne que revêt la grève observée ce mercredi 2 octobre à Beyrouth-Ouest à l'appel des ulémas sunnites qui, de surcroît, organisent des sit-in dans les mosquées vendredi à l'issue de la prière.

Cela étant, à Tripoli la bataille n'a pas évolué de façon significative, la tendance étant la même : lent grignotage du terrain par les milices pro-syriennes et résistance forcée, malgré le déluge d'artillerie qu'elles subissent du MUJ (Mouvement de l'unification islamique) qui lance même des contre-attaques lui permettant sinon de reprendre des positions, du moins d'obliger ses ennemis à s'en retirer après les avoir conquises. Tel paraît notamment être le cas du Sérail et de la place Abdel-Hamid-Karamé à l'entrée sud de la ville.

LUCIEN GEORGE.

AU PÈRE-LACHAISE

L'adieu pudique

La mort a toujours le dernier mot. Sous les marronniers du Père-Lachaise, dans la lumière crue d'un somptueux après-midi d'automne, Simone Signoret s'en est allée, vite, vite, vers l'ultime loge de la division 44. Une sortie furtive et grandiose à la fois, des obsèques non au grand pompier mais de grande classe, comme un tombeau de rideau poignante et dévouée.

N'imposait point sa mort aux vivants, comme une épreuve dans l'épreuve, accepter le chagrin sans en provoquer les démonstrations excessives, c'est vouloir, c'est savoir aussi réussir sa sortie. Simone Signoret avait voulu que ses obsèques soient ce qu'elles furent : un adieu pudique et ecclésiastique.

Boulevard de Ménilmontant, sous les arbres déjà cueillis d'or, des milliers de personnes attendaient, foule sage et sage, ment triste. Le soleil, en retard de beaucoup s'était fait, avec ces journaux qui racontaient le vie de Simone Signoret, des chapeaux de maçon italien, de Tour de France ou de jour de fête, images tendres d'un deuil d'été indien, comme déjà une grande nostalgie.

A 16 heures, le cortège est passé très vite. Les lourdes portes du Père-Lachaise se sont ouvertes un instant, puis vite refermées à la foule, pour dix minutes d'intimité. La break transportant le cercueil est monté dans l'entrelacs des allées pavées. Et une image là nous restera de ces trois hommes dames, qui, au prix sans doute

de savantes intrigues, avaient réussi à s'introduire au Père-Lachaise. Elles avaient pénétré le malheur, tricotant, assises, devant la tombe d'Henri Curjel, par hasard, et se levèrent pour agiter un mouchoir, comme sur un quel que gare.

En dix minutes tout fut dit. Sur le cercueil disposé dans une simple fosse de terre, Yves Montand, immense, la visage blême, a jeté une rose. Catherine Allégret, la fille de Simone, à la ressemblance plus émouvante que jamais, vêtue d'une robe à fleurs, comme une cuirasse contre le malheur, en a fait autant. Et puis, derrière, tous et toutes, gens des arts, des lettres et de la politique, Philippe Noiret, Marthe Viallet, Bernard Blier, Anouk Aimée, Annie Girardot, Dany Sevel, Claude Lelouch, Robert Badinter, Yvette Roudy, Jack Lang, Lionel Jospin, Gisèle Halimi, Françoise Giroud, Claude Mauriac, Edmond Maire, Daniel Meyer, Marek Halter, André Glucksmann et tant d'autres.

Après, les portes du cimetière se sont ouvertes. Et des milliers de personnes ont commencé à monter doucement, sans trop d'espoir de voir le cercueil, d'y poser une fleur. Simplement comme une église comme une immense et sage procession, comme pour une remontée vers leurs propres souvenirs, leur propre vie, datée par le visage et le vie d'une grande dame. Simone Signoret, qui détestait tant les enterrements, s'en allait dans l'intimité de cette foule qui était sienne.

P.G.

Les sanctions contre l'Afrique du Sud

LE PRÉSIDENT REAGAN INTERDIT L'IMPORTATION AUX ETATS-UNIS DE PIÈCES D'OR KRUGERANDES

Le président américain, M. Ronald Reagan, a annoncé, le mardi 1^{er} octobre, l'interdiction de l'importation aux Etats-Unis de pièces d'or sud-africaines - les krugers - à compter du 11 octobre. Le 9 septembre dernier, M. Reagan avait indiqué qu'il allait entamer des consultations au sein du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) en vue d'interdire ces importations dans le cadre d'une série de sanctions de portée limitée contre l'Afrique du Sud.

Cette décision intervient au moment où le Congrès américain menaçait de déposer des projets de loi prévoyant des sanctions économiques contre Pretoria plus sévères que celles annoncées par le Maison Blanche. M. Reagan a précisé, dans un message transmis au Congrès, que cette nouvelle sanction vise « l'apartheid et le gouvernement sud-africain et non le peuple de ce pays ou son économie ».

En Afrique du Sud, l'ANC (Congrès national africain) a rejeté dans son ensemble les propositions de réformes faites par M. Pieter Botha, notamment l'éventualité de permettre aux Noirs de siéger au sein du Conseil présidentiel (le Monde du 2 octobre). Cette réaction est partagée par la plupart des dirigeants des partis d'opposition considérés comme modérés. - (AFP, Reuters.)

Préservez votre dos fragile avec TRECAREX

UN NOUVEAU SOMMIER à lattes flexibles, C'EST LA DERNIÈRE ÉTAPE DU PROGRES INTERIORE VOTRE MEUBLES

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37, Av. de la République 75013 PARIS Tél. 357.46.35 - Métro : PARNES

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + 151 M

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVOIR LES BASES

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour de vos connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3747, 35, rue Collège, 92383 Paris-Levallois. Tél. : (1) 270-73-63.

Sur le vif

On déraile

Ou'est-ce qui se passe au gouvernement ? Depuis que l'affaire Greenpeace leur a péti dans la gueule, ils sont complètement sonnés, ma parole. Vous avez vu ce culot ? Sous prétexte que des charbonniers ont fait dérailler deux ou trois trains pendant l'été, voilà qu'on se met à contrôler leurs connaissances, de voir s'ils sont capables de ne pas se tromper d'aiguillage. C'est insensé. Moi, je comprends qu'ils se soient vendus, ces gens-là. Furieux, ils étaient. Non mais des fois !

Le pouvoir s'est immédiatement égaré. Une chance ! Autrement avec leur fiche grève on ne risquait plus de se tuer en train pendant des semaines et même des mois. Enfin quoi, l'erreur est humaine ! Alors pour quoi ils n'y auraient pas droit les agents de conduite ? C'est pas parce que des maledroïtes ont fait des bourdes qui ont coûté la vie à des dizaines de pauvres mecs - quelle idée aussi de voyager pendant les vacances ! - qu'on va les faire plancher sur la code du rail.

Et le code de la mer, le droit maritime international, ils le

savaient peut-être sur le bout du doigt ceux qui ont dégoûté la bombinette du Rainbow Warrior, à la DGSE ? Vous me direz : faut pas exagérer, leur mort, c'est même pas un Français, c'est rien qu'un Portugais. Pas une raison pour la ramener. On a vu leur patron. On a fait paraître à la SNCF. Ça va bien comme ça.

Non et puis quoi encore ? On va leur coller des interrogations écrites aux rouliers : en cas d'arrêt intempestif de la machine, faut-il se servir d'une clé à molette ou d'un tournevis ? Il a vraiment bonne mine. Chevément, cramponné, alors que tout se débine, à ses examens de contrôle permanent à l'école. Je vous fiche mon billet de première qu'à partir d'aujourd'hui il n'y a plus un porteur qui acceptera une humiliation pareille sans se croiser les bras. Ces soupçons d'ignorance sont absolument intolérables.

A propos, on commence à solder la collection printemps-été de bonnets d'âne. Ça va être la ruée.

CLAUDE SARRAUTE.

VERS LA FIN DE LA GRÈVE A LA SNCF

La reprise du trafic ferroviaire s'effectue lentement

Le retour à la normale du trafic ferroviaire a été lent après la grève « sauvage » déclenchée, le dimanche 29 septembre, par les mécaniciens pour protester contre la création d'un examen supplémentaire de leurs connaissances des règlements de sécurité.

Selon toute vraisemblance, les organisations syndicales chercheront, dans les prochains semaines, à expliquer le succès d'une grève partie de la base afin d'obtenir une véritable négociation sur l'amélioration de la sécurité ferroviaire. Celle-ci leur semble surtout dépendre d'un accroissement des effectifs, d'une amélioration des conditions de travail et d'un renforcement des investissements. (Lire page 28.)

● **Allocations de chômage :** revalorisation de 2,5 % au 1^{er} octobre. - Le conseil d'administration de l'UNEDIC, qui gère le régime d'assurance-chômage, a décidé, le 1^{er} octobre, d'augmenter les allocations de chômage de 2,5 % à compter de cette date. Le salaire de référence, qui sert de base au calcul des prestations, est donc revalorisé d'autant, pour la partie en pourcentage. La partie fixe de l'allocation de base est portée de 42 F par jour à 43,87 F, et le minimum garanti passe de 102 F par jour à 104,55 F.

Le taux majoré des allocations de fin de droits, pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans, est relevé de 86 F à 88,15 F par jour. Le montant de l'allocation de fin de droits, révisé le 1^{er} juillet dernier, est maintenu à 63 F.

Tous les syndicats ont souligné le recul de la direction sur la question du contrôle complémentaire des connaissances, mais ils n'ont pas tiré les mêmes conséquences. Pour FO et la CGT, les promesses de négociation obtenues suffisaient

VALEURS

L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

boîte 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cédex 02

Gallito

DISPARAIT

APRES 30 ANS D'EXISTENCE

par autorisation préfectorale

LIQUIDATION TOTALE

prêt à porter masculin de luxe

2, boulevard de la Madeleine 261, rue Saint Honoré

Emanuel UNGARO
Giorgio ARMANI
Van LAACK

CLASSE PRÉPARATOIRE A SCIENCES PO

le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 722.94.94 - 745.09.19

PIAGET

Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fuseau horaire instantané.

Aldebert

PARIS, 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès - Porte Maillot

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100.3 MHz)

à Bordeaux (101.2 MHz)

à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)

MERCREDI 2 OCTOBRE

AN 5 « Le Monde »

préparé par JEAN LE BAIL

720-52-97

Le revenu des Français avec MICHEL NOBLECOURT et GUY HERZLICH

JEUDI 3 OCTOBRE

« Le Monde » reçoit MICHEL BARNIER

député et président du Conseil général de Savoie avec PHILIPPE BOUCHER